MINISTERE DE LA JEUNESSE, DE LA FORMATION PROFESSIONNELLE ET DE L'EMPLOI

BURKINA FASO

Unité – Progrès – Justice

Programme d'Appui à la Politique Sectorielle d'Enseignement et de Formation Techniques et Professionnels au Burkina Faso

Rapport d'activités 2014

Rapport consolidé au 31 décembre 2014 - Final

COOPÉRATION BURKINA FASO - LUXEMBOURG

Schweizerische Eidgenossenschaft
Confédération suisse
Confederazione Svizzera
Confederaziun svizra

Direction du développement et de la coopération DDC

AGENCE FRANÇAISE DE DÉVELOPPEMENT

Coopération Autrichienne pour le Développement

COOPERATION TAIWANAISE

Sommaire

SOMMAIRE ..... **I**

SIGLES ET ABREVIATIONS ..... **III**

LISTE DES TABLEAUX ..... **V**

RESUME EXECUTIF **1**

I. ELEMENTS CONTEXTUELS **2**

I.1 CONTEXTE ET JUSTIFICATION 2

I.2 LES OBJECTIFS DU PAPS/EFTP 2

I.3 ORIENTATIONS STRATEGIQUES DE L'ANNEE 2014 2

I.4 PLANIFICATION ET RESSOURCES ALLOUEES AU PAPS/EFTP PAR COMPOSANTE ET PAR VOLET EN 2014 3

I.4.1 Budgétisation par composante et par volet du plan d'actions 2014 du PAPS/EFTP 3

I.4.2 Financement du PAA 2014 par bailleurs en F CFA. 4

II. REALISATIONS ET ANALYSE DES RESULTATS **7**

II.1 COMPOSANTE 1 : LE FINANCEMENT A TRAVERS LE FAFPA DES FORMATIONS DU CAPITAL HUMAIN EN SOUTIEN AUX FILIERES ECONOMIQUEMENT PORTEUSES DE CROISSANCE ET D'EMPLOI 7

II.1.1 Volet 1 : Contribution au financement de la formation professionnelle 8

II.1.2 Volet 2 : Appui à la décentralisation des missions et à la gestion des ressources du FAFPA 9

II.1.3 Volet 3: Renforcement des capacités de contractualisation du FAFPA avec des promoteurs et opérateurs 10

II.1.4 Volet 4 : Appui au fonctionnement du FAFPA 10

II.2 COMPOSANTE : AMELIORATION DE L'ADEQUATION FORMATION / EMPLOI 11

II.2.1 Volet 5 : Renforcement des capacités de gestion et d'ingénierie de la formation des promoteurs et des opérateurs de formation 11

II.2.2 Volet 6 : Soutien à l'élaboration et à la diffusion des supports de formation 12

II.2.3 Volet 7 : Appui au développement de la certification dans le secteur de l'EFTP 12

II.2.4 Volet 8 : Communication, élaboration et mise en œuvre d'un plan de communication pour l'EFTP ... 13

II.3 COMPOSANTE 3 : LE RENFORCEMENT DES OUTILS ET DES RESSOURCES HUMAINES POUR ORIENTER ET PILOTER LE SECTEUR DE L'EFTP 14

II.3.1 Volet 9 : Renforcement de la coordination sectorielle et la mise en œuvre des réformes institutionnelles du secteur de l'EFTP 14

II.3.2 Volet 10 : Programmation, exécution et reporting technique et financier de l'EFTP 14

II.3.3 Volet 11 : Développement d'un système d'information sectorielle pour l'évaluation et le pilotage du plan d'actions de l'EFTP 15

II.3.4 Volet 12 : Appui au transfert des compétences et des ressources de l'EFTP aux Conseils régionaux .. 15

II.3.5 volet 13 : Accompagnement technique et évaluation de la mise en œuvre du Programme 16

III. ANALYSE DE L'ETAT D'EVOLUTION DES INDICATEURS **17**

IV. BILAN DE L'EXECUTION FINANCIERE **18**

V. ANALYSE DES RESULTATS EN FONCTION DE L'OBJECTIF SPECIFIQUE **1**

VI. APPRECIATION DE L'UTILISATION DES RESSOURCES HUMAINES, MATERIELLES ET FINANCIERES **3**

VII. BILAN DE LA MISE EN ŒUVRE DES ACTIONS D'AMELIORATION DE LA GESTION FINANCIERE DU PAPS/EFTP **3**

VIII. DIFFICULTES ET PROPOSITIONS DE MESURES CORRECTIVES 4

IX. REGULARITE DE LA TENUE DES SESSIONS DU COMITE DE PILOTAGE 5

X. REVUE DES RECOMMANDATIONS 5

XI. ETAT DE MISE EN ŒUVRE DU PPM 6

XII. RELATIONS AVEC LES PARTENAIRES TECHNIQUES ET FINANCIERS ET QUESTIONS RELATIVES AUX AVIS DE NON OBJECTION (ANO) 7

XIII. PERSPECTIVES 8

ANNEXES 9

DOCUMENTS COMPLEMENTAIRES 10

ANNEXE 1 : STATISTIQUES RECAPITULANT L'EXECUTION DES ACTIVITES DE 2014 ..... - 11 -

ANNEXE 2 : RECAPITULATIF DE L'EXECUTION FINANCIERE DU PAA 2014. ..... - 18 -

ANNEXE 3 : POINT EXHAUSTIF DE LA MISE EN ŒUVRE DES RECOMMANDATIONS FAITES AU PAPS-EFTP. ..... - 28 -

ANNEXE 4 : ACTIONS DE FORMATION REALISEES SUR LE COMPTE PAPS/EFTP EN 2014 ..... - 33 -

ANNEXE 5 : FEUILLE DE ROUTE POUR LA MISE EN ŒUVRE DES RECOMMANDATIONS ISSUES DE LA MISSION DE SUPERVISION FINANCIERE ET DE L'AUDIT COMPTABLE ET FINANCIER DU PAPS/EFTP ANNEE 2013 (COMPOSANTES 1, 2 ET 3). ..... - 48 -

ANNEXE 6 : POINTS DE SUCCES TANGIBLES DU PAPS-EFTP AU TITRE DE L'ANNEE 2014 ..... - 54 -

Sigles et abréviations

ADA	Austrian Development Agency (Agence autrichienne de développement)
AFD	Agence Française de Développement
ANPE	Agence Nationale Pour l'Emploi
ANO	Avis de Non Objection
AOF	Attributions, Organisation, Fonctionnement
APC	Approche par les Compétences
AT	Assistant Technique
ATI	Assistant Technique International
ATN	Assistant Technique National
BP	Budget Programme
BQP	Brevet de Qualification Professionnelle
CASEM	Conseil d'Administration du Secteur Ministériel
CDSMT	Cadre de Dépenses Sectoriel à Moyen Terme
CMA-BF	Chambre des Métiers et d'Artisanat du Burkina Faso
CNPB	Conseil National du Patronat Burkinabé
COPIL	Comité de Pilotage
CQP	Certificat de Qualification Professionnelle
CT	Collectivité Territoriale
CTCMO	Comité Technique de Coordination et de Mise en Œuvre
CRT	Cadre de Revue Technique
DAF	Direction de l'Administration et des Finances
DEC	Direction des Examens et Concours
DEP	Direction des Etudes et de la Planification
DGENF	Direction Générale de l'Enseignement Non Formelle
DGESS	Direction Générale des Etudes et des Statistiques Sectorielles
DGESTP	Direction Générale de l'Enseignement Secondaire Technique et Professionnel
DGFP	Direction Générale de la Formation Professionnelle
DMP	Direction des Marchés Publics
DRJFPE	Direction Régionale de la Jeunesse, de la Formation Professionnelle et de l'Emploi
EFTP	Enseignement et Formation Techniques et Professionnels
FAFPA	Fonds d'Appui à la Formation Professionnelle et à l'Apprentissage
FAIJ	Fonds d'Appui à l'Insertion des Jeunes
FAPE	Fonds d'Appui à la Promotion de l'Emploi
FASI	Fonds d'Appui au Secteur Informel
FENABF	Fédération Nationale des Artisans du Burkina Faso
FMQ	Formation Modulaire Qualifiante
FONAENF	Fonds pour 'Alphabétisation et l'Education Non Formelle
FP	Formation Professionnelle
FTS	Formation Technique Spécifique
GTR	Groupe de Travail Restreint
LD	Lux-Development
MEF	Ministère de l'Economie et des Finances
MENA	Ministère de l'Education Nationale et de l'Alphabétisation
MESS	Ministère des Enseignements Secondaire et Supérieur
MJFPE	Ministère de la Jeunesse, de la Formation Professionnelle et de l'Emploi
OMD	Objectif du Millénaire pour le Développement
ONG	Organisation Non Gouvernementale
OPA	Organisation Professionnelle d'Artisans
PA	Plan d'Actions
PA-PN/EFTP	Plan d'Actions de la Politique Nationale d'Enseignement et de Formation, Techniques et Professionnels
PAPS/EFTP	Programme d'Appui à la Politique Sectorielle d'Enseignement et de Formation Techniques et Professionnels
PC-ASFP	Programme Conjoint d'Amélioration du Système de Formation Professionnelle
PCF	Projet Collectif de Formation
PDSEB	Programme de Développement stratégique de l'Education de Base
PFC	Protocole de Financement Commun

PIB	Produit intérieur brut
PIC	Programme indicatif de Coopération
PM	Premier Ministère
PN/EFTP	Politique nationale d'Enseignement et de Formation techniques et professionnels
PNE	Politique nationale de l'Emploi
PPM	Plan de Passation des Marchés
PRM	Personne Responsable des marchés
PTF	Partenaire technique et financier
PTFR	Plan de Travail de mise en œuvre de la Feuille de Route
SCADD	Stratégie de Croissance accélérée et de Développement durable
TDR	Termes de Référence
TPA	Taxe patronale et d'apprentissage
VAE	Validation des Acquis de l'Expérience

Liste des tableaux

TABLEAU 1 : PLAN D'ACTIONS DEFINITIF 2014 DU PAPS/EFTP 3
TABLEAU 2 : CONTRIBUTIONS DES PTF POUR LE PAA 2014 4
TABLEAU 3: VUE D'ENSEMBLE DE LA REALISATION PHYSIQUE 7
TABLEAU 4 : REPARTITION DES EFFECTIFS ET DES MONTANTS ALLOUES PAR TYPE DE METIERS 8
TABLEAU 5: POURCENTAGE DU NOMBRE DE PERSONNES FORMEES DANS LES FILIERES PRIORITAIRES AVANT/APRES PAPS/EFTP 9
TABLEAU 6: TABLEAU DE BORD DE SUIVI DES INDICATEURS DU PAPS/EFTP 17
TABLEAU 7 : REALISATION FINANCIERE PAR COMPOSANTE ET PAR VOLETS 0
TABLEAU 8 : TABLEAU EMPLOIS-RESSOURCES AU 31 DECEMBRE 2014 0
TABLEAU 9 : DEPENSES EFFECTUEES PAR LUXDEV POUR LE COMPTE DU PAPS/EFTP AU 31 DECEMBRE 1
TABLEAU 10 : ETAT DE MISE EN ŒUVRE DU PPM 6
TABLEAU 11 : STATISTIQUES RECAPITULATIVES D'EXECUTION DES ACTIVITES DE 2014 ..... - 11 -
TABLEAU 12 : RECAPITULATIF DE L'EXECUTION FINANCIERE DU PAA 2014 ..... - 18 -
TABLEAU 13 : RECOMMANDATIONS FAITES LORS DE LA PREMIERE MISSION CONJOINTE ET PAR LA PREMIERE SESSION DU COPIL ..... - 28 -
TABLEAU 14: ACTIONS DE FORMATION REALISEES SUR LE COMPTE PAPS/EFTP PAR APPEL A PROJETS EN 2014 ..... - 33 -
TABLEAU 15 : ACTIONS DE FORMATION REALISEES SUR LE COMPTE PAPS/EFTP PAR LE MECANISME DES PCF EN 2014 ..... - 39 -

Résumé exécutif

Le PAA 2014 était caractérisé par la poursuite d'activités programmées en 2013 non entièrement ou partiellement exécutées pour diverses raisons expliquées dans le rapport de mise en œuvre des activités.

L'année 2014 a été dominée par la mise en œuvre des projets de formations retenus à l'issue de l'appel à projets en fin 2013, le lancement d'un nouvel appel à projet, les projets collectifs de formation, l'appui à la déconcentration et à la décentralisation du secteur de l'EFTP comme un facteur d'amélioration de sa performance et de réduction des inégalités d'accès. Cela s'est fait à travers l'élaboration des plans d'actions régionaux de mise en œuvre de la PN/EFTP et la mise en place de cadres d'animation et de dialogue autour de la formation professionnelle, au niveau régional.

La programmation annuelle 2014 pour les treize(13) volets des (03) trois composantes totalisait quatre-vingt-trois (83) sous activités et devait toucher huit mille cinq cent dix (8510) bénéficiaires pour un budget total de trois milliards cinq cent cinquante-six millions quatre cent trente-six mille neuf cent trois (3 556 436 903) francs.

Au 31 décembre 2014, le total des décaissements des PTF s'élève à un milliard huit cent soixante-neuf millions huit cent quatre-vingt-deux mille huit cent soixante-cinq (1 869 882 865) francs CFA.

En termes de réalisations physiques, ce sont soixante-dix (70) sous activités sur les quatre-vingt-trois (83) qui ont été réalisées, donnant un taux d'environ 85%. C'est aussi six mille sept cent quatre-vingt-deux (6 182) bénéficiaires de formation sur huit mille cinq cent dix (8 510) prévus.

L'exécution financière annuelle des trois (03) composantes à la date du 31 décembre2014 s'élève à un montant de deux milliards six cent quatre-vingt-quinze millions deux cent trente-deux mille sept cent soixante-dix-neuf (2 695 232 779) francs CFA, soit un taux de réalisation de 75,78% du budget total annuel, contre des engagements de un milliard cent quarante-trois millions sept cent trente-neuf mille cent quatre-vingt-dix (1 143 739 190) francs CFA, représentant 32,16% du budget. En prenant en compte les réalisations et les engagements, on obtient un taux de réalisation potentielle des activités inscrites dans le PAA 2014 de 107,94%.

En somme, à la date du 31 décembre 2014, le programme enregistre un taux d'exécution financière de 77,51% contre un taux d'engagement d'environ40,29%. Ce qui permet d'entrevoir une réalisation financière potentielle des activités du PAA 2014 de l'ordre de 117,81%.

I. ELEMENTS CONTEXTUELS

I.1 Contexte et justification

En cette fin de l'année 2014, le PAPS/EFTP, du point de vue des engagements contractuels, est à mi-parcours de son mandat. Du point de vue de la réalisation des activités sur le terrain, il comptabilise dix-huit (18) mois d'actions sur les soixante (60) prévus. Un bilan d'ensemble peut donc être fait d'ores et déjà et un travail a été fait dans ce sens, à travers un document élaboré et joint à la documentation envoyée aux membres du comité de pilotage. Il existe également des rapports semestriels du FAFPA.

Le présent rapport fait le bilan de la mise en œuvre du Plan d'Actions Annuel (PAA) de 2014.

I.2 Les objectifs du PAPS/EFTP

L'objectif global du Programme est celui de la politique nationale : *«élever le niveau de connaissance et de compétence de la population active et, plus particulièrement des jeunes, pour favoriser leur insertion dans les emplois d'aujourd'hui et les métiers porteurs de demain, afin de stimuler la croissance économique et réduire la pauvreté».*

L'objectif spécifique du PAPS/EFTP repris comme tel pour chaque année d'exercice est d' *«améliorer l'offre de formation professionnelle et l'employabilité des jeunes».*

En 2014, cela s'est organisé essentiellement à travers une mise en œuvre des projets de formations retenus à l'issue de l'appel à projets en fin 2013. Un travail approfondi de suivi de la réalisation de ces projets a permis de capitaliser cette expérience pour la préparation et le lancement du deuxième round d'appel à projets. Dans la poursuite de ces objectifs, l'année 2014 a également connu la mise en œuvre de grandes activités programmées en 2013, mais reportées en 2014 parce qu'elles paraissaient prématurées pour la période écoulée.

L'amélioration de l'offre de formation, c'est aussi l'appui aux Conseils Régionaux pour la « régionalisation du PA de la PN-EFTP ». La Coordination du PAPS/EFTP a apporté divers appuis au MJFPE et aux Conseils Régionaux pour un dialogue et des négociations de cofinancement y relatifs. Ainsi cinq (05) régions ont bénéficié des appuis du PAPS/EFTP et sont à des étapes différentes du processus allant de la mise en place d'un comité restreint pour élaborer les textes relatifs à leur FRAFPE au recrutement de Cabinet pour l'élaboration de son PAD/EFTP.

I.3 Orientations stratégiques de l'année 2014

Les interventions du PAPS/EFTP en 2014 étaient caractérisées par les orientations stratégiques suivantes :

- ✓ la poursuite d'activités programmées en 2013 non entièrement ou partiellement exécutées pour diverses raisons expliquées dans le rapport de mise en œuvre des activités. Il s'agissait de mener celles-ci à terme ;
- ✓ la poursuite de la mise en œuvre de mécanismes d'appui et de financement incitant les acteurs à la prise d'initiatives dans le sens des objectifs nationaux de l'EFTP à travers les appels à projets et le mécanisme des financements basés sur la performance ;
- ✓ la poursuite de l'appui à la déconcentration et à la décentralisation du secteur de l'EFTP comme un facteur d'amélioration de sa performance et de réduction des

inégalités, à travers l'appui à l'élaboration des plans d'actions régionaux de mise en œuvre de la PN/EFTP et à la mise en place de cadres d'animation et de dialogue autour de la formation professionnelle, au niveau régional.

I.4 Planification et ressources allouées au PAPS/EFTP par composante et par volet en 2014

Les ressources du plan d'actions 2014 du PAPS/EFTP sont la résultante de la mutualisation des contributions de cinq (05) partenaires techniques et financiers. Pour l'année sous revue, elles étaient ainsi allouées :

I.4.1 Budgétisation par composante et par volet du plan d'actions 2014 du PAPS/EFTP

Tableau 1 : Plan d'actions définitif 2014 du PAPS/EFTP

Composantes / volets	Montant en FCFA		Ecart (A-B)	Structure responsable
	Prévisions initiales (A)	Budget révisé (B)		
COMPOSANTE 1 : Financement à travers le FAFPA des formations du capital humain en soutien aux filières économiquement porteuses de croissance et d'emplois	**2 144 346 176**	**1 997 317 801**	**147 028 375**	**FAFPA**
Volet 1 : Contribution au financement de la formation professionnelle	1 856 511 176	1 749 547 801	106 963 375	FAFPA
Volet 2 : Appui à la décentralisation des missions et à la gestion des ressources du FAFPA	132 400 000	102 500 000	29 900 000	FAFPA
Volet 3 : Renforcement des capacités de contractualisation du FAFPA avec des promoteurs et opérateurs	63 335 000	53 170 000	10 165 000	FAFPA
Volet 4 : Appui au fonctionnement du FAFPA	92 100 000	92 100 000	0	FAFPA
COMPOSANTE 2 : Amélioration de l'adéquation formation / emploi	**716 916 125**	**558562 125**	**158354 000**	
Volet 5 : Renforcement des capacités de gestion et d'ingénierie de la formation des promoteurs et des opérateurs de formation	199 007 225	129627 225	44 380 000	DGFP
Volet 6 : Soutien à l'élaboration et à la diffusion des supports de formation	289 693 900	220 719 900	69380000	DGFP
Volet 7 : Appui au développement de la certification dans le secteur de l'EFTP	112 000 000	112 000 000	0	SP-CNC
Volet 8 : Communication, élaboration et mise en œuvre d'un plan de communication pour l'EFTP	116 215 000	96 215 000	20 000 000	Coordination et FAFPA
COMPOSANTE 3 : Renforcement des outils et des ressources humaines pour orienter et piloter le secteur de l'EFTP	**871 208 573**	**950 556 977**	**-79 348 404**	
Volet 9 : Renforcement de la coordination sectorielle et la mise en œuvre des réformes institutionnelles du secteur de l'EFTP	20 389 700	32 044 700	-11 655 000	DGFP
Volet 10 : Programmation, exécution et reporting technique et financier de l'EFTP	409 454 825	424 013 675	-14 558 850	Coordination et FAFPA
Volet 11 : Développement d'un système d'information sectorielle pour l'évaluation et le pilotage du plan d'actions de l'EFTP	22 456 800	38 231 800	-15 775 000	Coordination
Volet 12 : Appui au transfert des compétences et des ressources de l'EFTP aux Conseils régionaux	40 000 000	41 578 575	-1 578 575	Coordination
Volet 13 : Accompagnement technique et évaluation de la mise en œuvre du programme	378 907 248	414 688 227	-35 780 979	Coordination et LuxDev
Total des 3 composantes	**3 732 470 874**	**3 531 436 903**	**201 033 971**	
3% d'imprévus pour couvrir la mobilisation d'expertise, la participation à des évènements et manifestations liées à l'EFTP	98 983 198	25 000 000	73 983 198	
TOTAL BUDGET 2014	**3 831 454 072**	**3 531436 903**	**300017 169**	

N.B : La révision du Plan d'actions 2014 a consisté à prendre en compte les activités non prévues dans le PAA 2014, soit qu'elles relevaient des engagements de 2013 mis en œuvre en 2014 ou alors qu'il s'agissait de nouvelles activités non prévues mais qui se sont avérées nécessaires dans le temps qui du reste, n'ont pas connu de mise en œuvre du fait qu'elles n'ont pas été adoptées

par le COPIL qui devait se tenir en décembre 2014. Il s'est agi également de redimensionner d'autres activités au regard de l'évolution du PPM.

I.4.2 Financement du PAA 2014 par bailleur en F CFA.

En 2014, le financement du PAPS-EFTP a été assuré par ses cinq (05) bailleurs : les coopérations luxembourgeoise, française, autrichienne, taïwanaise et suisse. Au 31 décembre 2014, tous les PTF ont débloqué leurs contributions à l'exception de la Coopération taïwanaise. La tranche minoritaire de la République de Taïwan ayant été débloquée en mars 2015. Le tableau suivant donne la répartition par bailleur :

Tableau 2 : Contributions des PTF au 31 décembre 2014

Bailleurs	Décaissement effectif par bénéficiaire				Total par bailleur	% du total global
	MJFPE		FAFPA			
	Tranche 1	Tranche 2	Tranche 1	Tranche 2		
LuxDev	74 999 998	24 999 997	611 736 206	203 912 072	915 648 273	100%
ADA	168 411 384		168 411 384		336 822 768	100%
AFD	0		550 340 019	247 915 754	798 255 773	100%
Taïwan	72 680 005		173 303 870		245 983 875	75%
Coop Suisse	50 000 000		0		50 000 000	100%
Total	366 091 387	24 999 997	1 503 791 479	451 827 826	2 346 710 689	97%
Total par bénéficiaire	**391 091 384**		**1 955 619 305**		**2 346 710 689**	**96,62%**
% du total global	**16,67%**		**83,33%**			

Besoin de décaissement total	**2 428 704 550**
Décaissement total réalisé en 2014	**2 346 710 689**
Taux de décaissement	**96,62%**

I.4.3 De l'utilisation des ressources du panier commun

Tableau 3 : Evolution des décaissements par bailleur

	2012	2013	2014	Total	Prévision Programme	Reste à débloquer
Etat						
Bailleur 1: Coopération Luxembourgeoise	245 428 635	584 994 229	1 071 760 309	1 902 183 173	6 556 570 000	4 654 386 827
Bailleur 2: Coopération autrichienne		843 899 832	336 906 346	1 180 806 178	1 180 722 600	-83 578
Bailleur 3: Agence Française de Développement		394 125 001	798 297 558	1 192 422 559	3 279 785 000	2 087 362 441
Bailleur 4: Coopération suisse		50 000 000	50 041 765	100 041 765	150 000 000	49 958 235
Bailleur 5: Coopération taïwanaise		0	246 025 649	246 025 649	655 957 000	409 931 351
	245 428 635	**1 873 019 062**	**2 503 031 627**	**4 621 479 324**	**11 823 034 600**	**7 201 555 276**

Il convient de relever que la tranche minoritaire de la Coopération taïwanaise au compte de l'exercice 2014 a été débloquée en mars 2015 et ne saurait être comptabilisée pour 2014.

Tableau 4 : Evolution du niveau d'absorption des décaissements

	2009 à 2012	2013	2014
Décaissements annuels **(A)**	245 428 635	1 873 019 062	2 503 031 627
Consommations annuelles **(B)**	245 428 635	1 379 743 372	2 737 311 532
Taux de consommation annuelle **(C = B/A)**	100,00%	73,66%	109,36%
Décaissements cumulés **(D)**	245 428 635	2 118 447 697	4 621 479 324
Consommations cumulées **(E)**	245 428 635	1 625 172 007	4 362 483 539
Taux de consommation des décaissements successifs **(F = E/D)**	**100,00%**	**76,72%**	**94,40%**

Tableau 5 : Evolution des décaissements et du budget du PAPS/EFTP

	2009 à 2012	2013	2014	Prévisions 2015	Prévisions 2016
Décaissements des PTF **(A)**	245 428 635	1 873 019 062	2 503 031 627		
Décaissements des PTF cumulés **(B)**	245 428 635	2 118 447 697	4 621 479 324		
Prévisions annuelles des décaissements (Prodoc + contributions autres Coopérations) **(C)**	975 211 272	2 120 661 475	2 792 951 805	2 962 762 997	2 924 455 109
Prévisions Prodoc + contributions autres Coopérations cumulées **(D)**	975 211 272	3 095 872 747	5 888 824 552	8 851 587 549	11 776 042 658
Taux de décaissements PTF exercices annuels **(E = A/C**)	**25,17%**	**88,32%**	**89,62%**		
Taux de décaissements PTF Cumulés **(F = B/D)**	**25,17%**	**68,43%**	**78,48%**		
Total Prodoc + Coop autres PTF **(G)**	11 776 042 658	11 776 042 658	11 776 042 658	11 776 042 658	11 776 042 658
Disponibilité Prodoc + autres PTF **(K = G-B)**	11 530 614 023	9 657 594 961	7 154 563 334		
Période concernée	**AN_0**	**AN_1**	**AN_2**	**AN_3**	**AN_4**
Cible décaissement cumulé **(H = D/G)**	8,28%	26,29%	50,01%	75,17%	100,00%
Taux de décaissements PTF sur l'ensemble du Programme **(Q = B/G)**	**2,08%**	**17,99%**	**39,24%**		

N.B :

Dans le Prodoc du Programme, il est retenu que le PAPS/EFTP est mis en place pour cinq (05) ans. Si fait que, en retenant 2012 comme le début de sa mise en œuvre, le Prodoc fixe 2016 comme date de fin du Programme. Dans le PFC, il est mentionné que l'opérationnalisation du Programme est soutenue chaque année par un Plan d'actions annuel, synthèse des propositions d'activités des structures partenaires de mise en œuvre, adopté par le COPIL et mis en œuvre sous la coordination de l'équipe de Coordination du PAPS/EFTP. Prenant en compte cette considération, le PAPS/EFTP aurait alors démarré ses activités en 2013 avec l'adoption et la mise en œuvre du premier PAA. A terme, le Programme devrait avoir enregistré l'élaboration/adoption et la mise en œuvre de cinq (05) PAA. Si bien que se pose l'impérative nécessité de clarification de la fin du PAPS/EFTP.

1. **Du début du Programme :**

- L'**AN_0** correspond à la période de la mise en œuvre du processus de mise en route du Programme. La feuille de route de démarrage du Programme qui en est résultée et qui a effectivement débuté le 1er juillet 2012, a été entièrement exécutée par LuxDev ;

- La prise en main du PAPS/EFTP par le MJFPE a été marquée par le lancement officiel du Programme intervenu en 2013 correspondant à la première année de mise en œuvre du PAPS/EFTP (AN1) avec un Plan d'actions annuel adopté par le COPIL ;

2. De la fin programmée du Programme :

- Dans l'hypothèse que les activités du Programme connaissent un début de mise en œuvre effective le 1er janvier 2012, il a été programmé pour prendre fin en 2016 ;
- Si l'on considère la mise en œuvre de la feuille de route de démarrage sous la gestion entière de LuxDev comme faisant partie de la durée programmée du Programme, la date probable de fin du PAPS/EFTP serait alors le 30 juin 2017 ;
- Si par contre, la période ciblée du Programme devrait correspondre à celle d'appropriation et de mise en œuvre par le MJFPE (en ce moment, on parlerait d'AN1, AN2, …, AN5), le Programme aurait alors démarré ses activités en 2013 et la période probable de fin du Programme en 2018.

3. Des recommandations pour l'absorption des ressources

- Après deux (02) années de mise en œuvre à travers des PAA élaborés, adoptés et exécutés, le taux de décaissement des fonds prévus dans le cadre du PAPS/EFTP se situe à 39,24% contre une prévision de 26,29% si l'on s'en tient aux dispositions du PFC portant sur la mise en œuvre des activités. Ce qui témoigne des efforts de la Coordination à rattraper le retard accusé dans le démarrage vers la cible programmée pour 2014 qui est de 50,01% de taux de décaissement. Par contre, si on se focalise sur le ciblage fait dans le Prodoc qui a arrêté la période de 2012 à 2016 pour la mise en œuvre du PAPS/EFTP, 2014 serait alors la troisième année d'exécution du Programme ; ce qui donne un taux prévisionnel de décaissement de 50,01%. Dans ces conditions, le Programme, qui est à mi-parcours, connait un retard de décaissements avec un gap important de près de 11 points. Quelque soit le niveau où l'on se situe, des mesures devraient être entreprises qui en appellent à des recommandations. Parmi celles-ci, on peut relever :
    - la mise en cohérence des sessions du Comité de Pilotage avec le cycle du budget de l'Etat ;
    - la prolongation du délai de mise en œuvre ;
    - la réorganisation du Programme pour prendre en compte les difficultés rencontrées dans la mise en œuvre du Programme qui ont été longuement évoquées et diagnostiquées dans les rapports successifs produits par la Coordination ;
    - la nécessité de rendre la responsabilité de Chef de file des PTF plus engageante avec le statut de principal interlocuteur de la partie nationale et éviter la remise en cause des consensus dégagés ;
    - l'impérieuse nécessité de l'imbrication du Programme commun (PAPS/EFTP) avec les Programmes spécifiques (l'insuffisance vécue dans ce volet cristallise les relations entre la partie nationale et les PTF en ce sens que des processus acceptés dans le cadre des programmes spécifiques sont totalement remis en cause et quasiment rejetés dans le cadre du Programme commun ; toute chose qui laisse planer des doutes sur des stratégies cachées de destruction du Programme commun au profit des programmes spécifiques) ;
    - la prise de lettre de mission du Coordonnateur du PAPS/EFTP comme le recommandent les textes avec répercussion au niveau des autres membres de la chaîne ;
    - la délégation de la mise en œuvre de certaines activités aux structures compétentes à l'image du partenariat envisagé avec le CNPB.

A la date du 31 décembre 2014, le financement reçu des PTF s'établit à la somme de deux milliards trois cent quarante-six millions sept cent dix mille six cent quatre-vingt-neuf (2 346 710 689) francs CFA, représentant 96,62% de taux de déblocage du plan de décaissement. Trois cent quatre-vingt-onze millions quatre-vingt-onze mille trois cent quatre-vingt-neuf (391 091 389) francs CFA soit 16,67% de ces ressources étaient destinés à la prise en charge des activités menées par le MJFPE en tant que maître d'œuvre pour les activités relevant de sa compétence, tandis que un milliard neuf cent cinquante-cinq millions six cent dix-neuf mille trois cent cinq (1 955 619 305) francs CFA soit 83,33%revenaient au FAFPA, agence nationale d'exécution des subventions du Programme, pour le financement des formations professionnelles et de l'apprentissage.

II. REALISATIONS ET ANALYSE DES RESULTATS

Les réalisations physiques du PAPS/EFTP au cours de l'année 2014 sont récapitulées dans le tableau n°10, annexe n° 1du présent document.

Le rapport fait le point des activités programmées par volet et sous forme d'une analyse (i) des succès et résultats atteints, (ii) des difficultés rencontrées et (iii) des perspectives.

Pour l'ensemble du PAA, on enregistre globalement un niveau de réalisation de 80,16% en ce qui concerne les activités de formation et de 84,36% pour le reste des activités.

Tableau 6: vue d'ensemble de la réalisation physique

Composante	Unités	Programmation physique de l'année	Réalisation physique au 31 décembre	Ecart	Taux de réalisation 2014
Composante 1	Personne	8510	6782	1728	79.69%
	Sous activité	30	25	5	83,33%
Composante 2	Sous activité	26,00	20,64	5,36	79,40%
	Personne	115,00	132,00	-17,00	114,78%
Composante 3	Sous activité	27,00	24,38	2,63	90,28%
Total au 30 septembre	Sous activité	83,00	70,02	12,98	84,36%
	Personne	8 625,00	6914	1711	80,16%

II.1 Composante 1 : Le financement à travers le FAFPA des formations du capital humain en soutien aux filières économiquement porteuses de croissance et d'emploi

L'objectif de cette composante est d'améliorer l'accès à la formation professionnelle en faisant du FAFPA un instrument performant et flexible de financement de la formation professionnelle. La stratégie adoptée pour accroître cette capacité est d'actionner un levier sur l'ensemble des paramètres connus de la dynamique des organisations, à savoir le renforcement :

(i) du management et de la supervision directe ;

(ii) de la standardisation des process, des qualifications des personnels, des tâches et des résultats ;

(iii) de la décentralisation des opérations et des ressources, de manière à ce que le FAFPA soit en mesure d'accroître significativement ses financements au bénéfice des besoins de formation prioritaires.

II.1.1 Volet 1 : Contribution au financement de la formation professionnelle

La contribution au financement de la formation professionnelle a été mise en œuvre à travers le double mécanisme de l'appel à projets (apurement de l'appel de 2013 et mise en œuvre d'une nouvelle édition en 2014) et les procédures PCF. Nous présentons les résultats obtenus par le FAFPA au 31 décembre de l'année 2014 à travers ces deux (02) mécanismes. La description de ces mécanismes est consignée à l'annexe n°5.

Au 31 décembre2014, les résultats font état de la formation de 6782 bénéficiaires dont3306 femmes (soit un taux de 48,75%) pour un coût global de un milliard trois cent quatre-vingt-un millions cinq cent vingt et un mille cinq cent soixante (1 381 521 560) francs CFA répartis ainsi qu'il suit :

- la formation de 1779bénéficiaires dont 971femmes (soit 55%) pour un coût total de cent quatre-vingt-neuf millions soixante-cinq mille six cent quatre-vingts (189 065 680) francs CFA au titre des procédures PCF ;
- la formation de 5003bénéficiaires dont 2335 femmes (46,68%) pour un coût total de un milliard cent quatre-vingt-onze millions quatre cent cinquante-cinq mille huit cent quatre-vingts (1 191 455 880) francs CFA pour ce qui est du mécanisme d'appel à projets.

L'ensemble de ces résultats est détaillé dans les rapports spécifiques du FAFPA. La répartition des bénéficiaires par type de formation fait voir la prédominance du type « formation modulaire qualifiante (FMQ)» (79,37%) sur celui « certification qualification professionnelle (CQP) » (20,63% pour un effectif de 805). Ce qui semble déséquilibré par rapport à la répartition indicative du document de programme (70% pour les FMQ et 30% pour les CQP). Il faut noter que le taux de couverture des métiers par les référentiels de certification a peu progressé depuis le démarrage du Programme se traduisant par une faible demande de formation préparant au CQP.

Tableau 7 : répartition des effectifs et des montants alloués par type de métiers

Métiers	Montants	Hommes	Femmes	Total	Pourcentage
FMQMP[1]	*945 376 987*	*2 289*	*2 744*	*5 033*	*74,21%*
FMQMI[2]	*45 345 217*	*261*	*89*	*350*	*5,16%*
MICQP[3]	*8 866 638*	*91*	*0*	*91*	*1,34%*
MPCQP[4]	*381 932 718*	*835*	*473*	*1 308*	*19,29%*
Total	***1 381 521 560***	***3 476***	***3 306***	***6 782***	***100%***

Source : FAFPA, Décembre 2014

Il est à noter que le PAPS/EFTP, à travers le mécanisme d'appel à projets, a permis de toucher des filières/métiers jusque-là faiblement ou non couvertes par le FAFPA. Il s'agit notamment du secteur des BTP et métiers connexes, de l'agriculture et de l'élevage. Il est aussi indéniable que le nombre de formé sa connu une augmentation exponentielle. Il reste effectivement à s'assurer que ces évolutions quantitatives prennent en compte la qualité des formations à travers une meilleure insertion des jeunes. Des enquêtes de

[1]Formation modulaire qualifiante dans les métiers de production

[2] Formation modulaire qualifiante dans les métiers intermédiaires

[3] Métiers intermédiaires certificat de qualification professionnelle

[4] Métiers de production certificat de qualification professionnelle

satisfaction, des suivis post formation etc., seront menés et permettront de donner l'information juste sur les effets et impacts des formations financées.

Tableau 8: Pourcentage du nombre de personnes formées dans les filières prioritaires avant/après PAPS/EFTP(Proportion des formés rapportée au total des formés)

	Avant PAPS/EFTP	Après PAPS/EFTP	
	2012	**2013**	**2014**
Agriculture/élevage	9,73%	20,59%	41,74%
BTP	0%	25,82%	19,96%
Agroalimentaire	3,35%	12,12%	5,34%

A la lecture du tableau ci-dessus, on notera une baisse entre 2013 et 2014 des taux pour les secteurs du BTP et de l'agroalimentaire. Cette baisse est tributaire des projets soumis au FAFPA dans le cadre de l'appel à projets. Il y a eu pour le deuxième appel à projets peu de projets en agroalimentaire et BTP éligibles par rapport aux secteurs de l'agriculture et de l'élevage. Toutefois, ce mécanisme permettant de cibler les secteurs, il conviendra pour les appels à projets à venir de veiller à prendre davantage en compte les besoins par secteur d'activités des économies régionales et nationales en pratiquant une régulation.

Les insuffisances constatées dans la mise en œuvre de ce volet résident essentiellement dans la non maîtrise des coûts de formation, la faible capacité d'expression explicite des besoins de formation par les promoteurs, l'incapacité de certains promoteurs à mobiliser dans les délais requis leur part contributive et enfin, les lourdeurs administratives (passation des marchés) qui rallongent les délais de traitement et de mise en œuvre des demandes de formation.

Dans l'optique de pallier ces insuffisances, le FAFPA mettra l'accent en 2015, en collaboration avec les PTF, sur l'élaboration d'une grille tarifaire de ses interventions. Dans le cadre de la mise en œuvre des recommandations sur le renforcement des capacités des opérateurs et des promoteurs, il sera financé des activités de formation à l'adresse des promoteurs en vue de les amener à présenter des projets de formation pertinents. Enfin, la finalisation/adoption et l'application de la procédure révisée de PCF permettra en 2015 d'alléger les conditions de mise en œuvre des projets de formation.

II.1.2 Volet 2 : Appui à la décentralisation des missions et à la gestion des ressources du FAFPA

Au titre du renforcement des performances du FAFPA par des services de proximité et de qualité à travers un mécanisme de financement et de gouvernance locale de la formation, il était prévu dans le PAA 2014 du PAPS/EFTP, l'installation des agences décentralisées du FAFPA dans quatre (04) régions qui couvriraient l'ensemble du territoire national.

A la date du 31 décembre 2014, on note la mise en place du groupe de travail par arrêté chargé de l'élaboration d'une feuille de route pour l'installation et la gestion des bureaux régionaux. Le rapport des travaux du groupe de travail est disponible et en attente de validation.

Concernant spécifiquement la question de l'équipement des Bureaux Régionaux et des Antennes Régionales, il faut noter que les marchés sont en cours pour l'acquisition de matériels roulant (04 véhicules automobiles et 12 motocyclettes). Le matériel informatique et le mobilier de bureaux ont été déjà acquis.

La difficulté majeure de la mise en œuvre de ce volet a été la mobilisation et la gestion de l'expert (décentralisation et gestion administrative) en appui au groupe de travail susmentionné.

En début d'année 2015, sur la base des résultats des réflexions du groupe de travail, le FAFPA compte procéder au recrutement du personnel et à l'opérationnalisation de ses bureaux régionaux pour une proximité et une visibilité renforcée.

II.1.3 Volet 3: Renforcement des capacités de contractualisation du FAFPA avec des promoteurs et opérateurs

Dans le cadre de ce troisième volet, le principal résultat atteint est le recrutement d'un cabinet pour la réalisation de l'étude d'élaboration d'un plan de renforcement de capacités des promoteurs et opérateurs de formation. Le rapport provisoire est disponible et fait actuellement l'objet d'observations et d'amendements. Cette étude devrait être rapidement finalisée afin de permettre la mise en œuvre des résultats en 2015.

II.1.4 Volet 4 : Appui au fonctionnement du FAFPA

En 2014 on note la contribution effective du PAPS/EFTP aux charges du FAFPA, notamment en ce qui concerne le paiement des salaires du personnel recruté ou affecté sur le Programme et les charges de fonctionnement ainsi que celles liées à la gestion du contrat de bail.

En vue de renforcer les capacités du FAFPA, un comptable spécialiste du logiciel TOMPRO et un spécialiste en suivi-évaluation ont été recrutés.

Par ailleurs, ce volet enregistre la finalisation et l'adoption du Plan de Développement Institutionnel (PDI) du FAFPA engagé en 2013. L'adoption du PDI va permettre la mise en place des bureaux régionaux du FAFPA et suscite, pour 2015, la réflexion sur les statuts du FAFPA qu'il faudrait mettre en cohérence avec la loi sur les fonds nationaux et le PDI.

Au compte de ce volet, on peut relever le dialogue engagé par le FAFPA avec les autres partenaires, notamment le Conseil National du Patronat Burkinabè (CNPB), non seulement pour faire mieux connaître le Fonds, mais aussi pour les impliquer dans les processus de mise en œuvre et de financement de la formation professionnelle au Burkina Faso. A cet effet, les partenaires se sont engagés dans le plaidoyer en vue du reversement des produits de la TPA aux fins effectives de la formation professionnelle.

II.2 Composante 2 : Amélioration de l'adéquation formation / emploi

L'amélioration de l'adéquation formation emploi est organisée autour des quatre(04) volets suivants qui servent de cadre de programmation pour la durée du Programme. Ce sont :

- le renforcement des capacités de gestion et d'ingénierie de la formation des promoteurs et des opérateurs de formation ;
- le soutien à l'élaboration et à la diffusion des supports de formation ;
- l'appui au développement de la certification dans le secteur de l'EFTP ;
- la communication, l'élaboration et la mise en œuvre d'un plan de communication pour l'EFTP.

Cette composante enregistre un bon niveau de réalisation en 2014. Le taux d'exécution de la composante de 79,40% est la résultante de la mise en œuvre des quatre (04) volets qui enregistrent respectivement 90,44% pour le volet 5, 74,91%, pour le volet 6, 100% pour le volet 7 et 56,94% pour le volet 8.

II.2.1 Volet 5 : Renforcement des capacités de gestion et d'ingénierie de la formation des promoteurs et des opérateurs de formation

En 2014, les activités programmées dans ce volet ont porté sur :

- la mise en œuvre d'actions de formations des promoteurs et opérateurs dont les principaux résultats atteints ont permis :
    - la réalisation du bilan synthèse des projets d'établissements en vue de l'élaboration de projets d'établissements pour deux (02) établissements ;
    - l'élaboration en cours de deux projets d'établissements au profit des acteurs de deux établissements (à Fada N'Gourma et à Bobo-Dioulasso) ; cette activité a été retardée par la tension politico-sociale qu'a connue le pays en fin d'année ;
    - la formation effective de 30 formateurs CFPNF et de 45 formateurs et directeurs CEBNF dans les métiers agro-sylvo-pastorales dans les langues nationales et en entrepreneuriat ;
    - la mise en œuvre de divers appuis notamment de formations à visée d'insertion professionnelle (la formation d'une centaine de réparateurs d'appareils de téléphones portables, la formation de quinze jeunes femmes/filles au métier de photographes) ;
- la normalisation de la formation professionnelle au Burkina Faso par l'adoption de documents d'orientation :
    - l'adoption du document de Stratégie de généralisation de la formation professionnelle ;
    - la relecture du cahier des charges applicables aux centres de formation professionnelle ;
    - l'élaboration du document cadre pour l'autonomie de gestion des centres publics de formation professionnelle ;
- la tenue d'une table ronde dont les recommandations formulées par les participants ont engendré des rencontres ayant impliqué aussi le PRFP pour soutenir la rédaction d'un Plan de travail du CNPB autour de thématiques telles que : (i) la certification et notamment la prise en compte de nouveaux titres dans les conventions collectives de travail, (ii) l'élaboration des supports de formation avec l'implication des professionnels, (iii) l'appui aux organisations professionnelles dans l'élaboration des projets de formation à soumettre au FAFPA , (iv) le reversement de la TPA pour financer la formation professionnelle, (v) l'implication des cadres

des entreprises comme formateurs dans les centres et établissements de formation. Le CNPB a soumis à la Coordination du PAPS/EFTP un projet de Protocole de collaboration à cet effet. Il sera discuté en 2015.

Si l'implication du secteur privé, notamment à travers le CNPB, constitue un enjeu majeur, une de ses contraintes reste la faiblesse des capacités de cette organisation sur les sujets liés à la formation professionnelle. Le renforcement de capacités pour le fonctionnement d'une cellule et d'une commission emploi et formation professionnelle au CNPB avec l'appui du PAPS/EFTP pourrait améliorer les performances de ses services au profit du secteur.

II.2.2 Volet 6 : Soutien à l'élaboration et à la diffusion des supports de formation

Les activités ciblées dans ce volet visaient cette année principalement :

- l'élaboration de supports de formation pour les métiers prioritaires ;
- la révision et la mise à niveau de supports de formation pour plus d'adéquation formation emploi.

Le bilan fait état d'un niveau d'exécution du volet à hauteur de 140% pour la formation de spécialistes en ingénierie de formation et en élaboration des supports de formation (56 formés sur une prévision de 40), et de78,21%pour les autres activités. Quant à l'élaboration de supports de formation pour les métiers prioritaires, elle demeure un défi pour 2015. Toutefois, il faut relever que des actions sont entreprises et réalisées pour son opérationnalisation. Il s'agit essentiellement de la réalisation de l'étude sur l'inventaire des supports de formation disponibles dans les différentes administrations, de la sélection de vingt (20) métiers à développer et de la mise en place de vingt (20) groupes de travail. Des difficultés réelles de prise en charge et de mobilisation du personnel spécialisé constituent un grand goulot pour cette activité. Une réflexion adéquate à ce niveau est indispensable.

Pour relever le défi de l'élaboration des supports en 2015, il s'agira pour la DGFP, entre autres stratégies, de poursuivre la formation des spécialistes tout en l'optimisant avec les enseignements tirés de la première édition, et de contractualiser au cas par cas avec les spécialistes formés.

II.2.3 Volet 7 : Appui au développement de la certification dans le secteur de l'EFTP

L'essentiel des activités inscrites dans ce volet a été réalisé dans les procédures habituelles du Secrétariat Permanent de la Commission Nationale de la Certification (SP/CNC). A la clôture de l'exercice 2014, on note une mise en œuvre totale des activités programmées qu'étaient :

- la réalisation du bilan des six (06) années de mise en œuvre du CQP depuis sa première édition en 2006 jusqu'en 2013 qui a permis de mettre en évidence les forces et les faiblesses du système de certification en vue de la prise de mesures adéquates et de l'initiation d'activités à même de garantir une organisation optimale des sessions pour ainsi répondre aux attentes des populations et du monde économiques. Au titre des faiblesses, il est relevé que :
    - l'examen de certification (CQP et BQP) est organisé seulement dans (10) régions pour le CQP et deux pour le BQP, ce qui constitue un handicap majeur pour certains candidats des autres régions intéressés par cet examen ;
    - onze (11) métiers seulement sur une centaine selon le répertoire établi par la Chambre des métiers et d'artisans du Burkina Faso (CMA-BF) sont concernés, les apprenants et les professionnels des autres corps de métiers sont lésés du fait qu'ils ne sont pas pris en compte ;

- en tant qu'examen professionnel mettant le candidat en situation réelle de travail, l'examen du CQP et du BQP coûte cher dans l'acquisition de la matière d'œuvre. Malgré l'inscription de son organisation au budget national, la mobilisation des fonds reste la principale difficulté au regard des coûts que ces examens engendrent. Si l'on veut la généraliser à tous les corps de métiers et dans toutes les régions du pays, il ya lieu de lui allouer un budget conséquent ;
- la méconnaissance des titres émis par les employeurs rend difficile l'insertion des impétrants ;
- l'insuffisance en moyens logistiques, matériels et humains du secrétariat permanent en tant qu'organe technique de la certification.

Quant aux forces, l'atelier a mentionné entre autres :

- l'engouement des apprenants, en témoigne l'évolution croissante du nombre d'inscrits d'année en année (263 inscrits en 2006 contre 4013 en 2014) ;
- l'amélioration de l'employabilité des jeunes par la délivrance d'un titre professionnel ;
- la valorisation de la formation professionnelle.

- les mesures envisagées sous forme de perspectives pour les années futures sont entre autres :
  - l'organisation d'une étude sur l'opérationnalisation des nouveaux titres ;
  - l'organisation de l'examen de certification pour l'obtention des autres titres de qualifications professionnelles créées par le Décret du 23 novembre 2011 tels le Certificat de Qualification de Base (CQB), le Brevet Professionnel de Technicien (BPT) et le Brevet Professionnel de Technicien Spécialisé (BPTS) dans le court terme ;
  - l'extension de la certification aux treize (13) régions ;
  - la prise en compte dans le processus d'au moins quinze (15) métiers d'ici 2015 ;
  - la mise en œuvre de la Validation des Acquis de l'Expérience ;
  - la mise en œuvre des mécanismes de passerelle.
- la contribution aux charges de l'organisation de l'examen du CQP allant de l'élaboration et du choix des sujets à la tenue effective de la session 2014. Cela a permis de prendre en charge les inscrits supplémentaires à la session 2014. Ainsi on est passé de 3498 inscrits en 2013 (dont 1566 femmes) à 4013 (dont 1766 femmes) en 2014, soit un taux d'accroissement global des effectifs de 14,72% et de 12,77% pour les effectifs féminins.

II.2.4 Volet 8 : Communication, élaboration et mise en œuvre d'un plan de communication pour l'EFTP

Le PAPS/EFTP a inscrit le recrutement d'un cabinet pour l'élaboration d'une stratégie de communication dans son PPM 2013. Au 31 décembre 2014, le marché est à l'étape de l'approbation du contrat.

En l'absence de cette stratégie, la communication s'est faite à travers des rencontres de travail, la couverture médiatique des activités et la production de supports de communication du type plaquette. En région, les équipes du PAPS/EFTP ont échangé avec chacun des groupes d'acteurs de l'EFTP.

II.3 Composante 3 : le renforcement des outils et des ressources humaines pour orienter et piloter le secteur de l'EFTP

La mise en œuvre de cette composante permettra à terme de renforcer le MJFPE, et les compétences de ses cadres pour exécuter le volet formation professionnelle de la Politique nationale et du plan d'actions de l'EFTP. Elle se veut structurante à travers :

- le renforcement de la coordination sectorielle et la mise en œuvre des réformes institutionnelles du secteur de l'EFTP ;
- la programmation, l'exécution et le reporting technique et financier de l'EFTP ;
- le développement d'un système d'information sectorielle pour l'évaluation et le pilotage du plan d'actions de l'EFTP ;
- l'appui au transfert des compétences et des ressources de l'EFTP aux Conseils régionaux ;
- l'accompagnement technique et l'évaluation de la mise en œuvre du Programme.

II.3.1 Volet 9 : Renforcement de la coordination sectorielle et la mise en œuvre des réformes institutionnelles du secteur de l'EFTP

Le document du Programme stipule qu'il appuiera les réflexions sur les changements institutionnels qui sont à accomplir pour rendre le secteur plus performant. La Coordination sectorielle nationale et celle régionale sont entre autres les finalités des activités programmées dans ce volet.

En 2014, la Direction Générale des Etudes et des Statistiques Sectorielles (DGESS) du MJFPE, avec l'appui du Programme et en collaboration étroite avec les DGESS du MESS et du MENA, a procédé à une lecture croisée des projets et programmes et rédigé un rapport analytique de ceux-ci.

Ce premier travail a permis à la DGESS d'élaborer un plan d'actions 2014-2016 reprenant l'ensemble des programmations en matière d'EFTP mis en œuvre aux niveaux du Premier Ministère, du MJFPE, du MESS, du MENA et d'ONG.

Cet important travail permet de poser les bases d'une programmation harmonisée dans le secteur de l'EFTP.

L'absence d'un cadre de programmation unique et imposé à tous les acteurs de l'EFTP n'a pas facilité le présent travail, mais les résultats atteints répondent aux attentes.

Les travaux devront se poursuivre en 2015 en touchant d'avantage de structures intervenant dans l'EFTP et par un renforcement des capacités des acteurs à utiliser le cadre de programmation issu de ces travaux.

A l'échelle des régions, des résultats sont atteints dans la mise en œuvre d'organes de concertation et de travail, en prélude à la mise en place d'une coordination sectorielle régionale. Les régions de l'Est, des Hauts Bassins, des Cascades se sont dotées de « Forums régionaux des acteurs » de la formation professionnelle qui collaborent avec le PAPS/EFTP et le FAFPA. Dans les régions du Centre-Est et du Sud-Ouest, des rencontres de concertations des acteurs et/ou de renforcement de leurs capacités ont été organisées.

II.3.2 Volet 10 : Programmation, exécution et reporting technique et financier de l'EFTP

Le PAPS/EFTP et les différents acteurs associés ont mené à bien toutes les activités de programmation au cours de 2014.

En matière de cadre analytique, le rapport analytique des projets et programmes en appui à l'enseignement et à la formation techniques et professionnels mentionné plus haut en

pose les bases et constitue un premier résultat.
Par ailleurs, le ministère s'est inscrit dans la dynamique du « budget programme », mécanisme qui a remplacé celui des CDSMT. Dans ce sens, un Budget programme a été élaboré en 2011 pour la période 2011-2013, en 2014 une nouvelle maquette a été proposée et un projet de Budget-programme 2015-2017 disponible.

Au titre des acquisitions au profit de la Coordination du Programme et du FAFPA, il faut noter que celles-ci ont permis la dotation de ces entités de générateurs de secours et de compléments en équipements informatiques.

En 2014, le renforcement de capacités en matière de compétences a touché 98bénéficiaires du MJFPE, du MESS et du MENA et a porté sur : (i) les techniques d'élaboration des référentiels, (ii) les approches de formation (approche par compétence, approche par projet, approche PDT, approche genre), (iii) l'andragogie.

Au titre du suivi des activités du Programme, de janvier à septembre 2014, le siège du FAFPA et les équipes régionales ont effectué près de 421 missions de suivi terrain de l'exécution des formations dont 118 consacrées à la mise en œuvre des appels à projets et les PCF cofinancées par le PAPS/EFTP. La coordination prend généralement part aux activités mises en œuvre par les partenaires pour se rendre compte de leur effectivité et aussi pour donner les informations utiles pour orienter certains débats.

Le FAFPA a par ailleurs conçu et opérationnalisé un « tableau de bord », outil de suivi des états de mise en œuvre des projets de formation. Il fournit au jour le jour les données essentielles actualisées de la mise en œuvre des projets de formation : dates, thèmes, localités, promoteurs, opérateurs, effectifs, etc.

II.3.3 Volet 11 : Développement d'un système d'information sectorielle pour l'évaluation et le pilotage du plan d'actions de l'EFTP

Au titre de ce volet, on peut noter que :

- l'étude sur l'offre de formation professionnelle qualifiante inscrite au PPM 2013 a abouti à la sélection d'un cabinet pour sa réalisation. La rencontre de cadrage a été faite ;
- l'étude relative au système de suivi-évaluation y compris la définition d'indicateurs pour l'EFTP inscrite au PPM 2014 est à l'étape de publication des résultats de l'appel à concurrence.

Les activités de ce volet ont été plombées par les délais très longs des procédures de passation de marchés.

En 2015, ce volet pourrait connaître une accélération dans la mise en place du Système d'information (SI) à travers un partenariat avec le programme d'appui au développement des TIC au Burkina Faso (BKF021).

II.3.4 Volet 12 : Appui au transfert des compétences et des ressources de l'EFTP aux Conseils régionaux

Le soutien à la régionalisation de l'EFTP constitue l'orientation stratégique de ce volet.

A ce jour cinq (05) régions ont bénéficié des appuis du PAPS/EFTP et sont à des étapes différentes du processus.

La région de **l'Est** était déjà dans la dynamique à travers l'appui de la Coopération suisse et la région du Centre-sud vient juste de manifester son intérêt pour être introduite dans le processus.

La région des **Hauts Bassins** a recruté un Cabinet pour l'élaboration de son PAD/EFTP au terme d'un processus de passation de marchés suivant les procédures nationales et

piloté par le Gouvernorat de la région des Hauts Bassins. Un Accord de partenariat entre le Conseil Régional des Hauts Bassins et la Coordination du PAPS/EFTP fixe les modalités des appuis et les différentes responsabilités et engagements des parties.

La région des **Cascades** a installé, à l'instar de la région des Hauts Bassins, son Comité Technique Régional de Suivi de l'étude d'élaboration de son PAD/EFTP. Les membres du Comité ont été formés sur les questions de planification locale et sur la politique nationale de l'EFTP.

L'atelier organisé par la région du **Centre-Est** et ayant regroupé l'ensemble des acteurs locaux de la formation professionnelle a permis la mise en place d'un comité restreint pour élaborer les textes relatifs à leur FRAFPE. Les acteurs de la région de l'Est ont été sollicités à l'occasion pour partager leurs expériences.

Le PAPS/EFTP, à travers un Accord de partenariat avec la région du **Sud-Ouest,** a soutenu la formation des membres du Comité ad hoc mis en place par la région pour la relecture de son Plan Régional de Développement sur les problématiques de planification relevant de l'EFTP.

Des missions d'échanges et de travail ont concerné aussi les régions **du Sahel** et du **Centre-Sud**.

La mise en œuvre des activités mentionnées ci-dessus a connu une forte mobilisation des acteurs régionaux et un engouement notable comme peuvent en témoigner les rapports de réalisation de ces activités et les listes de participants annexées. Par ailleurs, le document intitulé « bilan/synthèse commenté des activités du PAPS/EFTP de l'année 2014 et depuis le début de sa mise en œuvre », complément au présent rapport apporte des détails sur l'action du PAPS/EFTP auprès des régions.

La dissolution intervenue en novembre 2014 des conseils régionaux et municipaux interpellent le PAPS/EFTP quant à sa stratégie de mise en œuvre du volet. D'ores et déjà, l'option est faite d'observer de la prudence, le temps d'avoir une meilleure lisibilité des prérogatives des délégations spéciales. Pendant ce temps, l'accent sera mis sur le renforcement de capacités des acteurs régionaux autres que les élus.

II.3.5 volet 13 : Accompagnement technique et évaluation de la mise en œuvre du Programme

Les activités du volet 13 portent sur le fonctionnement des organes du PAPS/EFTP et les opérations d'audit et d'évaluation.

La supervision financière mise en œuvre en début d'année 2014, malgré son approche de pré audit, a été un succès. Grâce aux recommandations formulées par cette mission de supervision, le Programme a passé l'épreuve de l'audit quelques semaines plus tard avec succès.

L'accompagnement de LuxDev notamment pour ce qui concerne la gestion de l'assistance technique a été effectif et les objectifs assignés ont été atteints. Le mécanisme de l'expertise perlée a permis la réalisation de renforcement de capacités sur les points suivants : (i) la mise en place des bureaux régionaux du FAFPA, (ii) la gestion de l'élaboration de supports de formation, (iii) l'élaboration d'une stratégie pour la mise en œuvre de FOAD pour la formation professionnelle.

La mise en œuvre des activités de la Feuille de route pour le démarrage du Programme est totalement bouclée avec la validation du manuel de procédures du FAFPA.

La mise en œuvre de la supervision financière sous forme d'un pré audit n'a pas permis d'atteindre son objectif pédagogique et de renforcement de capacités des personnels des

services financiers de la Coordination du PAPS/EFTP et du FAFPA. Il est souhaité que pour 2015, cette préoccupation soit prise en compte.

III. ANALYSE DE L'ETAT D'EVOLUTION DES INDICATEURS

Tableau 9:tableau de bord de suivi des indicateurs du PAPS/EFTP

Indicateur		Cible de référence	Cible Programme	Réalisations			Reste à faire
				2013	2014	Total	
Le nombre de jeunes formés en apprentissage en FMQ		0	29 750	3337	5383	8720	21 030
La part des formations réalisées selon l'approche FMQ		ND	70%		79,37%		
Le nombre de jeunes formés en apprentissage en CQP		0	12 750		1399	1399	11 351
La part des formations réalisées selon l'approche CQP		ND	30%		20,63%		
La part des formations réalisées dans les métiers de production (MP)		ND	65%		96,19%		
La part des formations réalisées dans les métiers intermédiaires (MI)		ND	35%		3,81%		
Taux de décaissement des Fonds	Par an	ND	ND	88,32%	89,62%		
	Sur exercices écoulés	ND	ND	68,43%	78,48%		
	Sur l'ensemble du Programme	ND	ND	17 ,99%	39,24%		
Nombre de dossiers soumis au FAFPA		ND	ND	406	493	899	
Nombre de dossiers approuvés		ND	ND	303	165	468	
Nombre de dossiers mis en œuvre		ND	ND	170	113	283	
Le nombre de métiers disposant de curricula		0	150	0	0	0	150
Le nombre de métiers disposant de programmes complets		0	100	0	0	0	100
Le nombre de spécialistes formés en ingénierie de la formation		0	15	0	56	56	-41
Le nombre de bourses d'études accordées pour des formations en système de formation et d'emploi		0	10	0	0	0	10
Le nombre de formateurs ayant reçu une formation pour l'utilisation des curricula		0	200	0	0	0	200
Le nombre de métiers qui sont objets du CQP		11	25	0	0	0	25

Au 31 décembre 2014, on devra noter que la formation des jeunes est effective avec un taux de réalisation de l'ordre de 111,71%pour le type « Formation Modulaire Qualifiante (FMQ) » et 31,57% pour le type d'apprentissage niveau de certification « Certificat de Qualification Professionnelle ». Cumulativement avec les réalisations de 2013 et rapporté à la cible du Programme, le taux de réalisation de ces formations est de 41,48% (soit une progression de 15,39 points) pour les formations en FMQ et de 9,95%(soit une progression de 6,18 points) pour les formations en CQP.

Les taux de décaissements calculés nous renseignent sur les niveaux des ressources décaissées par les PTF. Ils sont calculés pour nous situer sur les niveaux de décaissements non seulement par rapport aux allocations annuelles dans le Prodoc mais aussi par rapport aux montants prévisionnels pour la période écoulée et sur l'ensemble du Programme. Ainsi en 2013, les ressources décaissées par les PTF représentent 88,32% de ce qui était prévu dans le Document de Programme alors qu'il se situe à 89,62%au 31 décembre 2014. Sur les ressources prévisionnelles à décaisser depuis le début du Programme jusqu'en 2013 et 2014, les décaissements effectifs se situent respectivement à 68,43% (soit 2 118 447 697 F CFA sur 3 095 872 747 F CFA) et 78,48% (soit 4 621 479 324F CFA sur 5 888 824 552 F CFA). Rapportés au montant global projeté des PTF sur la durée du Programme (11 776 042 658 F CFA), on obtient pour 2013 un taux de 17,99%

contre 39,24% pour 2014.Compte tenu du démarrage tardif des activités du Programme (en 2013 et non en 2012 comme indiqué), on observe un glissement des prévisions du document de programme d'une année, si bien que les prévisions de 2012 sont à rattacher en 2013 et celles de 2013 en 2014, ainsi de suite ; et par voie de conséquence, les cibles de 2012 sont désormais imputables en 2013 et celles de 2013 en 2014. Ainsi, à sa deuxième année de fonctionnement effectif (en 2014), les PTF ont décaissé environ39% des fonds prévus dans le cadre du PAPS/EFTP sur une prévision de décaissement de 26,29% pour la même durée. Toute chose qui traduit que la Coordination a mis tous les moyens en œuvre pour se rapprocher de la cible de 50% prévu dans le Prodoc en 2014 si le Programme avait effectivement connu un début de mise en œuvre effective des activités en 2012.

IV. BILAN DE L'EXECUTION FINANCIERE

Le budget révisé alloué aux activités et au fonctionnement du PAPS/EFTP pour l'année 2014 est de trois milliards cinq cent trente et un millions quatre cent trente-six mille neuf cent trois (3 531 436 903) francs CFA.L'exécution financière annuelle des trois (03)composantes à la date du 31 décembre 2014 s'élève à deux milliards sept cent trente-sept millions trois cent onze mille cinq cent trente-deux (2 737 311 532) francs CFA, soit un taux de réalisation de 77,51% du budget total annuel, contre des engagements de un milliard quatre cent vingt-deux millions neuf cent mille cinq cent soixante-cinq (1 422 900 565) francs CFAreprésentant40,29% du budget. En prenant en compte les réalisations et les engagements, on obtient un taux de réalisation potentielle des activités inscrites dans le PAA 2014 de 117,81%. Globalement, on note que des efforts ont été faits dans le respect des rubriques de la programmation du PAA 2014. L'exercice de la supervision et celui de l'audit des comptes de l'exercice 2013 ont été d'un atout certain dans la conduite de l'exécution financière du PAA 2014. (cf. Tableau 6).

Tableau 10 : réalisation financière par composante et par volet

Code	Activités	Budget		Réalisations (B)	Taux de réalisation financière (B/A)	Engagements (C)	Taux d'engagement (C/A)	Réalisation + Engagements (B+C)	Taux réalisation + d'engagement (B+C)/A
		Prévisions 2014	Prévisions révisées (A)						
C1	Composante 1 : le financement à travers le FAFPA des formations du capital humain en soutien aux filières économiquement porteuses de croissance et d'emplois	2 144 346 176	1 997 317 801	1 993 937 401	99,83%	1 236 811 276	61,92%	3 230 748 677	161,75%
V 1	Contribution au financement de la formation professionnelle	1 856 511 176	1 749 547 801	1 848 398 909	105,65%	1 155 899 076	66,07%	3 004 297 985	171,72%
V 2	Appui à la décentralisation des missions et à la gestion des ressources du FAFPA	132 400 000	102 500 000	25 738 993	25,11%	80 912 200	78,94%	106 651 193	104,05%
V 3	Renforcement des capacités de contractualisation du FAFPA avec des promoteurs et opérateurs	63 335 000	53 170 000	22 364 000	42,06%	0	0,00%	22 364 000	42,06%
V 4	Appui au fonctionnement du FAFPA	92 100 000	92 100 000	97 435 499	105,79%	0	0,00%	97 435 499	105,79%
C2	Amélioration de l'adéquation formation / emploi	716 916 125	558 562 125	286 084 551	51,22%	18 140 000	3,25%	304 224 551	54,47%
V5	Renforcement des capacités de gestion et d'ingénierie de la formation des promoteurs et des opérateurs de formation	199 007 225	129 627 225	77 883 383	60,08%	0	0,00%	77 883 383	60,08%
V6	Soutien à l'élaboration et à la diffusion des supports de formation	289 693 900	220 719 900	36 499 000	16,54%	9 000 000	4,08%	45 499 000	20,61%
V7	Appui au développement de la certification dans le secteur de l'enseignement et de la formation professionnelle	112 000 000	112 000 000	100 329 275	89,58%	0	0,00%	100 329 275	89,58%
V8	Définition et mise en œuvre d'une stratégie de communication pour l'EFTP	116 215 000	96 215 000	71 372 893	74,18%	9 140 000	9,50%	80 512 893	83,68%
C3	Renforcement des outils et des ressources humaines pour orienter et piloter le secteur de l'EFTP	871 208 573	950 556 977	446 192 987	46,94%	167 949 289	17,67%	614 142 276	64,61%
V9	Renforcement de la coordination sectorielle et la mise en œuvre des réformes institutionnelles du secteur de l'EFTP	20 389 700	32 044 700	12 314 466	38,43%	0	0,00%	12 314 466	38,43%

Code	Activités	Budget		Réalisations (B)	Taux de réalisation financière (B/A)	Engagements (C)	Taux d'engagement (C/A)	Réalisation + Engagements (B+C)	Taux réalisation + d'engagement (B+C)/A
		Prévisions 2014	Prévisions révisées (A)						
V10	Programmation, exécution et reporting technique et financier de l'EFTP	409 454 825	424 013 675	129 047 789	30,43%	110 833 689	26,14%	239 881 478	56,57%
V11	Développement d'un système d'information sectorielle pour l'évaluation et le pilotage du plan d'action de l'EFTP	22 456 800	38 231 800	-	0,00%	33 540 000	87,73%	33 540 000	87,73%
V12	Appui au transfert des compétences et des ressources de l'EFTP aux Conseils régionaux	40 000 000	41 578 575	9 036 375	21,73%	23 575 600	56,70%	32 611 975	78,43%
V13	Accompagnement technique et évaluation de la mise en œuvre du programme	378 907 248	414 688 227	295 794 357	71,33%	0	0,00%	295 794 357	71,33%
V14	Divers et imprévus	98 983 198	25 000 000	11 096 593	44,39%		0,00%	11 096 593	44,39%
TOTAL COMOSANTES		**3 831 454 072**	**3 531 436 903**	**2 737 311 532**	**77,51%**	**1 422 900 565**	**40,29%**	**4 160 212 097**	**117,81%**

Tableau 11 : Tableau emplois-ressources au 31 décembre 2014

Emplois		Ressources	
Libellé	**Montant**	**Libellé**	**Montant**
I Financement de la formation	2 069 260 375	I Solde au 31/12/2013	954 821 811
		II Contrepartie de l'Etat	25 000 000
II Fonctionnement	155 550 284	III Financement reçus	2 073 794 937
III Equipement et matériel	34 891 500	IV Autres ressources	147 769 168
IV Personnel/ Ressources humaines	251 297 711	V Dettes fournisseurs	835 685 302
V Débiteurs divers	6 950 500		
VI Solde	1 519 120 848		
TOTAUX EMPLOIS	**4 037 071 218**	**TOTAUX RESSOURCES**	**4 037 071 218**

Le tableau emplois-ressources de l'année 2014 s'équilibre au cours de la période à la somme de quatre milliards trente-sept millions soixante et onze mille deux cent dix-huit **(4 037 071 218) francs CFA**. Il est composé :

- **en ressources (recettes)**

- du solde au 31/12/2013 qui est de neuf cent cinquante-quatre millions huit cent vingt et un mille huit cent onze **(954 821 811)** francs CFA.
- La contribution de l'Etat qui est de vingt-cinq millions **(25 000 000) francs CFA ;**
- du virement des Partenaires Techniques et Financiers d'un montant de deux milliards soixante-treize millions sept cent quatre-vingt-quatorze mille neuf cent trente-sept **(2 073 794 937) francs CFA**
- de la contribution des bénéficiaires à l'effort de financement de la formation d'un montant de cent quarante-sept millions sept cent soixante-neuf mille cent soixante-huit (**147 769 168) francs CFA;**
- de la contribution de l'Etat d'un montant de Vingt-cinq millions **(25 000 000**).
- Des dettes fournisseurs d'un montant huit cent trente-cinq millions six cent quatre-vingt-cinq mille trois cent deux **(835 685 302) francs CFA.** Il s'agit des fournisseurs qui ont déposé leurs factures mais qui n'ont pas encore été payés au 31 décembre 2014.

En emplois

- du financement de la formation d'un montant de deux milliards soixante-neuf millions deux cent soixante mille trois cent soixante-quinze **(2 069 260 375) francs CFA**;
- du fonctionnement/suivi évaluation d'un montant de cent cinquante-cinq millions cinq cent cinquante mille deux cent quatre-vingt-quatre **(155 550 284) francs CFA**;
- Des équipements d'un montant de trente-quatre millions huit cent quatre-vingt-onze mille cinq cents **(34 891 500) francs CFA ;**
- des dépenses de personnel/ ressources humaines d'un montant de deux cent cinquante et un millions deux cent quatre-vingt-dix-sept mille sept cent onze **(251 297 711) francs CFA ;**
- des débiteurs divers d'un montant de six millions neuf cent cinquante mille cinq cents **(6 950 500) francs CFA,** il s'agit ici du Ministère des Enseignements Secondaire et Supérieur avec qui une convention avait été signée et le montant a été viré dans leur compte. Cette convention concerne l'élaboration des projets

d'établissements au profit de deux Lycées Professionnels régionaux (LPRY-Fada et LPRGO-Bobo);

- du solde en fin de période de la somme de un milliard cinq cent dix-neuf millions cent vingt mille huit cent quarante-huit **(1 519 120 848) francs CFA.**

NB : La répartition des charges par catégorie est faite selon celle faite dans la convention commune des PTF qui est le document utilisé pour la codification sur le logiciel TOMPRO ;

Tableau 12 : dépenses effectuées par LuxDev pour le compte du PAPS/EFTP au 31 décembre 2014

Désignation	Montant en FCFA
Gestion contrats assistance technique	81 414 451
Poursuite mise en œuvre de la Feuille de route	46 617 395
Frais d'accompagnement et de suivi LuxDev	26 472 667
Poursuite assistance comptable à la Coordination (MICROSYS)	1 440 003
TOTAL	155 944 516

V. ANALYSE DES RESULTATS EN FONCTION DE L'OBJECTIF SPECIFIQUE

L'année 2013 avait enregistré un taux d'activités mitigé, à cause du temps consacré à la mise en place des organes et instances de gestion, des outils de gestion, et à l'appropriation du Programme par l'équipe de Coordination et des tâches et des responsabilités qui sont les leurs. Cette année 2014 a connu un bon niveau de réalisation physique pour toutes les trois (03) composantes, parce que le temps des tâtonnements et des longs débats est quasiment révolu, ouvrant la voie à la mise en œuvre effective du programme d'activités.

L'atteinte de l'objectif spécifique du PAPS/EFTP qui est d' «*améliorer l'offre de formation professionnelle et l'employabilité des jeunes*», est conditionnée par l'atteinte des résultats suivants mentionnés dans les documents de référence du Programme :

- le financement des formations du capital humain soutient le développement des filières économiquement porteuses de croissance et d'emplois ;
- les formations produites améliorent l'adéquation formation / emploi ;
- les outils et les ressources humaines pour orienter et piloter le secteur de la formation professionnelle sont renforcés.

Les différents plans d'actions à élaborer chaque année contribuent chacun, à des degrés et niveaux différents, à l'atteinte de cet objectif spécifique. Ainsi note-t-on des activités structurantes et des activités complètes, conjoncturelles et ponctuelles dans les différents PAA. En 2014, les activités programmées dans ce sens, visaient essentiellement les résultats suivant :

- le financement de la formation de 8500 apprenants dans les métiers de productions et intermédiaires ;
- la structuration, l'organisation et la normalisation de la formation professionnelle en vue de se doter d'outils d'orientation et de contrôle de la qualité de la formation ;
- la mise à disposition de 40 spécialistes en ingénierie de formation et en élaboration des supports de formation ;

- la disponibilisation d'un document analytique des interventions des différents projets et programme en appui à l'EFTP assorti d'un plan d'actions mettant en évidence l'ensemble des activités/ *projets/programmes conduits au Burkina sur financement interne et externe ;*
- l'appui à des conseils régionaux pionniers pour l'élaboration de leurs PA en matière d'EFTP.

A la date du 31 décembre 2014, on note la réalisation effective d'un paquet d'activités qui concourent à l'atteinte de l'objectif spécifique. Le PAA 2014 connait globalement un taux d'exécution qui tourne autour de 85%. Ce niveau très appréciable de la contribution du PAA 2014 à la réalisation de l'objectif spécifique est matérialisé par :

- la formation de 7 452 bénéficiaires dans les métiers de production et intermédiaires ;
- la conceptualisation des appels à projets, ce qui va donner une base et une orientation forte pour l'élaboration des projets de formation professionnelle ;
- l'élaboration de deux(02) projets d'établissements au profit des acteurs de deux (02) établissements (à Fada N'Gourma et à Bobo-Dioulasso) ;
- l'adoption du document de Stratégie de généralisation de la formation professionnelle ;
- la relecture du cahier des charges applicables aux centres de formation professionnelle ;
- l'élaboration du document cadre pour l'autonomie de gestion des centres publics de formation professionnelle ;
- la rédaction du rapport analytique des projets et programmes en appui à l'EFTP à la suite d'une lecture croisée sur ces derniers ;
- l'élaboration d'un plan d'actions 2014-2016 reprenant l'ensemble des programmations en matière d'EFTP mis en œuvre aux niveaux du Premier Ministère, du MJFPE, du MESS, du MENA et d'ONG conduits au Burkina Faso. Ce travail va certainement permettre d'identifier les synergies possibles et de repérer les éventuels doublons vers une optimalisation des interventions ;
- la tenue de la quatrième édition du Salon des Métiers qui a contribué considérablement à changer le regard et les mentalités sur la formation professionnelle et donné de la visibilité à la formation professionnelle ;
- l'appui à cinq (05) régions pour l'élaboration de leurs plans d'actions de développement de la formation professionnelle qui sont à des étapes différentes du processus. La région en avance est celle des Hauts Bassins qui a déjà recruté un Cabinet pour l'élaboration de son PAD/EFTP à la suite d'un processus assez long de la procédure régionale de passation des marchés. Dans cette perspective, un Accord de partenariat entre le Conseil Région des Hauts Bassins et la Coordination du PAPS/EFTP est signé et fixe les modalités des appuis et les différentes responsabilités des parties. Expérience à démultiplier avec les autres régions avec des ajustements possibles après évaluation de sa mise en œuvre.

Les éléments suivants méritent d'être relevés pour mieux comprendre les niveaux atteints dans la mise en œuvre du PAA 2014 :

- toutes les activités programmées en 2014 ont été soutenues par des *termes de références ayant permis de les cadrer et de mieux les comprendre ;*

- *tout comme en 2013, le Programme a souffert de conditions de travail assez difficiles matérialisées par la défectuosité de l'électricité, l'absence de personnel d'appui.*

VI. APPRECIATION DE L'UTILISATION DES RESSOURCES HUMAINES, MATERIELLES ET FINANCIERES

Pour coordonner et suivre la mise en œuvre réussie du PAA 2014, le Programme a fonctionné avec l'équipe suivante mise en place en 2013 et organisée suivant les composantes et les nécessités de gestion:

- le Coordonnateur : le DGFP (statutaire) ;
- la responsable de la Composante 1 : la Directrice du FAFPA (statutaire) ;
- le responsable de la Composante 2 : non pourvu ;
- le responsable de la composante 3 : pourvu ;
- le responsable de la programmation, du suivi et de l'évaluation : pourvu ;
- le responsable du service administratif et financier : pourvu ;
- le responsable du service de la comptabilité : pourvu;
- le comptable expert en TOMPRO : pourvu ;
- l'assistant administratif du coordonnateur : pourvu.

Au niveau de la composante 1, on note l'affectation d'agents aux tâches du PAPS/EFTP et le recrutement d'un comptable spécialiste du logiciel TOMPRO et d'un spécialiste en suivi-évaluation.

Concernant l'utilisation des ressources matérielles, il faut dire que les acquisitions de fournitures et de matériel de bureau pour le fonctionnement de la Coordination ont été effectives et régulières ; de sorte qu'il n'a pas été constaté des dysfonctionnements dans les différentes composantes. L'année 2014 a vu l'exploitation optimale des véhicules. Par contre, les motos acquises en 2013 pour la Coordination du PAPS/EFTP restent toujours inexploitées du fait qu'elles ne sont pas adaptées.

Au niveau des ressources financières, on note une amélioration par rapport à 2013. En effet, la capacité d'absorption financière pour cette année est de 77,51% pour les dépenses liquidées et de 40,29%pour les engagements, de sorte que les dépenses potentielles sur les activités programmées dans le PAA 2014 s'établissent au taux de 117,81%.

VII. BILAN DE LA MISE EN ŒUVRE DES ACTIONS D'AMELIORATION DE LA GESTION FINANCIERE DU PAPS/EFTP

L'acquisition du logiciel de gestion financière et le recrutement d'un comptable TOMPRO au profit de la coordination et du FAFPA et la formation des agents à son utilisation en 2013 ont permis la saisie des pièces comptables dans ledit logiciel. En 2014, toutes les pièces comptables sont saisies en fonction des imputations budgétaires et comptables dans le TOMPRO et la sortie des bilans et des états financiers est devenue automatique pour des résultats fiables. En attestent ceux présentés au COPIL ordinaire d'octobre.

La mise en œuvre de la supervision financière en début d'année 2014, même si elle n'a pas permis d'atteindre son objectif pédagogique et de renforcement de capacités des

personnels des services financiers de la Coordination du PAPS/EFTP et du FAFPA, parce qu'ayant pris la forme d'un pré audit, a été un succès. Suite à ces opérations, des recommandations ont été formulées parmi lesquelles les plus importantes sont :

1. Au titre de la supervision financière
   - Améliorer l'outil de gestion du carburant (registre au lieu de cahier)
   - intégrer les immobilisations acquises par Lux-Dev dans la comptabilité du PAPS/EFTP
   - Rembourser le préfinancement
   - Acheter des coffres forts pour la sécurisation des fonds
2. Au titre de l'audit des comptes
   - Elaborer un manuel de procédures administrative, financière et comptable au profit du PAPS/EFTP qui mettra en exergue le descriptif de toutes les procédures de gestion du programme et les fiches de postes (responsabilité, attribution, tâches, liens)
   - Procéder à la relecture et à la restructuration du plan budgétaire afin de l'adapter pour un meilleur enregistrement des dépenses
   - Veiller au respect des dispositions fiscales en matière de retenue à la source
   - Mettre en place et utiliser les outils et supports de gestion des immobilisations (tels, le registre des immobilisations, le fichier des immobilisations, le dossier Permanent et la codification) pour assurer un processus diligent d'arrêté des comptes d'immobilisation en fin d'exercice
   - Effectuer un rapprochement entre les données d'inventaire et données comptables des comptes de stocks.

L'exhaustivité des recommandations faites par ces deux opérations est consignée dans la feuille de route de leur mise en œuvre joint en annexe.

Grâce aux recommandations formulées par cette mission de supervision, le Programme a passé l'épreuve de l'audit quelques semaines plus tard avec succès.

En 2014, l'affectation d'un contrôleur interne promise par le MEF au sein du programme, n'a pas été effective. Lors de la dernière mission conjointe, un rappel a été fait et l'engagement a été pris de pourvoir rapidement ce poste. Les événements du dernier trimestre ont ralenti la tenue de cette promesse.

VIII. DIFFICULTES ET PROPOSITIONS DE MESURES CORRECTIVES

Les principales difficultés relevées dans le rapport de l'année 2013 sont en train de trouver progressivement des solutions. Toutefois, certaines persistent. Il s'agit essentiellement de celles qui sont relatives à la bonne classification du Programme. Les difficultés suivantes méritent d'être mentionnées :

- le retard dans l'adoption du PAA 2014 ;
- l'absence de contrôleur interne ;
- la compréhension non clarifiée de la notion de « mise en œuvre Etat » ;
- l'insuffisante fluidité de la chaîne financière ;
- la difficile mobilisation de la part contributive des bénéficiaires de formation ;
- les difficultés dans l'appréhension des coûts de formation ;
- la qualité insuffisante de certains dossiers de projets en rapport avec les secteurs prioritaires du PAPS/EFTP.

La résolution de ces difficultés va permettre une mise en œuvre améliorée du PAA 2015. Pour pallier la première difficulté qui est d'ordre structurel, il avait été envisagé la tenue d'une session extraordinaire du comité de pilotage programmée pour le 18 décembre 2014.Malheureusement, cette session n'a pu se tenir et la difficulté demeure. La nomination d'un contrôleur interne ou, le cas échéant, le recrutement d'un auditeur interne est toujours d'une actualité pressante.

IX. REGULARITE DE LA TENUE DES SESSIONS DU COMITE DE PILOTAGE

Pour 2014, le Comité de pilotage (COPIL) a tenu régulièrement ses sessions ordinaires (février et octobre) comme convenu dans le PFC.

Au-delà du COPIL, l'ensemble des organes a fonctionné, qu'il s'agisse du Comité Technique de Coordination et de Mise en Œuvre (CTCMO), du Cadre de Revue Technique (CRT) ou des Missions conjointes.

X. REVUE DES RECOMMANDATIONS

A l'occasion de la tenue des sessions des différentes instances du PAPS-EFTP, des recommandations sont adressées soit à la Coordination, soit au ministère de tutelle ou encore à l'endroit d'autres acteurs et partenaires du Programme. La plupart des recommandations ont connu une exécution ou sont en cours d'exécution. Le point sur la mise en œuvre de ces recommandations est fait dans un document mis en annexe du présent rapport.

XI. ETAT DE MISE EN ŒUVRE DU PPM

Tableau 13 : état de mise en œuvre du PPM

N° d'ordre	Imputation budgétaire	Montant des crédits alloués	Libellé du Marché	Mode de passation	Montant Hors taxe attribué	Niveau de passation
01	Budget 2014 PAPS/EFTP volet 13	15 000 000	Recrutement d'un cabinet/bureau d'audit financier et comptable au profit du PAPS/EFTP	DP-R	11 864407	Marché attribué au cabinet AUREC –AFRIQUE et exécuté et payé
02	Budget 2014 PAPS/EFTP volet 11	18 000 000	Recrutement d'un cabinet/bureau d'étude pour la réalisation d'une étude sur le système de suivi-évaluation et la définition d'indicateurs pour l'EFTP	MI-DPRO	17 765 000	Marché attribué au Groupement ACI/D SA& EEC SA .Résultats provisoires en cours de publication
03	Budget 2014 PAPS/EFTP volet 10	18 000 000	Construction et aménagement de parkings au profit du FAFPA	DPX	9 597 001	Marché attribué à Entreprise excellence. Résultats provisoires en attente de publication
04	Budget 2014 PAPS/EFTP volet 2	19 000 000	Acquisition d'équipement au profit des antennes régionales de référence du FAFPA	DPX	3 815 000 (LIPAO) 11 640 000 (ESBF)	Réception provisoire faite et marché en attente du paiement. Livraison faite et en attente de la réception provisoire.
05	Budget 2014 PAPS/EFTP volet 10	19 000 000	Acquisition et installation d'un générateur électronique au profit du FAFPA	DPX	11 650 000	Marché exécuté et payé.
06	Budget 2014 PAPS/EFTP volet 10	30 000 000	Acquisition des équipements divers (mobiliers de bureau, matériels informatiques, fournitures de bureau) au profit des services des différents ministères partenaires	AOOA	5090 000(LIPAO) 16 947847 1 749 000(SBPE)	Marché en attente de la réception. Contrat en cours d'approbation Marché réceptionné le 12/11/2014.
07	Budget 2014 PAPS/EFTP volet 10	60 000 000	Acquisition de matériels roulants au profit de directions des ministères partenaires	AOOD	44 250 000(MEGA-TECH SARL)	Marché attribué en attente d'ANO pour la poursuite de la procédure de passation
08	Budget 2014 PAPS/EFTP volet 7	64 000 000	Acquisition de la matière d'œuvre au profit du SP-CNC pour l'examen de la certification des qualifications professionnelles	ED	11 326 100(EGM) 18744 075(TA&A) 24 161 900 (sicomas)	Marché exécuté et payé.
09	Budget 2014 PAPS/EFTP volet 2	117 000 000	Acquisition de matériels roulants au profit des antennes régionales de référence du FAFPA	AOOD	56 120 000 (DICFA) 20 199 841 (SOSIB)	Marché en attribué en attente d'ANO pour la poursuite de la procédure

XII. RELATIONS AVEC LES PARTENAIRES TECHNIQUES ET FINANCIERS ET QUESTIONS RELATIVES AUX AVIS DE NON OBJECTION (ANO)

Le dossier des demandes d'avis de non objection a entraîné quelques incompréhensions entre les services techniques du MJFPE et ceux des partenaires techniques et financiers, surtout sur les périodes de saisine des PTF. Il s'en est suivi des rencontres qui ont permis aux uns et aux autres de s'expliquer. La tenue de la quatrième mission conjointe a été une occasion pour vider ces incompréhensions.

Les contacts avec les PTF, via leur chef de file, ont été réguliers. Pour les questions pratiques, c'est surtout Lux Development qui a été le principal interlocuteur, à travers la personne de son Chargé du dossier du PAPS/EFTP.

Des discussions ont été menées sur la possibilité d'un réaménagement organisationnel du PAPS/EFTP pour tenir compte de sa classification et aussi pour réaliser une certaine fluidité dans l'agencement des intervenants sur le Programme. Le dossier est en bonne voie.

Le Programme a participé aussi, sur invitation, à la 8ème session de la Commission de partenariat entre le Burkina Faso et le Grand-Duché de Luxembourg et s'est enorgueilli de voir la formation professionnelle reconduite à cette occasion comme volet prioritaire. Entre temps, il avait accueilli l'Ambassadeur du Grand-Duché et la Directrice Générale de la Coopération à laquelle il a fait visiter un site de formation.

Il y a eu l'organisation par le Département Fédéral des Affaires Etrangères de la Suisse d'un colloque francophone sur la formation professionnelle auquel la DGFP a participé avec grande satisfaction.

L'AFD a associé le PAPS/EFTP à sa réflexion en cours sur la mise en place d'une plateforme d'expertise de la formation professionnelle et a invité la Directrice du FAFPA à la restitution de l'étude sur le financement de la formation professionnelle. Le document de ladite étude a été partagé avec le MJFPE.

Quant à la coopération taïwanaise, elle associe à tout moment la DGFP et le PAPS/EFTP à ses manifestations portant sur le domaine de la formation professionnelle, que ce soit par le canal de la Chancellerie ou par celui du Programme de Renforcement de la Formation Professionnelle.

Au niveau de la Coopération autrichienne, une action d'envergure importante était en projection, par la visite de l'ancien Président du Faso en Autriche envisagée en fin d'année. La DGFP interpellée avait, avec l'appui des services du Bureau de coordination, élaboré un document sur la formation professionnelle à cet effet.

Comme on l'aura remarqué, le PAPS/EFTP est un lieu et une occasion de dialogue avec les PTF. En dépit de certaines difficultés, les rapports entre les personnes et les administrations sont bons et fructueux.

XIII. PERSPECTIVES

L'année 2014 a été celle de l'envol et des réglages qui se sont avérés indispensables au contact des réalités du terrain.

Les perspectives concernent surtout la mise en œuvre du PAA 2015, une plus grande concertation entre acteurs, l'élaboration de fiches d'attentes pour les agents. En 2015, il sera surtout question de l'aboutissement et de la mise en œuvre des travaux du groupe de travail de réflexion sur la formulation d'une proposition de réaménagement organisationnel et d'exécution des activités du PAPS/EFTP. Dans le domaine de l'exécution financière, la perspective sera d'assoir une grande fluidité de la chaîne de gestion administrative et financière. En ce qui concerne la réalisation des formations, la révision de la procédure Projets Collectifs de Formation (PCF) engagée en 2014 sera finalisée, ainsi que l'élaboration d'un document de catégorisation et de tarification des prestataires, dans une optique de plus d'efficacité et d'efficience.

L'opérationnalisation des Bureaux régionaux du FAFPA sur la base des réflexions du groupe de travail mis en place par arrêté ministériel, la concrétisation effective de l'appui reconnu nécessaire à la Direction Générale de la Formation Professionnelle (DGFP) à travers un renforcement des capacités du personnel (un apport en équipements et matériel de travail acceptés mais non encore réalisés), constituent les principaux challenges du Programme en 2015.

La réflexion doit aussi être menée sur l'éligibilité des écoles professionnelles formant à des métiers ou à des professions qui sont de plus en plus nombreuses à s'adresser au PAPS/EFTP. Pour le PAA 2015, la question mériterait d'être tranchée.

Le Coordonnateur

Sansan KAMBIRE

ANNEXES

- Annexe 1 : Statistiques récapitulant l'exécution des activités de 2014
- Annexe 2 : Récapitulatif de l'exécution financière du PAA 2014
- Annexe 3 : Point exhaustif sur la mise en œuvre des recommandations faites au PAPS/EFTP
- Annexe 4 : Actions de formation réaliséessur le compte PAPS/EFTP en2014
- Annexe 5 : Feuille de route pour la mise en œuvre des recommandations issues de la mission de supervision financière et de l'audit comptable et financier du PAPS/EFTP année 2013 (Composantes 1, 2 et 3)
- Annexe 6 : Points de succès tangibles du PAPS/EFTP au titre de l'année 2014

DOCUMENTS COMPLEMENTAIRES

- Bilan synthèse des activités du PAPS/EFTP au 31 décembre 2014
- Rapport d'activités 1er semestre de la composante n°1(FAFPA)
- Rapport d'activités 2ème semestre de la composante n°1(FAFPA)

Annexe 1 : statistiques récapitulant l'exécution des activités de 2014

Tableau 14 : *statistiques récapitulatives d'exécution des activités de 2014*

Code	Activités	Unités	Programmation physique de l'année	Réalisation année	Ecart	Taux de réalisation annuelle	Observations/reste à faire
Composante 1 : le financement à travers le FAFPA des formations du capital humain en soutien aux filières économiquement porteuses de croissance et d'emplois		Personnes	8510	7452	1058	87,57%	
		Sous activité	**30**	**25**	**5**	83,33%	
V 1	**Contribution au financement de la formation professionnelle**	Personnes	8510	7452	1058	87,57%	
1.1	Financement de la formation professionnelle	Personne	8510	7452	1058	87,57%	Des conventions sont en cours de signature.
V 2	**Appui à la décentralisation des missions et à la gestion des ressources du FAFPA**		8	6	2	75,00%	
2.1	Renforcement des capacités opérationnelles des antennes régionales	Sous activités	4	4	0	100,00%	
2.2	Opérationnalisation de quatre (04) agences régionales du FAFPA	Sous activités	4	2	2	50,00%	Le rapport provisoire du consultant de l'étude portant guide de gestion et feuille de route des BR est en cours de validation. Recrutement de deux chauffeurs. Equipements et matériel roulant acquis ou en cours d'acquisition.
V 3	**Renforcement des capacités de contractualisation du FAFPA avec des promoteurs et opérateurs**		10	7	3	70,00%	
3.2	Renforcement des capacités des promoteurs et opérateurs de formation.	Sous activités	4	2	2	50,00%	Le rapport provisoire du cabinet est déposé et attend d'être validé.
3.3	Perfectionnement de la procédure des Projets Collectifs de Formation	Sous activités	6	5	1	83,33%	Validation du document portant procédure des PCF en attende.
V 4	**Appui au fonctionnement du FAFPA**		12	12	0	100,00%	
4.1	Contribution aux charges de fonctionnement du FAFPA.	Mois	12	12	0	100,00%	
C2	Amélioration de l'adéquation formation / emploi		26,00	20,64	5,36	79,40%	
V5	Renforcement des capacités de gestion et d'ingénierie de la formation des promoteurs et des opérateurs de formation		8,00	7,24	0,76	90,44%	

Code	Activités	Unités	Programmation physique de l'année	Réalisation année	Ecart	Taux de réalisation annuelle	Observations/reste à faire
A5.1	Formations des promoteurs et opérateurs	Sous activité	3	2,24	0,76	74,51%	
		Personne			0		
A5.1.2	Soutien aux Projets d'établissements de l'enseignement technique	Tâche	3	3	0	100,00%	
A5.1.3	Formation des formateurs des CBENF et des CFPNF sur diverses thématiques en langue nationales	Tâche	3	3	0	100,00%	
A5.1.4	Mise en œuvre de divers appuis notamment de formation à la gestion pour accompagner l'insertion des jeunes	F CFA	100 000	11 769,5	88 230,5	11,77%	Activité basée sur les expressions de demandes.
A5.2	Normalisation de la formation professionnelle au Burkina Faso	Sous activité	5	5,00	0,00	100,00%	
A5.2.1	Mise en œuvre l'activité de recrutement de consultants pour assister le Groupe de travail chargé de l'étude relative à l'autonomisation de gestion et à la mise à niveau des structures publiques de formation professionnelle	Tâche	7	7	0	100,00%	
A5.2.3	Elaboration du statut général des centres de formation professionnelle (GT, experts nationaux ou personnes de ressources)	Tâche	6	6	0	100,00%	RAS
A5.2.4	Relecture et/ou élaboration des textes réglementaires du secteur de la formation professionnelle, notamment ceux relatifs aux cahiers de charge des CFP	Tâche	5	5	0	100,00%	RAS
A5.2.5	Organisation d'une table ronde des acteurs de l'EFTP	Tâche	8	8	0	100,00%	RAS
A5.2.6	Elaborer le plan d'actions de mise en œuvre de la stratégie de généralisation (TDR, Grand Conseil de cabinet, Atelier de finalisation)	Tâche	5	5	0	100,00%	RAS
V6	Soutien à l'élaboration et à la diffusion des supports de formation		8,00	5,99	2,01	74,91%	
A6.1	Elaboration de supports de formation pour les métiers prioritaires	Sous activité	6	4,69	1,31	78,21%	
		Personne	40	56	-16	140,00%	
		Personne	24	0	24	0,00%	

Code	Activités	Unités	Programmation physique de l'année	Réalisation année	Ecart	Taux de réalisation annuelle	Observations/reste à faire
A6.1.1	Mise en œuvre l'activité de recrutement d'un cabinet pour la réalisation d'un inventaire de programmes de formation/catalogue numérique	Tâche	5	4	1	80,00%	Rapport en attente de validation. Il est à noter que des réflexions doivent être engagées sur le mode de gestion des droits de propriétés et d'auteur des supports répertoriés et produits par d'autres acteurs que le MJFPE.
A6.1.2	Organisation d'un atelier international sur la production et la gestion des ressources didactiques (report A6.2 du PAA 2013)	Tâche	7	1	6	14,29%	TDR rédigés et soumis aux PTF méritent de connaître une issue.
A6.1.3	Mise en œuvre l'activité de "formation de spécialistes en ingénierie de formation et d'élaboration des supports de formation" inscrite dans le PPM de 2013	Tâche	5	5	0	100,00%	
		Personne	40	56	-16	140,00%	
A6.1.4	Elaboration de 15 référentiels métiers compétences	Tâche	10	3	7	30,00%	Sélection des 20 métiers à développer ; Mis en place vingt groupes de travail.
		Référentiel	15		15	0,00%	
A6.1.5	Elaborer 9 référentiels de formation et certification	Tâche	10	3	7	30,00%	
		Référentiel	9		9	0,00%	
A6.1.6	Mener des réflexions sur les contenus de l'enseignement préprofessionnel (2 GT et atelier)	Tâche	10	10	0	100,00%	
A6.2	Révision et mise à niveau de supports de formation pour plus d'adéquation formation emploi	Sous activité	2	1,30	0,70	65,00%	
A6.2.1	Mener des réflexions sur la mise à niveau des supports de formations techniques spécifiques vers des Formations Modulaires Qualifiantes (FMQ)	Tâche	6	3	3	50,00%	
A6.2.2	Appui à la professionnalisation des filières de formation de l'EFTP (GT)	Tâche	5	4	1	80,00%	
V7	Appui au développement de la certification dans le secteur de l'enseignement et de la formation professionnelle		4	4	0	100,00%	
A7.1	Amélioration du cadre national de la certification des qualifications professionnelles	Sous activité	1	1		100,00%	
A7.1.3	Bilan des six années de mise en œuvre du CQP (2006 - 2013)	Tâche	3	3	0	100,00%	

Code	Activités	Unités	Programmation physique de l'année	Réalisation année	Ecart	Taux de réalisation annuelle	Observations/reste à faire
A7.2	Contribution aux charges de l'organisation de l'examen du CQP (subvention pour la prise en charge de deux mille (2000) candidats supplémentaires)	Sous activité	3	3,00	0	100,00%	
A7.2.1	Appui à la préparation de la session de l'examen (y compris choix des sujets)	Tâche	1	1	0	100,00%	
A7.2.2	Appui à l'acquisition de la matière d'œuvre	Tâche	1	1	0	100,00%	
A7.2.3	Appui à l'organisation du CQP (Prise en charge des évaluateurs)	Tâche	1	1	0	100,00%	
V8	Définition et mise en œuvre d'une stratégie de communication pour l'EFTP		6,00	3,42	2,58	56,94%	
A8.1	Mise en œuvre d'actions de communication relatives au PAPS/EFTP et au FAFP	Sous activité	6	3,42	2,58	56,94%	
A8.1.1	Contribution à l'organisation du Salon des Métiers du Burkina Faso (Transfert de fonds à la DGFP)	Tâche	1	1	0	100,00%	
A8.1.2	Reproduction et diffusion des documents de référence et des études significatives	Tâche	2	0	2	0,00%	Renvoyée au PPM 2015
A8.1.3	Production de supports de communication pour l'EFTP et le PAPS	Tâche	1	1	0	100,00%	
A8.1.4	Production de supports de communication pour le FAFPA	Tâche	1	1	0	100,00%	
A8.1.5	Rénovation du site dédié à la diffusion en ligne des programmes de formation	Tâche	6	1	5	16,67%	Renvoyée au PPM 2015
A8.1.6	Mise en œuvre de l'étude sur la définition d'un plan de communication sur l'EFTP	Tâche	4	1	3	25,00%	Résultat définitif publié, contrat en cours d'approbation
C3	Renforcement des outils et des ressources humaines pour orienter et piloter le secteur de l'EFTP		27,00	24,13	2,88	89,35%	
V9	Renforcement de la coordination sectorielle et la mise en œuvre des réformes institutionnelles du secteur de l'EFTP		3,00	2,40	0,60	80,00%	
A9.1.	Lecture croisée des différents projets et programme en appui à l'EFTP et élaboration d'un plan d'actions mettant en évidence l'ensemble des activités/projets/programmes conduits au Burkina	Sous activité	2	2,00	0,00	100,00%	

Code	Activités	Unités	Programmation physique de l'année	Réalisation année	Ecart	Taux de réalisation annuelle	Observations/reste à faire
A9.1.1	Réalisation d'un travail d'indentification des projets, programmes sous tutelle du MJFPE, du MESS et du MENA et des partenaires intervenant dans le domaine de la formation professionnelle	Tâche	1	1	0	100,00%	
A9.1.2	Concertations sur l'adoption d'un cadre unique de programmation de l'EFTP (GT, Mobilisation de personnes de ressources, etc.)	Tâche	1	1	0	100,00%	
A9.2	Approche sectorielle dans l'EFTP au Burkina Faso	Sous activité	1	0,40	0,60	40,00%	
A9.2.1	Organisation d'un atelier national sur le pilotage de l'EFTP	Tâche	5	2	3	40,00%	Doit être réalisé suite à la lecture croisée Reporté en 2015
V10	Programmation, exécution et reporting technique et financier de l'EFTP		14,00	12,98	1,03	92,68%	
A10.1	Suivi et reporting des activités du PAPS/EFTP	Sous activité	7	6,60	0,40	94,29%	
A10.1.1	Sorties terrain de suivi des activités	Tâche	2	2	0	100,00%	
A10.1.2	Elaboration et pré-validation du rapport du 1er semestre (avec l'ensemble des acteurs impliqués dans la mise en œuvre du PAA)	Tâche	4	4	0	100,00%	
A10.1.3	Elaboration et pré-validation du rapport du 2nd semestre (avec l'ensemble des acteurs impliqués dans la mise en œuvre du PAA)	Tâche	4	4	0	100,00%	
A10.1.4	Elaboration du rapport annuel (avec l'ensemble des acteurs impliqués dans la mise en œuvre du PAA)	Tâche	1	1	0	100,00%	
A10.1.5	Mise en œuvre d'un suivi de proximité des formations par le FAFPA	Tâche	6	6	-3	100,00%	
A10.1.6	Mise en œuvre d'un système de collecte de données dans les établissements d'EFTP	Tâche	5	3	2	60,00%	Elaboration des TDR par la DGESS/MESS qui a hérité du dossier initialement confié à la DGESTP. Suspendu à la dernière minute absence de consensus avec la DGESS/MJFPE.
A10.1.7	Suivi de la mise en œuvre du PPM (Préparation et suivi de la mise en œuvre des dossiers du PPM)	Tâche	3	3	0	100,00%	
A10.2	Programmation des activités de 2015	Sous activité	2	2,00	-2	100,00%	
A10.2.1	Elaboration du plan d'actions 2015 assorti du PPM 2015	Tâche	3	3	0	100,00%	

Code	Activités	Unités	Programmation physique de l'année	Réalisation année	Ecart	Taux de réalisation annuelle	Observations/reste à faire
A10.2.2	Pré-validation du plan d'actions 2015	Tâche	4	4	0	100,00%	
A10.3	Renforcement des capacités des directions techniques du MJFPE, du MESS, du MENA, de la Coordination du PAPS/EFTP	Sous activité	4	3,50	0,50	87,50%	
A10.3.1	Acquisition d'équipements divers au bénéfice des services des ministères partenaires	Tâche	4	4	0	100,00%	
A10.3.2	Acquisition de matériels roulants pour les services techniques des ministères partenaires	Tâche	4	3	1	75,00%	Marchés attribués en attente d'ANO pour la poursuite de la procédure de passation.
A10.3.3	Formation d'une quarantaine de cadres du MJFPE, du MESS, du MENA et de la Coordination sur diverses thématiques en lien avec l'EFTP	Tâche	4	3	1	75,00%	Des formations notifiées et en voie d'exécution.
A10.3.4	Mise en œuvre de l'activité d'acquisition d'équipements divers pour les ministères partenaires, PPM de 2013	Tâche	3	3	0	100,00%	
A10.4	Acquisition de matériels au profit de la Coordination et du FAFPA	Sous activité	3	2,88	0,13	95,83%	
A10.4.1	Acquisition et installation d'un générateur électrique, aménagement de parkings et divers au profit du FAFPA	Tâche	8	8	0	100,00%	
A10.4.2	Acquisition des climatiseurs splits	Tâche	8	8	0	100,00%	
A10.4.3	Acquisition des matériels roulants pour le FAFPA	Tâche	9	7	2	77,78%	Marchés attribués en attente d'ANO pour la poursuite de la procédure de passation.
V11	Développement d'un système d'information sectorielle pour l'évaluation et le pilotage du plan d'action de l'EFTP		2,00	1,33	0,67	66,67%	
A11.1	Mise en place d'un système de suivi-évaluation y compris définition d'indicateurs pour l'EFTP	Sous activité	1	0,67	0,33	66,67%	
A11.1.1	Réalisation d'une étude sur le système de suivi-évaluation y compris définition d'indicateurs pour l'EFTP	Tâche	6	4	2	66,67%	Marchés attribués, résultats provisoires en attentes de publication.
A11.2	Gestion du répertoire des centres de formation professionnelle au Burkina Faso	Sous activité	1	0,67	0,33	66,67%	
A11.2.1	Mise en œuvre de l'activité de recrutement d'un cabinet pour la réalisation d'une étude sur l'offre de formation professionnelle qualifiante.	Tâche	3	2	1	66,67%	Marchés attribués en cours de réalisation.
V12	Appui au transfert des compétences et des ressources de l'EFTP aux Conseils régionaux		1	0,67	0,33	66,67%	
A12.1	Appui à des conseils régionaux pionniers pour	Sous activité	1	0,67	0,33	66,67%	

Code	Activités	Unités	Programmation physique de l'année	Réalisation année	Ecart	Taux de réalisation annuelle	Observations/reste à faire
	l'élaboration de leurs PA en matière d'EFTP						
A12.1.1	Appui à l'élaboration de deux Plans d'actions régionaux en matière d'EFTP	Tâche	3	2	1	66,67%	Sélection du cabinet dans les Hauts Bassins effective. Accord de partenariat signé avec le Conseil Régional des Hauts Bassins.
		Plan d'action	2	1	0	50,00%	Le plan des Hauts Bassins en cours d'élaboration
V13	Accompagnement technique et évaluation de la mise en œuvre du programme		7	6,75	0,25	96,43%	
A13.1	Fonctionnement de l'unité technique d'appui et des organes du PAPS/EFTP	Sous activité	2	2,00	0	100,00%	
A13.1.1	Fonctionnement de l'unité technique d'appui du PAPS/EFTP	Semestre	2	2	0	100,00%	
A13.1.2	Fonctionnement des différents organes de gestion du PAPS/EFTP	Session	10	10	0	100,00%	
A13.2	Supervision et contrôle de l'exécution des contributions financières	Sous activité	2	2,00	0	100,00%	
A13.2.1	Recrutement du cabinet d'audit	Tâche	7	7	0	100,00%	
A13.2.6	Supervisions financières	Tâche	4	4	0	100,00%	
A13.3	Appui par une exécution financière de LuxDev	Sous activité	3	2,75	0,25	91,67%	
13.3.1	Gestion contrats assistance technique	Mois	12	12	0	100,00%	
13.3.2	Poursuite mise en œuvre de la Feuille de route	Tâche	4	3	1	75,00%	Manuel de procédure du FAFPA non encore validé.
13.3.3	Frais d'accompagnement et de suivi LuxDev	Semestre	2	2	0	100,00%	
A13.4	Appui au MJFPE dans le cadre du PAPS/EFTP par subvention de l'Etat	Déblocage	2	2	0	100,00%	
A13.4.1	Appuis logistiques et divers	Déblocage	2	2	0	100,00%	
V14	Divers et imprévus						
	TOTAL COMPOSANTES 2 ET 3		83,00	69,77	8,23	84,06%	

Annexe 2 : Récapitulatif de l'exécution financière du PAA 2014.

Tableau 15 : *récapitulatif de l'exécution financière du PAA 2014*

Code	Activités	Budget		Réalisations (B)	Taux de réalisation financière (B/A)	Engagements (C)	Taux d'engagement (C/A)	Réalisation + Engagements (B+C)	Taux réalisation + d'engagement (B+C)/A
		Prévisions 2014	Prévisions révisées (A)						
C1	Composante 1 : le financement à travers le FAFPA des formations du capital humain en soutien aux filières économiquement porteuses de croissance et d'emplois	2 144 346 176	1 997 317 801	1 993 937 401	99,83%	1 236 811 276	61,92%	3 230 748 677	161,75%
V 1	**Contribution au financement de la formation professionnelle**	1 856 511 176	1 749 547 801	1 848 398 909	105,65%	1 155 899 076	66,07%	3 004 297 985	171,72%
A1.1	Financement de la formation professionnelle	1 856 511 176	1 740 011 176	1 843 628 909	105,96%	1 155 899 076	66,43%	2 999 527 985	172,39%
A1.1.1	Financer la formation de 2 083 apprenants dans les métiers intermédiaires (MI) en FMQ	281 750 000	281 750 000	348 312 040	123,62%	0	0,00%	348 312 040	123,62%
A1.1.2	Financer la formation de 3 867 apprenants dans les métiers de production (MP) en FMQ	523 250 000	523 250 000	562 378 633	107,48%		0,00%	562 378 633	107,48%
A1.1.3	Financer la formation de 765 apprenants dans les métiers intermédiaires (MI) en CQP	120 750 000	120 750 000	104 454 150	86,50%		0,00%	104 454 150	86,50%
A1.1.4	Financer la formation de 1 785 apprenants dans les métiers de production (MP) en CQP	224 250 000	224 250 000	250 472 910	111,69%		0,00%	250 472 910	111,69%
A1.1.5	Liquider les engagements relatifs aux conventions issus de l'appel à projets signés en 2013	578 011 176	578 011 176	578 011 176	100,00%		0,00%	578 011 176	100,00%
A1.1.6	Assurer le financement de 100 formations techniques spécifiques (FTS)	91 500 000	0		0,00%			0	0,00%
A1.1.7	Financer la formation de dix (10) personnes dans la sous région	25 000 000	0		0,00%			0	0,00%
A1.1.8	Organiser deux (2) voyages de prospection dans des pays de la sous région (Songhaï, Lycées professionnels agricole et industriel de N'Dali, Université technique de Koumassi, etc.,)	12 000 000	12 000 000		0,00%		0,00%	0	0,00%
A1.3	Amélioration de l'accessibilité au FAFPA et	0	9 536 625	4 770 000	50,02%	0	0,00%	4 770 000	50,02%

Code	Activités	Budget		Réalisations (B)	Taux de réalisation financière (B/A)	Engagements (C)	Taux d'engagement (C/A)	Réalisation + Engagements (B+C)	Taux réalisation + d'engagement (B+C)/A
		Prévisions 2014	Prévisions révisées (A)						
	harmonisation des critères de financement								
V 2	**Appui à la décentralisation des missions et à la gestion des ressources du FAFPA**	132 400 000	102 500 000	25 738 993	25,11%	80 912 200	78,94%	106 651 193	104,05%
A2.1	Renforcement des capacités opérationnelles des antennes régionales	0	19 000 000	23 742 993	124,96%	11 640 000	61,26%	35 382 993	186,23%
A2.1.1	Equiper les antennes régionales		19 000 000	23 742 993	124,96%	11 640 000	61,26%	35 382 993	186,23%
A2.2	Opérationnalisation de quatre (04) agences régionales du FAFPA	132 400 000	83 500 000	1 996 000	2,39%	69 272 200	82,96%	71 268 200	85,35%
A2.2.1	Mettre en place un système comptable et assurer un accompagnement aux chefs d'Agences par la formation et l'appui conseil	6 900 000	0		#DIV/0!			0	#DIV/0!
A2.2.2	**A**cquérir des matériels roulants pour les Agences régionales	80 000 000	80 000 000		0,00%	69 272 200	86,59%	69 272 200	86,59%
A2.2.3	Renforcer les capacités des Agences en ressources humaines (4 chauffeurs, 4 secrétaires comptables, Indemnités responsables)	3 000 000	3 000 000	1 996 000	66,53%		0,00%	1 996 000	66,53%
A2.2.4	Contribuer au fonctionnement des Agences	42 500 000	500 000	-	0,00%		0,00%	0	0,00%
V 3	**Renforcement des capacités de contractualisation du FAFPA avec des promoteurs et opérateurs**	63 335 000	53 170 000	22 364 000	42,06%	0	0,00%	22 364 000	42,06%
A3.1	Mise en place du plan de formation du personnel du FAFPA	0	6 170 000	6 170 000	100,00%		0,00%	6 170 000	100,00%
A3.1.1	Assurer les frais de formation du personnel du FAFPA	0	6 170 000	6 170 000	100,00%		0,00%	6 170 000	100,00%
A3.2	Renforcement des capacités des promoteurs et opérateurs de formation.	61 335 000	45 000 000	12 767 000	28,37%	0	0,00%	12 767 000	28,37%
A3.2.1	Mettre en oeuvre l'activité de recrutement de cabinet pour la définition d'un plan de renforcement des capacités des promoteurs et opérateurs	23 205 000	15 000 000	12 767 000	85,11%	0	0,00%	12 767 000	85,11%
A3.2.2	Financer les actions de renforcement des	30 000 000	30 000 000		0,00%		0,00%	0	0,00%

Code	Activités	Budget		Réalisations (B)	Taux de réalisation financière (B/A)	Engagements (C)	Taux d'engagement (C/A)	Réalisation + Engagements (B+C)	Taux réalisation + d'engagement (B+C)/A
		Prévisions 2014	Prévisions révisées (A)						
	capacités de vingt (20) opérateurs								
A3.2.3	Mettre en œuvre les résultats de l'étude sur le financement des opérateurs et promoteurs basés sur la performance	8 130 000	0		0,00%			0	#DIV/0!
A3.3	Perfectionnement de la procédure des Projets Collectifs de Formation	2 000 000	2 000 000	3 427 000	171,35%		0,00%	3 427 000	171,35%
A3.3.1	Réviser la procédure PCF	2 000 000	2 000 000	3 427 000	171,35%		0,00%	3427000	171,35%
V 4	**Appui au fonctionnement du FAFPA**	92 100 000	92 100 000	97 435 499	105,79%	0	0,00%	97 435 499	105,79%
A4.1	Contribution aux charges de fonctionnement du FAFPA.	92 100 000	92 100 000	97 435 499	105,79%	-		97 435 499	105,79%
A4.1.1	Contribuer aux charges de fonctionnement du FAFPA	68 000 000	68 000 000	74 809 466	110,01%	-		74 809 466	110,01%
A4.1.2	Recruter un spécialiste en suivi évaluation et d'un comptable	14 100 000	14 100 000	12 121 033	85,96%			12 121 033	85,96%
A4.1.3	Participation du FAFPA aux activités de la Coordination et des autres structures au compte du PAPS/EFTP	10 000 000	10 000 000	10 505 000	105,05%			10 505 000	105,05%
C2	Amélioration de l'adéquation formation / emploi	716 916 125	558 562 125	286 084 551	51,22%	18 140 000	3,25%	304 224 551	54,47%
V5	Renforcement des capacités de gestion et d'ingénierie de la formation des promoteurs et des opérateurs de formation	199 007 225	129 627 225	77 883 383	60,08%	0	0,00%	77 883 383	60,08%
A5.1	Formations des promoteurs et opérateurs	145 000 000	85 000 000	46 587 705	54,81%	0	0,00%	46 587 705	54,81%
A5.1.2	Soutien aux Projets d'établissements de l'enseignement technique	20 000 000	20 000 000	11 612 500	58,06%		0,00%	11 612 500	58,06%
A5.1.3	Formation des formateurs des CBENF et des CFPNF sur diverses thématiques en langue nationales	25 000 000	25 000 000	19 742 580	78,97%		0,00%	19 742 580	78,97%
A5.1.4	Mise en oeuvre de divers appuis notamment de formation à la gestion pour accompagner l'insertion des jeunes	100 000 000	40 000 000	15 232 625	38,08%	0	0,00%	15 232 625	38,08%
A5.2	Normalisation de la formation professionnelle au Burkina Faso	54 007 225	44 627 225	31 295 678	70,13%	0	0,00%	31 295 678	70,13%
A5.2.1	Mise en œuvre l'activité de recrutement de	16 380 000	12 000 000	10 049 185	83,74%		0,00%	10 049 185	83,74%

Code	Activités	Budget		Réalisations (B)	Taux de réalisation financière (B/A)	Engagements (C)	Taux d'engagement (C/A)	Réalisation + Engagements (B+C)	Taux réalisation + d'engagement (B+C)/A
		Prévisions 2014	Prévisions révisées (A)						
	consultants pour assister le Groupe de travail chargé de l'étude relative à l'autonomisation de gestion et à la mise à niveau des structures publiques de formation professionnelle								
A5.2.3	Elaboration du statut général des centres de formation professionnelle (GT, experts nationaux ou personnes de ressources)	7 392 500	2 392 500	1 825 000	76,28%		0,00%	1 825 000	76,28%
A5.2.4	Relecture et/ou élaboration des textes réglementaires du secteur de la formation professionnelle, notamment ceux relatifs aux cahiers de charge des CFP	5 960 850	5 960 850	5 776 250	96,90%		0,00%	5 776 250	96,90%
A5.2.5	Organisation d'une table ronde des acteurs de l'EFTP	16 881 375	16 881 375	11 310 243	67,00%		0,00%	11 310 243	67,00%
A5.2.6	Elaborer le plan d'actions de mise en œuvre de la stratégie de généralisation (TDR, Grand Conseil de cabinet, Atelier de finalisation)	7 392 500	7 392 500	2 335 000	31,59%		0,00%	2 335 000	31,59%
	Organiser une campagne de présentation/dissémination de la SGFP dans les treize régions du Burkina Faso	0	0					0	#DIV/0!
V6	Soutien à l'élaboration et à la diffusion des supports de formation	289 693 900	220 719 900	36 499 000	16,54%	9 000 000	4,08%	45 499 000	20,61%
A6.1	Elaboration de supports de formation pour les métiers prioritaires	265 661 500	196 687 500	36 499 000	18,56%	9 000 000	4,58%	45 499 000	23,13%
A6.1.1	Mise en oeuvre l'activité de recrutement d'un cabinet pour la réalisation d'un inventaire de programmes de formation/catalogue numérique	16 310 000	12 310 000		0,00%	9 000 000	73,11%	9 000 000	73,11%
A6.1.2	Organisation d'un atelier international sur la production et la gestion des ressources didactiques (report A6.2 du PAA 2013)	64 974 000	0		0,00%			0	#DIV/0!
A6.1.3	Mise en oeuvre l'activité de "formation de spécialistes en ingénierie de formation et d'élaboration des supports de formation"	47 727 750	47 727 750	31 445 000	65,88%		0,00%	31 445 000	65,88%

Code	Activités	Budget		Réalisations (B)	Taux de réalisation financière (B/A)	Engagements (C)	Taux d'engagement (C/A)	Réalisation + Engagements (B+C)	Taux réalisation + d'engagement (B+C)/A
		Prévisions 2014	Prévisions révisées (A)						
	inscrite dans le PPM de 2013								
	Elaboration de 15 référentiels métiers compétences	47 553 000	47 553 000		0,00%		0,00%	0	0,00%
	Elaborer 9 référentiels de formation et certification	76 775 000	76 775 000		0,00%		0,00%	0	0,00%
A6.1.6	Mener des réflexions sur les contenus de l'enseignement préprofessionnel (2 GT et atelier)	12 321 750	12 321 750	5 054 000	41,02%		0,00%	5 054 000	41,02%
A6.2	Révision et mise à niveau de supports de formation pour plus d'adéquation formation emploi	24 032 400	24 032 400	-	0,00%	0	0,00%	0	0,00%
A6.2.1	Mener des réflexions sur la mise à niveau des supports de formations techniques spécifiques vers des Formations Modulaires Qualifiantes (FMQ)	14 851 200	14 851 200		0,00%		0,00%	0	0,00%
A6.2.2	Appui à la professionnalisation des filières de formation de l'EFTP (GT)	9 181 200	9 181 200		0,00%		0,00%	0	0,00%
V7	Appui au développement de la certification dans le secteur de l'enseignement et de la formation professionnelle	112 000 000	112 000 000	100 329 275	89,58%	0	0,00%	100 329 275	89,58%
A7.1	Amélioration du cadre national de la certification des qualifications professionnelles	8 000 000	8 000 000	9 097 550	113,72%	0	0,00%	9 097 550	113,72%
A7.1.3	Bilan des six années de mise en œuvre du CQP (2006 - 2013)	8 000 000	8 000 000	9 097 550	113,72%		0,00%	9 097 550	113,72%
A7.2	Contribution aux charges de l'organisation de l'examen du CQP (subvention pour la prise en charge de deux mille (2000) candidats supplémentaires)	104 000 000	104 000 000	91 231 725	87,72%	0	0,00%	91 231 725	87,72%
A7.2.1	Appui à la préparation de la session de l'examen (y compris choix des sujets)	10 000 000	10 000 000	9 831 900	98,32%		0,00%	9 831 900	98,32%
A7.2.2	Appui à l'acquisition de la matière d'œuvre	64 000 000	64 000 000	59 051 925	92,27%		0,00%	59 051 925	92,27%
A7.2.3	Appui à l'organisation du CQP (Prise en charge des évaluateurs)	30 000 000	30 000 000	22 347 900	74,49%		0,00%	22 347 900	74,49%

Code	Activités	Budget		Réalisations (B)	Taux de réalisation financière (B/A)	Engagements (C)	Taux d'engagement (C/A)	Réalisation + Engagements (B+C)	Taux réalisation + d'engagement (B+C)/A
		Prévisions 2014	Prévisions révisées (A)						
V8	Définition et mise en œuvre d'une stratégie de communication pour l'EFTP	116 215 000	96 215 000	71 372 893	74,18%	9 140 000	9,50%	80 512 893	83,68%
A8.1	Mise en œuvre d'actions de communication relatives au PAPS/EFTP et au FAFP	116 215 000	96 215 000	71 372 893	74,18%	9 140 000		80 512 893	83,68%
A8.1.1	Contribution à l'organisation du Salon des Métiers du Burkina Faso (Transfert de fonds à la DGFP)	40 000 000	40 000 000	39 070 500	97,68%			39 070 500	97,68%
A8.1.2	Reproduction et diffusion des documents de référence et des études significatives	20 000 000	0	-	0,00%			0	0,00%
A8.1.3	Production de supports de communication pour l'EFTP et le PAPS	10 000 000	10 000 000	4 235 000	42,35%			4 235 000	42,35%
A8.1.4	Production de supports de communication pour le FAFPA	25 000 000	25 000 000	28 067 393	112,27%	0		28 067 393	112,27%
A8.1.5	Rénovation du site dédié à la diffusion en ligne des programmes de formation	10 000 000	10 000 000	-	0,00%			0	0,00%
A8.1.6	Mise en œuvre de l'étude sur la définition d'un plan de communication sur l'éducation et la formation professionnelle	11 215 000	11 215 000	-	0,00%	9 140 000		9 140 000	81,50%
C3	Renforcement des outils et des ressources humaines pour orienter et piloter le secteur de l'EFTP	871 208 573	950 556 977	446 192 987	46,94%	167 949 289	17,67%	614 142 276	64,61%
V9	Renforcement de la coordination sectorielle et la mise en œuvre des réformes institutionnelles du secteur de l'EFTP	20 389 700	32 044 700	12 314 466	38,43%	0	0,00%	12 314 466	38,43%
A9.1.	Lecture croisée des différents projets et programme en appui à l'EFTP et élaboration d'un plan d'actions mettant en évidence l'ensemble des activités/projets/programmes conduits au Burkina	15 554 700	15 554 700	12 314 466	79,17%	0	0,00%	12 314 466	79,17%
A9.1.1	Réalisation d'un travail d'indentification des projets, programmes sous tutelle du MJFPE, du MESS et du MENA et des partenaires intervenant dans le domaine de la formation	9 390 675	9 390 675	7 304 466	77,78%		0,00%	7 304 466	77,78%

Code	Activités	Budget		Réalisations (B)	Taux de réalisation financière (B/A)	Engagements (C)	Taux d'engagement (C/A)	Réalisation + Engagements (B+C)	Taux réalisation + d'engagement (B+C)/A
		Prévisions 2014	Prévisions révisées (A)						
	professionnelle								
A9.1.2	Concertations sur l'adoption d'un cadre unique de programmation de l'EFTP (GT, Mobilisation de personnes de ressources, etc.)	6 164 025	6 164 025	5 010 000	81,28%		0,00%	5 010 000	81,28%
A9.2	Approche sectorielle dans l'EFTP au Burkina Faso	4 835 000	16 490 000	-	0,00%	0	0,00%	0	0,00%
A9.2.1	Organisation d'un atelier national sur le pilotage de l'EFTP	4 835 000	4 835 000		0,00%		0,00%	0	0,00%
A9.2.2	Organiser un voyage d'étude sur le thème de l'approche sectorielle		11 655 000		0,00%		0,00%	0	0,00%
V10	Programmation, exécution et reporting technique et financier de l'EFTP	409 454 825	424 013 675	129 047 789	30,43%	110 833 689	26,14%	239 881 478	56,57%
A10.1	Suivi et reporting des activités du PAPS/EFTP	96 837 325	96 837 325	37 603 344	38,83%	13 000 000	13,42%	50 603 344	52,26%
A10.1.1	Sorties terrain de suivi des activités	12 750 000	12 750 000		0,00%		0,00%	0	0,00%
A10.1.2	Elaboration et pré-validation du rapport du 1er semestre (avec l'ensemble des acteurs impliqués dans la mise en œuvre du PAA)	2 417 625	2 417 625		0,00%		0,00%	0	0,00%
A10.1.3	Elaboration et pré-validation du rapport du 2nd semestre (avec l'ensemble des acteurs impliqués dans la mise en œuvre du PAA)	2 417 625	2 417 625		0,00%		0,00%	0	0,00%
A10.1.4	Elaboration du rapport annuel (avec l'ensemble des acteurs impliqués dans la mise en œuvre du PAA)	3 199 875	3 199 875		0,00%		0,00%	0	0,00%
A10.1.5	Mise en œuvre d'un suivi de proximité des formations par le FAFPA	63 000 000	63 000 000	32 589 744	51,73%	13 000 000	20,63%	45 589 744	72,36%
A10.1.6	Mise en oeuvre d'un système de collecte de données dans les établissements d'EFTP	7 000 000	7 000 000		0,00%		0,00%	0	0,00%
A10.1.7	Suivi de la mise en oeuvre du PPM (Préparation et suivi de la mise en oeuvre des dossiers du PPM)	6 052 200	6 052 200	5 013 600	82,84%		0,00%	5 013 600	82,84%
A10.2	Programmation des activités de 2015	5 617 500	8 376 350	5 470 850	65,31%	0	0,00%	5 470 850	65,31%
A10.2.1	Elaboration du plan d'actions 2015 assorti du PPM 2015	2 417 625	2 417 625	2 712 000	112,18%		0,00%	2 712 000	112,18%

Code	Activités	Budget		Réalisations (B)	Taux de réalisation financière (B/A)	Engagements (C)	Taux d'engagement (C/A)	Réalisation + Engagements (B+C)	Taux réalisation + d'engagement (B+C)/A
		Prévisions 2014	Prévisions révisées (A)						
A10.2.2	Pré-validation du plan d'actions 2015	3 199 875	3 199 875		0,00%		0,00%	0	0,00%
A10.2.3	Elaboration et validation du plan d'actions triennal et du PAA 2014		480 000	480 000	100,00%		0,00%	480000	100,00%
A10.2.4	Programmation du plan d'actions triennal (PAT 2014-2013 du PAPS/EFTP) sur FastTrack		2 278 850	2 278 850	100,00%		0,00%	2278850	100,00%
A10.3	Renforcement des capacités des directions techniques du MJFPE, du MESS, du MENA, de la Coordination du PAPS/EFTP	230 000 000	230 000 000	60 522 095	26,31%	68 036 847	29,58%	128 558 942	55,90%
A10.3.1	Acquisition d'équipements divers au bénéfice des services des ministères partenaires	30 000 000	30 000 000		0,00%	23 786 847	79,29%	23 786 847	79,29%
A10.3.2	Acquisition de matériels roulants pour les services techniques des ministères partenaires	60 000 000	60 000 000		0,00%	44 250 000	73,75%	44 250 000	73,75%
A10.3.3	Formation d'une quarantaine de cadres du MJFPE, du MESS, du MENA et de la Coordination sur diverses thématiques en lien avec l'EFTP	90 000 000	90 000 000	14 438 895	16,04%		0,00%	14 438 895	16,04%
A10.3.4	Mise en oeuvre de l'activité d'acquisition d'équipements divers pour les ministères partenaires, PPM de 2013	50 000 000	50 000 000	46 083 200	92,17%		0,00%	46 083 200	92,17%
A10.4	Acquisition de matériels au profit de la Coordination et du FAFPA	77 000 000	88 800 000	25 451 500	28,66%	29 796 842	33,56%	55 248 342	62,22%
A10.4.1	Acquisition et installation d'un générateur électrique, aménagement de parkings et divers au profit du FAFPA	37 000 000	37 000 000	11 650 000	31,49%	9 597 001	25,94%	21 247 001	57,42%
A10.4.2	Acquisition des climatiseurs splits	3 000 000	3 000 000	2 001 500	66,72%		0,00%	2 001 500	66,72%
A10.4.3	Acquisition des matériels roulants pour le FAFPA	37 000 000	37 000 000	-	0,00%	20 199 841	54,59%	20 199 841	54,59%
A10.4.4	Acquisition et installation d'un générateur électrique au profit de la Coordination		11 800 000	11 800 000	100,00%		0,00%	11 800 000	100,00%
V11	Développement d'un système d'information sectorielle pour l'évaluation et le pilotage du	22 456 800	38 231 800	-	0,00%	33 540 000	87,73%	33 540 000	87,73%

Code	Activités	Budget		Réalisations (B)	Taux de réalisation financière (B/A)	Engagements (C)	Taux d'engagement (C/A)	Réalisation + Engagements (B+C)	Taux réalisation + d'engagement (B+C)/A
		Prévisions 2014	Prévisions révisées (A)						
	plan d'action de l'EFTP								
A11.1	Mise en place d'un système de suivi-évaluation y compris définition d'indicateurs pour l'EFTP	22 456 800	22 456 800	-	0,00%	17 765 000	79,11%	17 765 000	79,11%
A11.1.1	Réalisation d'une étude sur le système de suivi-évaluation y compris définition d'indicateurs pour l'EFTP	22 456 800	22 456 800	-	0,00%	17 765 000	79,11%	17 765 000	79,11%
A11.2	Gestion du répertoire des centres de formation professionnelle au Burkina Faso	0	15 775 000	-	0,00%	15 775 000	100,00%	15 775 000	100,00%
A11.2.1	Mise en oeuvre de l'activité de recrutement d'un cabinet pour la réalisation d'une étude sur l'offre de formation professionnelle qualifiante.		15 775 000	-	0,00%	15 775 000	100,00%	15 775 000	100,00%
V12	Appui au transfert des compétences et des ressources de l'EFTP aux Conseils régionaux	40 000 000	41 578 575	9 036 375	21,73%	23 575 600	56,70%	32 611 975	78,43%
A12.1	Appui à des conseils régionaux pionniers pour l'élaboration de leurs PA en matière d'EFTP	40 000 000	41 578 575	9 036 375	21,73%	23 575 600	56,70%	32 611 975	78,43%
A12.1.1	Appui à l'élaboration de deux Plans d'actions régionaux en matière d'EFTP	40 000 000	40 000 000	7 457 800	18,64%	23575600	58,94%	31 033 400	77,58%
A12.1.2	Organiser un atelier d'information à l'endroit des membres des conseillers régionaux		1 578 575	1 578 575	100,00%		0,00%	1 578 575	100,00%
V13	Accompagnement technique et évaluation de la mise en œuvre du programme	378 907 248	414 688 227	295 794 357	71,33%	0	0,00%	295 794 357	71,33%
A13.1	Fonctionnement de l'unité technique d'appui et des organes du PAPS/EFTP	184 691 208	188 378 608	92 756 262	49,24%	0	0,00%	92 756 262	49,24%
A13.1.1	Fonctionnement de l'unité technique d'appui du PAPS/EFTP	167 775 208	171 462 608	83 701 962	48,82%	0	0,00%	83 701 962	48,82%
A13.1.2	Fonctionnement des différents organes de gestion du PAPS/EFTP	16 916 000	16 916 000	9 054 300	53,53%		0,00%	9 054 300	53,53%
A13.2	Supervision et contrôle de l'exécution des contributions financières	27 000 000	34 144 407	22 144 407	64,86%	0	0,00%	22 144 407	64,86%
A13.2.1	Recrutement du cabinet d'audit	15 000 000	11 864 407	11 864 407	100,00%		0,00%	11 864 407	100,00%
A13.2.2	Supervisions financières	12 000 000	22 280 000	10 280 000	46,14%		0,00%	10 280 000	46,14%

Code	Activités	Budget		Réalisations (B)	Taux de réalisation financière (B/A)	Engagements (C)	Taux d'engagement (C/A)	Réalisation + Engagements (B+C)	Taux réalisation + d'engagement (B+C)/A
		Prévisions 2014	Prévisions révisées (A)						
A13.3	Appui par une exécution financière de LuxDev	167 216 040	167 216 040	155 944 516	93,26%	0	0,00%	155 944 516	93,26%
13.3.1	Gestion contrats assistance technique	73 827 285	73 827 285	81 414 451	110,28%		0,00%	81 414 451	110,28%
13.3.2	Poursuite mise en œuvre de la Feuille de route	50 275 981	50 275 981	46 617 395	92,72%		0,00%	46 617 395	92,72%
13.3.3	Frais d'accompagnement et de suivi LuxDev	43 112 774	43 112 774	26 472 667	61,40%		0,00%	26 472 667	61,40%
	Poursuite assistance comptable à la Coordination (MICROSYS)	0	0	1 440 003			#DIV/0!	1 440 003	
A13.4	Appui au MJFPE dans le cadre du PAPS/EFTP par subvention de l'Etat		24 949 172	24 949 172	100,00%	0	0,00%	24 949 172	100,00%
A13.4.1	Appuis logistiques et divers		24 949 172	24 949 172	100,00%		0,00%	24 949 172	100,00%
V14	Divers et imprévus	98 983 198	25 000 000	11 096 593	44,39%		0,00%	11 096 593	44,39%
	Imprévus			10 781 593				10 781 593	
A14.1	Atelier de validation du PDI			315 000				315 000	
TOTAL COMOSANTES		**3 831 454 072**	**3 531 436 903**	**2 737 311 532**	**77,51%**	**1 422 900 565**	**40,29%**	**4 160 212 097**	**117,81%**

Annexe 3 : Point exhaustif de la mise en œuvre des recommandations faites au PAPS/EFTP.

Tableau 16 : *Recommandations faites lors de la première mission conjointe et par la première session du COPIL*

1- Etat de mise en œuvre des recommandations issues de la 3eme mission conjointe du PAPS/EFTP (du 4 au 07 février 2014)

N°	Recommandation	Responsable	Délais	Date de début	Observations	Niveau de mise en œuvre	Difficultés rencontrées	Actions à envisager
	Recommandations reconduites							
1	Porter une attention particulière aux modalités de définition des Plans régionaux de formation professionnelle, afin qu'il n'y ait pas de contradiction entre les orientations nationales et régionales d'une part, et que les dossiers soumis reflètent bien les réalités et besoins de terrain d'autre part. L'expérience acquise par la région Est, avec l'appui de la coopération Suisse, pourra être valorisée.	FAFPA	Avril 2014		Recommandation N°3 de la 1ère MCS reformulée comme suit : Faire l'état des lieux du processus de mise en cohérence du PAPS et du PC/ASF dans le cadre de l'appui à l'élaboration des plans régionaux de développement de l'EFTP. Porter une attention particulière aux modalités de définition des Plans régionaux de formation professionnelle conformément aux dispositions du Prodoc du PAPS/EFTP.	Tout commence par des rencontres avec les acteurs au niveau régional pour expliquer et recueillir les attentes, les opérations tant conduites par les intéressés, par des comités mis en place par arrêté gouvernemental	La multiplicité et l'incompréhension des acteurs, la tendance à privilégier outre mesure l'intervention des administratifs, les points de jonction entre conseil régional et gouvernorat.	Une grande avancée est faite maintenant et le dialogue avec les exécutifs locaux est en train de s'enraciner
2	Dans le cadre des types de financements du FAFPA, notamment la question de la destination de la TPA et pour la mise en œuvre de la réforme institutionnelle du FAFPA, il est recommandé de ressortir l'étude de Mr. André Kirchberger (BIT), sur les « Conditions et Modalités de financement du FAFPA » (oct. 2011), d'en faire une exploitation adéquate, en lien avec ce qui est entrepris au RAFPRO (Réseau africain des institutions et fonds de formation professionnelle)	MJFPE et au FAFPA	Mars 2014		Recommandation N°1 de la 2è MCS	Recommandation respectée	La délicatesse de la question, le non portage du sujet au niveau du MJFPE	Dans le cadre de la célébration du 10ème anniversaire du FAFPA un document de plaidoyer est formulé dans ce sens
3	Organiser une rencontre entre le FAFPA, la coordination du PAPS/EFTP,	MJFPE, PTF	Septembre 2014		Recommandation N°7 de la 2è MCS	Non formellement mise en œuvre	Réorganisation de l'ARMP et non	De notre point de vue, ce problème

N°	Recommandation	Responsable	Délais	Date de début	Observations	Niveau de mise en œuvre	Difficultés rencontrées	Actions à envisager
	les PTF, et l'Autorité de Régulation des Marchés Publics (ARMP) pour échanger sur les possibilités offertes par la réglementation nationale pour prendre en compte des spécificités de la formation professionnelle						disponibilité du décret y relatif	est d'envergure nationale et la réorganisation en cours des organes de l'ARMP ne facilité pas l'exécution globale de cette recommandation
4	Travailler à la finalisation des outils méthodologiques (bénéficiaires du PAPS/EFTP, conditions d'accès aux services, circuit de traitement des dossiers, documents types) pour ce qui concerne les activités prioritaires	Coordination du PAPS/EFTP et FAFPA	Continue		Recommandation N°8 de la 2è MCS reformulée comme suit : mettre en place un contrôle qualité et conformité aux documents du programme de toute publication ou document de communication émis par le programme, avant diffusion	Des plaquettes de la Coordination et du FAFPA vont dans ce sens	La non maîtrise de toute la chaîne de décision par l'organe d'exécution du Programme, d'où une prudence à proposer des choses « callées »	Un travail est engagé au niveau du FAFPA dans ce sens
	Nouvelles recommandations de la 3è MCS							
1	Organiser régulièrement (au moins 1 fois par trimestre) des réunions techniques qui réunissent les PTF, le Coordonnateur du PAPS/EFTP et la Directrice du FAFPA, afin d'échanger sur les activités du programme et le cas échéant faciliter l'identification et la mise à disposition d'informations utiles à l'avancée du programme (exemples de TDR, d'appels à projets, de dispositifs de suivi-évaluation, identification de consultants court terme, mises en lien avec la plateforme Jeunesse-Formation-Emploi, etc.)	PTF, Coordination et FAFPA	Continue			Une réunion a été tenue en avril 2014	La multiplicité des réunions et les nombreuses responsabilités des acteurs	Privilégier également les contacts informels en cas de nécessité et avoir le réflexe de vérification en cas de renseignement appris.
2	Formaliser les modalités de délégation de compétences à Lux-Development par les PTF et la contrepartie qui précisent le rôle et la place des différentes parties prenantes.	PTF	Mars 2014					
3	Réviser le calendrier de tenue des sessions du COPIL conformément aux dispositions du décret 2007-775/PRES/PM/MEF portant réglementation générale des projets ou	PTF, MJFPE	Avril 2014		Prendre un acte additif au Prodoc et au PFC	De manière pratique il est prévu que les COPIL se tiennent en fin juin ou		En 2014, nous avons essayé de respecter ce calendrier plus pratique

N°	Recommandation	Responsable	Délais	Date de début	Observations	Niveau de mise en œuvre	Difficultés rencontrées	Actions à envisager
	programmes de développement exécutés au Burkina Faso					début juillet et dans le courant de décembre		
4	Recentrer l'ATN sur ses TdR.	MJFPE	Mars 2014		Exploiter la note technique produite par l'ATN à cet effet.Une réunion de suivi-bilan du travail des Assistants techniques sera réalisée tous les six (06) mois. Il a été réaffirmé que les Assistants techniques (déjà en place et à venir dans le cadre de l'expertise perlée) sont redevables en premier lieu au Coordonnateur du PAPS/EFTP et aux responsables des structures bénéficiaires	Cela est effectif depuis mars 2014, l'intéressé ayant produit une note sur ses responsabilités émanant de son contrat	Cette application peut éloigner ATN de certaines informations et activités majeures	RAS
5	Constituer un pôle d'experts nationaux au niveau de la Coordination dans les domaines suivants : un expert en didactique/élaboration de référentiel et un expert en adéquation formation/emploi logés à la DGFP, un expert en évaluation, reporting et en analyse des résultats logés à la Coordination.	MJFPE	Mars 2014		Ces trois experts qui pourraient être des fonctionnaires ou des contractuels, seront mobilisés pour un contrat à durée déterminée de deux (2) ans et seront évalués tous les six (06) mois. Les PTF seront associés à la sélection de ce personnel complémentaire à travers des avis sur leurs TDR et une participation aux entretiens de sélection.	Un tableau des responsabilités attendues de ces experts a été transmis aux PTF pour réaction, mais nous attendons la réponse	L'impact réel de cet étoffement en personnel si la question du réaménagement d'ensemble n'est pas tranchée	le réaménagement organisationnel attendu a de fait mis en stand by cette nécessité. Elle sera opérée dès que possible.
6	Recruter au niveau de la Coordination un expert en comptabilité maîtrisant le logiciel TOMPRO. En ce qui concerne le FAFPA, il est recommandé qu'il puisse également se doter d'un expert en comptabilité maîtrisant le logiciel TOMPRO et d'un expert en suivi-évaluation.	Coordination et FAFPA	Mars 2014			C'est effectif et les comptables recrutés ont pris service en juin 2014	La disponibilité des bons profils par rapport aux conditions de contractualisation	**RAS**
7	Nommer de manière diligente un contrôleur interne au PAPS/EFTP	MJFPE, MEF	Mars 2014			Une relance du MEF est restée	La réticence des financiers à se	le MEF lui-même avait pris

N°	Recommandation	Responsable	Délais	Date de début	Observations	Niveau de mise en œuvre	Difficultés rencontrées	Actions à envisager
						sans suite, certainement dû à des difficultés de personnel	faire affecter en dehors de leur cadre	l'engagement à Luxembourg d'y procéder diligemment. Les événements de fin d'année ont contrarié cette action.
8	Estimer, avec l'appui de l'ATI, le plan de charges des équipes du PAPS/EFTP et du FAFPA pour la mise en œuvre du PAA 2014 notamment par l'analyse du Plan de Passation des marchés 2014.	Coordination, FAFPA	31-mars-14			ATI a tenté de le faire pour l'équipe du FAFPA, mais cela n'a pas encore touché la Coordination	le flot de travail sous lequel ploie déjà le personnel	
9	Etudier au vu du plan de charges des équipes du PAPS/EFTP et du FAFPA, la faisabilité d'étoffer le personnel en profils voulus que la Coordination va déterminer	Coordination, FAFPA	Avril 2014			Cette recommandation rejoint celle mentionnée au point 5	L'impact réel de cet étoffement en personnel si la question du réaménagement d'ensemble n'est pas tranchée	le réaménagement organisationnel attendu a de fait mis en stand by cette nécessité. Elle sera opérée dès que possible.
10	Contribuer à travers le PAPS/EFTP, à dynamiser le groupe thématique Formation professionnelle du CSD/JFPE par une implication effective du CRT (cadre de revue technique) du PAPS et éventuellement par un appui financier.	Coordination	Continue			Cela est en cours, mais il faut savoir que les CSD ont leur organisation spécifique constatée par arrêté ministériel		En principe, rien n'empêche cet appui, pour peu que des TDR soient soumis à l'examen du PAPS/EFTP
11	Obtenir avant le COPIL un tableau de synthèse donnant le taux d'exécution financière (à fin 2013) consolidé du Programme depuis son départ, intégrant toutes les dépenses, récapitulant les prévisions au budget 2014, et indiquant les besoins en versements 2014.	Coordination	Février 2014			Cet exercice est réalisé dans le cadre du rapport du 1er semestre de 2014 et sera consolidé pour le rapport global de l'année 2014 ;	Toutes les pièces comptables ne sont pas à la Coordination et les systèmes comptables ne semblent pas les mêmes	Néanmoins ce souci est pris en compte et le rapport contient ce tableau synoptique des dépenses
12	Améliorer le guide de gestion du PAPS/EFTP.	MJFPE, PTF	Avril 2014		L'ATI est mandaté pour proposer une révision du guide et une clarification du circuit de la dépense.	Des pistes sont en cours avec l'ATI		Le débat sur l'opportunité du guide est mené, dans la mesure où le PAPS est un programme de catégorie A soumis aux textes de l'Etat.

N°	Recommandation	Responsable	Délais	Date de début	Observations	Niveau de mise en œuvre	Difficultés rencontrées	Actions à envisager
								Il a été recommandé de voir si un document similaire peut être adapté au PAPS-EFTP
13	S'en tenir au dispositif initial en ce qui concerne l'abondement des comptes (compte abritant les contributions des PTF et compte séparé recevant l'appui de l'Etat au fonctionnement du PAPS).	MJFPE et PTF	Mars 2014			Recommandation mise en œuvre et ouverture d'un compte pour la contrepartie nationale	RAS	RAS

2- Etat de mise en œuvre des recommandations issues de la 1eme session ordinaire de l'année 2014 du comité de pilotage du PAPS/EFTP (20 février 2014)

N°	Recommandation	Responsable	Délais	Date de début	Observations	Niveau de mise en œuvre	Difficultés rencontrées	Actions à envisager
1	Insérer un résumé en début du rapport annuel qui est de nature à faciliter l'exploitation du document.	Département Programmation suivi et évaluation des activités du PAPS/EFTP (Coordination)	juin-14		Déjà fait	Cela est désormais effectif dans les rapports	RAS	RAS
2	Recentrer tout en orientant les analyses du rapport vers les résultats par le renseignement des indicateurs contenus dans le Prodoc.	Département Programmation suivi et évaluation des activités du PAPS/EFTP (Coordination)	juin-14		En cours de finalisation	Ce souci est égalementpris en compte dans la synthèse inséréeen début de rapport et qui comportedes éléments d'analyse		
3	Mettre en exergue les éléments de rupture provoqués par l'intervention du PAPS/EFTP aux activités du FAFPA tout en focalisant l'analyse sur la qualité des formations.	FAFPA	juin-14					Une étude spécifique sera faite sur ce volet.

Annexe4 : Actions de formation réalisées sur le compte PAPS/EFTP en 2014

Tableau 17: Actions de formation réalisées sur le compte PAPS/EFTP par appel à projets en 2014

N°	Région	Secteur d'activités	Thème de formation	Type de formation	Promoteur	Opérateur	Coût en FCFA	Nombre de bénéficiaires		
								Hommes	Femmes	Total
1	**Centre**	Agroalimentaire	Formation en transformation agroalimentaire	Apprentissage	Association « Maison des technologies innovantes »	Institut de Recherche en sciences Appliquées et technologies/Département de Technologies	17 177 000	17	62	79
2	**Centre**	Agroalimentaire		Perfectionnement	Association « Maison des technologies innovantes »	Institut de Recherche en sciences Appliquées et technologies/Département de Technologies	7 567 500	6	26	32
3	**Centre Sud**	Elevage	Perfectionnement en aviculture améliorée au profit de 46 personnes dans le Centre Sud du Burkina Faso	Perfectionnement	Association Former, solidariser pour le développement (FSD)	Association Professionnelle des agents techniques d'élevage pour le développement rural	11 391 000	18	28	46
4	**Hauts Bassins**	Agriculture et agrobusiness	Projet de formation de 120 jeunes producteurs membres de la FENOP	Apprentissage	Fédération nationale des organisations paysannes	Unions des Maison Familiales du Burkina	12 675 000	32	28	60
5	**Nord**			Apprentissage			12 675 000	32	28	60
6	**Sud Ouest**	Elevage	Formation en technique de production de volaille et gestion de la micro entreprise avicole villageoise	Perfectionnement	Commune Rurale de GUEGUERE	GROUPE Zenit	34 489 000	52	48	100
7	**Plateau Central**	BTP et connexe	Formation en apprentissage de 50 jeunes en maçonnerie	Apprentissage	Conseil Municipal de la Commune de Dapelogo	Centre de formation de Métier de Dapelogo	19 172 250	35	15	50

N°	Région	Secteur d'activités	Thème de formation	Type de formation	Promoteur	Opérateur	Coût en FCFA	Nombre de bénéficiaires		
								Hommes	Femmes	Total
8	**Hauts Bassins**	Elevage	Projet de formation des jeunes de la région des Hauts Bassins aux techniques d'embouche et de la boucherie	Perfectionnement	Groupement des Exportateurs du Bétail et de la Viande (GEBV)	Centre d'Etudes, de Formation et de Réalisation Agro-pastorales (CEFRAP)	11 705 000	130	70	200
9	**Hauts Bassins**	BTP et connexes	Formation de 170 jeunes en carrelage et électricité bâtiment	Apprentissage	Christian Relief and Développement Organisation (CREDO)	Complexe Scolaire Baraka (CSB)Ouagadougou	49 111 250	119	51	170
10	**Centre Nord**	Elevage	Formation de 180 membres de l'UDEK en technique améliorée d'embouche bovine et ovine	Perfectionnement	Union Départementale des Eleveurs de Kaya	TEELBA-Consult	27 910 000	45	135	180
11	**Boucle du Mouhoun**	Agriculture et agrobusiness	Projet de formation de 88 jeunes et femmes en technique de transformation de produits agricoles, de fruits et légumes dans la région de la Boucle du Mouhoun	Apprentissage	Fondation terre des enfants	Association Maison Famille Rurale de Daboura	17 910 780	15	73	88
12	**Centre**	Agriculture et agrobusiness, élevage	Formation de 252 jeunes en agro sylvo pastorale dans la région du Centre Sud	Apprentissage	Fondation pour le Développement Communautaire-Burkina Faso	Centre Polyvalent de Formation BeoogYînga de Nacombogo (CPF)	21 468 000	107	93	200
13	**Centre**	Agriculture et agrobusiness, élevage		Perfectionnement	Fondation pour le Développement Communautaire-Burkina Faso	Centre Polyvalent de Formation BeoogYînga de Nacombogo (CPF)	22 992 000	28	24	52

N°	Région	Secteur d'activités	Thème de formation	Type de formation	Promoteur	Opérateur	Coût en FCFA	Nombre de bénéficiaires		
								Hommes	Femmes	Total
14	**Boucle du Mouhoun**	Agriculture et agrobusiness	Projet de formation en bonne pratique de production, de conservation et de commercialisation de l'oignon destiné à l'exportation dans un cadre d'entreprenariat agricole	Apprentissage	Groupement DjiguiSeme	Cabinet d'étude conseil Agro Convergence	16 812 450	81	44	125
15	**Centre**	Elevage	Projet de renforcement des capacités des jeunes dans le domaine de l'élevage pour leur insertion socioprofessionnelle	Perfectionnement	Association pour la Promotion des Petites et Moyennes Entreprises (APME2A)	Association Tout pour TOUS Yennega (ATTOUS Yennega)	16 647 750	48	27	75
16	**Centre ouest**			Perfectionnement			6 365 250	16	9	25
17	**Plateau Central**			Perfectionnement			10 405 500	32	18	50
18	**Est**			Perfectionnement			11 163 500	32	18	50
19	**Centre**	Agroalimentaire	Formation en transformation agroalimentaire	Apprentissage	Fédération Nationale des Artisans du Burkina Faso	Ecole des Sciences et Techniques de Production Agricole, Animale et Alimentaire	8 553 000	5	29	34
20	**Centre**	Agroalimentaire		Perfectionnement	Fédération Nationale des Artisans du Burkina Faso	Ecole des Sciences et Techniques de Production Agricole, Animale et Alimentaire	6 172 000	2	16	18
21	**Hauts Bassins**	Agroalimentaire	Formation en transformation agroalimentaire	Apprentissage	Union Régionale des Organisations Professionnelles et des Associations des Artisans des Hauts Bassins	Institut de Recherche en Science Appliquées et Technologies /Département de Technologie Alimentaires (IRSAT/DTA)	6 520 000	3	12	15

N°	Région	Secteur d'activités	Thème de formation	Type de formation	Promoteur	Opérateur	Coût en FCFA	Nombre de bénéficiaires		
								Hommes	Femmes	Total
22	**Hauts Bassins**	Agroalimentaire		Perfectionnement	Union Régionale des Organisations Professionnelles et des Associations des Artisans des Hauts Bassins	Institut de Recherche en Science Appliquées et Technologies /Département de Technologie Alimentaires (IRSAT/DTA)	18 427 000	13	71	84
23	**Plateau Central**	Agriculture et agrobusiness	Projet agro pastoral des veuves et orphelins du Burkina	Perfectionnement	NEB LA BOUMBOU	Fondation LKT	40 643 600	36	264	300
24	**National**	Agriculture et agrobusiness	Formation de 130 jeunes et actifs en mécanique agricole afin de pourvoir des mécaniciens de pompes de forages d'eau	Apprentissage	L'Œil des jeunes	Service General pour l'Afrique	31 714 500	91	39	130
25	**Centre**	Agriculture et agrobusiness, Elevage	Formation de 100 agents de développement agricole et horticole	Apprentissage	Réseau National des Agro sylvo pasteurs du Faso (RENAF)	Centre de Formation Horticole et Agricole	23 920 000	66	34	100
26	**Centre**	Agroalimentaire	Offre pour la formation en cuisine restauration de 60 jeunes de Ouaga et Bagré	Apprentissage	Association Joie de Vivre pour Tous(AJVIT)	Collège Privé Professionnel des Métiers et des Arts (IBMAR-GOSEN)	21 734 020	20	40	60
27	**Nord**	Agriculture et agrobusiness	Projet de formation par alternance dans la production maraichère et d'embouche ovine dans la province du Passoré	Apprentissage	Association Groupement NaamPassoré (AGNP)	Association Maison Familiale Rurale	10 420 800	30	30	60

N°	Région	Secteur d'activités	Thème de formation	Type de formation	Promoteur	Opérateur	Coût en FCFA	Nombre de bénéficiaires		
								Hommes	Femmes	Total
28	**Centre ouest**	Agriculture, Agroalimentaire	Formation de 660 jeunes dont 240 jeunes filles aux techniques de production agro-sylvo pastorale et halieutique, en technologie agroalimentaire et en entrepreneuriat agricole	Perfectionnement	Fédération NianZwe (FNZ)	Expert et Agromines International SARL	111 204 000	420	240	660
29	**Hauts Bassins**	Agriculture et agrobusiness	Projet d'insertion en agriculture des jeunes déscolarisés et non scolarisés dans les communes rurales de Karangassovigué, Péni, Satiri et Béréba	Apprentissage	Association des professionnels pour le développement rural	Cercle d'Assistance et de conseil en environnement (CACE) SARL	34 104 500	60	40	100
30	**Hauts Bassins**	Agriculture et agrobusiness, Elevage, agroalimentaire	Projet de formation professionnelle de 200 jeunes dans les filières agro sylvo pastorales dans la région des Hauts Bassins	Apprentissage	Union Dogori	Poly Consult en Ingénierie de développement local (PCIDEL)	39 761 940	140	60	200
31	**Centre Nord**	BTP et connexes	Projet de formation professionnelle en maçonnerie pour les jeunes de la région du Centre Nord	Apprentissage	Association Aide Directe	Ecole des Métiers	11333400	40	0	40
32	**Plateau Central**	Agriculture et agrobusiness	Projet d'appui des jeunes du Plateau Central dans la filière Oignon	Apprentissage	Conseil Régional du Plateau Central	Prospective Afrique	51 390 900	90	90	180

N°	Région	Secteur d'activités	Thème de formation	Type de formation	Promoteur	Opérateur	Coût en FCFA	Nombre de bénéficiaires		
								Hommes	Femmes	Total
33	**Est**	Agriculture et agrobusiness	Projet de formation de jeunes femmes et hommes sur l'agriculture et l'élevage dans la région de l'est	Apprentissage	Association Tin Tua	Chambre Régionale d'Agriculture de l'Est	52 352 500	105	105	210
34	**Centre Ouest**	Agriculture et agrobusiness	Projet de formation de 90 jeunes en apiculture moderne	Apprentissage	ONG WendPuiré	Unité de Fabrique et d'Equipement en Matériel Apicole	28 602 200	42	48	90
35	**Centre**	Agroalimentaire	Formation de 60 jeunes en agro-alimentaire	Perfectionnement	Association Jeunesse du Secteur Informel (AJSI/BF)	ECONFOR (Bureau d'Etude de Conseil et de Formations	13 840 000	12	48	60
36	**Centre**	BTP	Formation de 300 jeunes au CQP: maçonnerie, électricité bâtiment, carrelage et plomberie dans la région du Centre et du Centre Ouest	Apprentissage	Technibat BTP	Institut supérieur de l'eau, du bâtiment et de l'énergie, Ouaga	62 539 040	84	36	120
37	**Centre**	BTP		Perfectionnement	Technibat BTP	Institut supérieur de l'eau, du bâtiment et de l'énergie, Ouaga	52 216 500	126	54	180
38	**Centre**	BTP	Formation par apprentissage de 300 jeunes actifs de la ville de Ouagadougou dans les métiers des BTP	Apprentissage	Opérations et Technologies de Construction (OTEC)	Ecole Polytechnique Privée du Faso	130 251 500	180	120	300
39	**Nord**	Agriculture et commercialisation de produits agricoles	Projet de formation de 150 jeunes actifs en techniques de production, de conservation et de commercialisation de légumes	Apprentissage	Association Arbre à Palabre pour le Développement du Burkina Faso (APABUFAD)	Maison familiale rurale de Seguenega	30 056 000	100	50	150

N°	Région	Secteur d'activités	Thème de formation	Type de formation	Promoteur	Opérateur	Coût en FCFA	Nombre de bénéficiaires		
								Hommes	Femmes	Total
40	**Hauts Bassins**	Agriculture (Production et transformation de fruits et légumes)	Formation de 120 Jeunes du Kénédougou en production et transformation de fruits et légumes	Perfectionnement	Coopérative Zoutou de Kourinion (Société Coopérative des Producteurs de Fruits et Légumes de Kourinion CO.PRO.LEF)	Union des Maisons Familiales Rurales du Burkina	32 350 000	35	85	120
41	**Centre**	BTP (Construction métallique)	Formation de 75 apprentis en menuiserie métallique	Perfectionnement	Groupement des entrepreneurs soudeurs de Kadiogo GESKA, Ouagadougou	Technique Habitat, Ouagadougou	20 582 750	63	12	75
42	**Hauts Bassins**	BTP (maçonnerie)	Formation de 75 jeunes en maçonnerie et en coupe de briques latéritiques taillées industriellement	Apprentissage	Chambre des métiers de l'artisanat au Burkina Faso	Association Kamalpha, Bobo-Dioulasso	26 127 500	60	15	75
TOTAUX							**1 192 455 880**	**2 668**	**2 335**	**5 003**

Tableau 18 : Actions de formation réalisées sur le compte PAPS/EFTP par le mécanisme des PCF en 2014

N°	Région	Province	Secteur d'activités	Thème de formation	Type de la formation	Promoteur	Opérateur	Coût en FCFA	Nbre de bénéficiaires		
									H	F	Total
1	Plateau Central	Ganzourgou	Agroalimentaire	Formation en fabrication du soumbala	Apprentissage courte durée	Association des femmes catholiques de Zorgho	Assetou TRAORE/ LINGANI	840 750	0	30	30
2	Nord	Yatenga	Artisanat	Formation en saponification	Apprentissage courte durée	Association Cercle d'assurance, secours et insertion en milieu communautaire	Madeleine BAMOGO	936 684	0	35	35

N°	Région	Province	Secteur d'activités	Thème de formation	Type de la formation	Promoteur	Opérateur	Coût en FCFA	Nbre de bénéficiaires		
									H	F	Total
3	Plateau Central	Kourwéogo	Agroalimentaire	Formation en transformation de graines de néré en soumbala	Apprentissage courte durée	ABTIL	CNAS - Burkina	913 910	0	15	15
4	Centre	Kadiogo	Commerce	Formation des standardistes	Apprentissage courte durée	AEET	EFEC	3 534 100	0	20	20
5	Centre	Kadiogo	Commerce	Formation de caissiers et de caissières	Apprentissage courte durée	AEET	EFEC	3 534 100	10	10	20
6	Centre	Kadiogo	Commerce	Formation des vendeurs et vendeuses	Apprentissage courte durée	AEET	EFEC	3 534 100	16	4	20
7	Centre	Kadiogo	Artisanat	Formation en mécanique automobile (groupe 3)	Perfectionnement des artisans	Association des garages propres	CHEKINA Ingénierie mécanique	3 783 080	20	0	20
8	Centre	Kadiogo	Artisanat	Formation en mécanique automobile (groupe 2)	Perfectionnement des artisans	Association des garages propres	CHEKINA Ingénierie mécanique	3 783 080	20	0	20
9	Centre	Kadiogo	Artisanat	Formation en mécanique automobile (groupe 1)	Perfectionnement des artisans	Association des garages propres	CHEKINA Ingénierie mécanique	3 783 080	20	0	20
10	Centre	Kadiogo	Artisanat	Formation en broderie à la main	Perfectionnement des artisans	Coopérative Yakin	Clotilde Sabine COMPAORE/ AOUE	4 692 860	0	20	20
11	Centre-Ouest	Sanguié	BTP	Formation de type dual en électricité bâtiment, niveau 1	Apprentissage dual cycle 01	Centre d'initiation au développement	François KABORE	3 101 630	21	0	21
12	Centre-Ouest	Sanguié	Agroalimentaire	Formation de type dual en restauration-cuisine niveau 1	Apprentissage dual cycle 01	Centre d'initiation au développement	Lycée professionnel National Maurice Yaméogo	4 714 100	0	26	26
13	Centre-Nord	Namemtenga	Gestion	Formation en gestion financière	Apprentissage courte durée	Association Navenegba pour l'auto-emploi dans le Namentenga	Consult Service Synergie	1 677 842	26	4	30

N°	Région	Province	Secteur d'activités	Thème de formation	Type de la formation	Promoteur	Opérateur	Coût en FCFA	Nbre de bénéficiaires		
									H	F	Total
14	Sahel	Oudalan	Artisanat	Formation en transformation des sachets	Apprentissage courte durée	Association pour la protection de l'environnement de Déou / GoromGorom	Philipe YODA	4 638 875	15	5	20
15	Centre-Ouest	Ziro	Elevage	Formation en embouche ovine	Apprentissage courte durée	Mairie de la commune de Gao	AGRIFFORS	1 934 138	0	26	26
16	Est	Gourma	Elevage	formation en aviculture	Apprentissage courte durée	Association pour le développement de la commune de Diabo	CEFRAP	2 281 530	40	20	60
17	Est	Komondjari	Elevage	Formation en embouche bovine	Apprentissage courte durée	Association BandiSuani	CEFRAP	1 184 130	7	7	14
18	Boucle du Mouhoun	Kossi	Artisanat	Formation en mécanique deux roues	Perfectionnement des artisans	Association des jeunes artisans du CAPA	CAPA NOUNA	1 008 723	15	0	15
19	Boucle du Mouhoun	Kossi	Artisanat	Formation en mécanique auto	Perfectionnement des artisans	Association des jeunes artisans du CAPA	CAPA NOUNA	1 173 156	16	0	16
20	Est	Gourma	Artisanat	Formation en coiffure (tissage, flatuse, torsadé)	Perfectionnement des artisans	Association nafa des artisans de Nagré	Safiatou THIOMBIANO	676 966	0	14	14
21	Cascades	Comoé	Elevage	Formation agriculture-élevage niveau 2	Apprentissage dual cycle 02	ABMAQ/EBA	CFP Louis Querbes de Banfora	2 147 600	14	1	15
22	Cascades	Comoé	BTP	Formation en plomberie niveau 1	Apprentissage dual cycle 01	ABMAQ/EBA	CFP Louis Querbes de Banfora	2 147 600	15	0	15
23	Cascades	Comoé	BTP	Formation en plomberie niveau 2	Apprentissage dual cycle 02	ABMAQ/EBA	CFP Louis Querbes de Banfora	2147600	13	2	15
24	Cascades	Comoé	Agroalimentaire	Formation en restauration cuisine niveau 1	Apprentissage dual cycle 01	ABMAQ/EBA	CFP Louis Querbes de Banfora	2 147 600	0	15	15
25	Cascades	Comoé	Agroalimentaire	Formation en restauration cuisine niveau 2	Apprentissage dual cycle 02	ABMAQ/EBA	CFP Louis Querbes de Banfora	2 147 600	1	14	15
26	Cascades	Comoé	Elevage	Formation en agriculture-élevage niveau 1	Apprentissage dual cycle 02	ABMAQ/EBA	CFP Louis Querbes de Banfora	2 147 600	15	0	15

N°	Région	Province	Secteur d'activités	Thème de formation	Type de la formation	Promoteur	Opérateur	Coût en FCFA	Nbre de bénéficiaires		
									H	F	Total
27	Boucle du Mouhoun	Balé	Elevage	Formation en technique d'aviculture moderne	Apprentissage courte durée	Association relwendé des handicapés de Fara	François KAM	885 590	9	3	12
28	Sahel	Seno	Informatique	Formation d'initiation en informatique (word, Excel et recherche sur net)	Apprentissage courte durée	Coordination communale des femmes de dori	CENTRE FAMILIAL VICENTA MARIA	2 158 810	3	7	10
29	Boucle du Mouhoun	Kossi	Artisanat	Formation en mécanique deux roues niveau 1	Apprentissage dual cycle 01	Association des jeunes artisans du CAPA	CAPA NOUNA	1 877 203	15	0	15
30	Boucle du Mouhoun	Kossi	Artisanat	Formation en mécanique auto niveau 1	Apprentissage dual cycle 01	Association des jeunes artisans du CAPA	CAPA NOUNA	1 733 538	16	0	16
31	Centre-Ouest	Ziro	Agroalimentaire	Formation en production de beurre de Karité	Apprentissage courte durée	Groupement féminin Kassandouna de Cassou	TEEGWEND BAO MANEGRE	987 070	0	21	21
32	Centre-Ouest	19	Agroalimentaire	Formation en extraction de beurre de karité	Apprentissage courte durée	Groupement féminin ne Kane Douane de Kadapra	TEEGWEND BAO MANEGRE	1 072 030	0	32	32
33	Centre-Sud	Nahouri	Agroalimentaire	Formation sur les techniques de transformation du soja en lait	Apprentissage courte durée	Groupement <<wemoukiga>> de Pô	AGRIFFORS	1 928 120	0	26	26
34	Centre	Kadiogo	Artisanat	Formation en broderie pêbga	Apprentissage courte durée	Association ciseaux d'Or du Burkina Faso	CENTRE DE FORMATION PROFESSIONNELLE COBOTIN	2 035 600	23	7	30
35	Centre-Ouest	Boulkiemdé	Artisanat	Formation en menuiserie métallique niveau 1	Apprentissage dual cycle 01	Centre de formation laafiziiga	Léon GANSONRE	3 999 846	20	0	20
36	Centre-Ouest	Boulkiemdé	BTP	Formation en menuiserie bois niveau 1	Apprentissage dual cycle 01	Centre de formation laafiziiga	Herman T. RAMDE	4 704 660	20	0	20
37	Plateau Central	Ganzourgou	BTP	Formation en maçonnerie	Perfectionnement des artisans	UPAG	EIJ-AT	2 796 600	20	0	20

N°	Région	Province	Secteur d'activités	Thème de formation	Type de la formation	Promoteur	Opérateur	Coût en FCFA	Nbre de bénéficiaires		
									H	F	Total
38	Nord	Loroum	Artisanat	Formation en transformation des sachets	Apprentissage courte durée	Association pour la survie du paysan du Sahel	Philipe YODA	4 415 796	6	4	10
39	Centre-Ouest	Boulkiemdé	Agroalimentaire	Formation en technique de production du beurre de karité	Apprentissage courte durée	Association nekré du Boulkiémdé	TEEGWEND BAO MANEGRE	1 030 140	0	25	25
40	Centre-Ouest	Boulkiemdé	Agriculture	Formation en technique d'irrigation du goutte à goutte	Apprentissage courte durée	Groupement song-y-koaada de Godo	Centre de formation LaafiZiiga	3 232 020	6	17	23
41	Centre-Nord	Namemtenga	Agriculture	Formation en technique de production des tomates	Apprentissage courte durée	Association Navenegba pour l'autopromotion villageoise dans le Namentenga	Union nationale des maisons familiales rurales du Burkina Faso	1 134 452	22	8	30
42	Centre-Ouest	Boulkiemdé	Informatique	Formation en informatique pour la certification ICDL/ECDL	Perfectionnement des artisans	Association des informaticiens du Faso	Association grâce informatique pour tous	2 560 010	13	2	15
43	Centre-Ouest	Boulkiemdé	Elevage	Formation en aviculture	Perfectionnement des artisans	Mairie de la commune de Thiou	Centre de promotion rurale de Goundi	1 722 800	4	8	12
44	Centre-Ouest	Boulkiemdé	Agroalimentaire	Formation aux techniques de production de soumbala	Apprentissage courte durée	AVODE	Gertrude OUEDRAOGO	926 300	0	15	15
45	Hauts-Bassins	Tuy	Elevage	Formation en aviculture semi-améliorée	Apprentissage courte durée	Groupement Nong-taaba de Makognadougou	CFP Louis Querbes de Banfora	1 027 780	16	10	26
46	Centre	Kadiogo	Maraîchage	Formation en technique de maraîchage	Apprentissage courte durée	Association SOS Energie Burkina	CABINET KAL CONSULTING	4 596 867	21	5	26
47	Centre-Ouest	Boulkiemdé	Maraîchage	Formation en technique de maraîchage	Apprentissage courte durée	Groupement des femmes de Rayiri (Sabou)	CABINET KAL CONSULTING	4 655 867	0	26	26

N°	Région	Province	Secteur d'activités	Thème de formation	Type de la formation	Promoteur	Opérateur	Coût en FCFA	Nbre de bénéficiaires		
									H	F	Total
48	Plateau Central	Kourwéogo	Gestion	Formation en technique d'accès et de gestion des crédits	Apprentissage courte durée	Action paysanne pour l'insertion et le développement	CABINET KAL CONSULTING	3 853 880	20	6	26
49	Centre	Kadiogo	Gestion	Formation en technique d'accès et de gestion des crédits	Apprentissage courte durée	Association SOS Energie Burkina	CABINET KAL CONSULTING	3 853 880	20	6	26
50	Centre-Ouest	Boulkiemdé	Agroalimentaire	Formation en technique de production de beurre de karité	Apprentissage courte durée	Association wendpanga de Godin	TEEGWEND BAO MANEGRE	1 020 110	0	10	10
51	Hauts-Bassins	Kenedougou	Agroalimentaire	Formation en transformation du manioc en atiéké	Apprentissage courte durée	UPADES	Sabine S. NANA	1 210 975	0	35	35
52	Hauts-Bassins	Houet	Elevage	Formation en aviculture semi-améliorée	Apprentissage courte durée	Groupement Féminin TeegaWendé	CFP Louis Querbes de Banfora	918 630	4	14	18
53	Plateau Central	Kourwéogo	Gestion	Formation en technique d'accès et de gestion des crédits	Apprentissage courte durée	Action paysanne pour l'insertion et le développement	CABINET KAL CONSULTING	3 853 880	20	6	26
54	Centre-Ouest	Boulkiemdé	Agroalimentaire	Formation en technique de production de beurre de karité	Apprentissage courte durée	Association Paaga la Biiga	TEEGWEND BAO MANEGRE	843 700	1	9	10
55	Boucle du Mouhoun	Mouhoun	Artisanat	Formation en mécanique deux roues (moteur à deux et quatre temps)	Perfectionnement des artisans	Groupement des mécaniciens "Gongondemé" de Dédougou	Centre de Formation Fondation Haparako	1 059 050	30	0	30
56	Centre	Kadiogo	Artisanat	Formation aux techniques de traitement des peaux et en création des modèles	Perfectionnement des artisans	Association Handicap Action	Bassou IDO	2 637 094	7	3	10

N°	Région	Province	Secteur d'activités	Thème de formation	Type de la formation	Promoteur	Opérateur	Coût en FCFA	Nbre de bénéficiaires		
									H	F	Total
57	Centre-Ouest	Sissili	BTP	Formation de type dual en construction métallique niveau 1	Apprentissage dual cycle 01	Mairie de la commune de Léo	Lycée Technique Bérékia/ CREDO	4 397 742	25	0	25
58	Centre-Ouest	18	BTP	Formation de type dual en électricité bâtiment niveau 1	Apprentissage dual cycle 01	Mairie de la commune de Léo	Lycée Technique Bérékia/ CREDO	4 205 520	23	4	27
59	Centre-Ouest	18	BTP	Formation de type dual en maçonnerie construction niveau 1	Apprentissage dual cycle 01	Mairie de la commune de Léo	Lycée Technique Bérékia/ CREDO	2 964 160	19	0	19
60	Centre-Ouest	18	Artisanat	Formation de type dual en mécanique d'engins à deux roues niveau 1	Apprentissage dual cycle 01	Mairie de la commune de Léo	Lycée Technique Bérékia/ CREDO	3 531 622	41	0	41
61	Boucle du Mouhoun	Mouhoun	Artisanat	Formation en mécanique deux roues niveau 1	Apprentissage dual cycle 01	Groupement des mécaniciens "Gongondemé" de Dédougou	159	1 724 275	19	0	19
62	Centre	Kadiogo	Artisanat	Formation en cosmétique	Apprentissage courte durée	Association wendkuni des femmes pour l'avenir	CNAS-BURKINA	3 985 450	6	14	20
63	Centre-Ouest	Boulkiemdé	Agroalimentaire	Formation en production de beurre de karité	Apprentissage courte durée	AVODE	Teegwend Bao Manegre	1 000 640	0	20	20
64	Centre	Kadiogo	Agroalimentaire	Formation en agroalimentaire	Apprentissage courte durée	Association wendkuni des femmes pour l'avenir	CNAS-BURKINA	3 997 250	5	15	20
65	Centre-Ouest	Boulkiemdé	Agriculture	Formation en technique d'irrigation goutte à goutte	Apprentissage courte durée	Groupement Masculin Kiswendsida	Centre de formation LaafiZiiga	3 163 580	9	16	25
66	Centre	Kadiogo	Gestion	Formation sur le thème <<gestion du crédit>>	Formation continue	FBDES	CAGEFIC SARL	1 517 480	12	10	22

N°	Région	Province	Secteur d'activités	Thème de formation	Type de la formation	Promoteur	Opérateur	Coût en FCFA	Nbre de bénéficiaires		
									H	F	Total
67	Centre-Ouest	Boulkiemdé	Agriculture	Formation en technique d'irrigation goutte à goutte	Apprentissage courte durée	Groupement féminin Lagemtaaba	Centre de formation LaafiZiiga	3 492 800	0	60	60
68	Centre-Ouest	Boulkiemdé	Agroalimentaire	Formation en technique de production du beurre de karité	Apprentissage courte durée	Mairie de la commune de Koudougou	TEEGWEND BAO MANEGRE	833 670	0	10	10
69	Centre-Ouest	Boulkiemdé	Agroalimentaire	Formation en technique de production de soumbala	Apprentissage courte durée	Commune de Nandiala	Gertrude OUEDRAOGO	1 207 730	0	37	37
70	Centre-Ouest	Boulkiemdé	Agriculture	Formation en technique d'irrigation goutte à goutte	Apprentissage courte durée	Association TeelKiiba	Centre de formation LaafiZiiga	3 042 040	8	22	30
71	Centre-Ouest	Boulkiemdé	Agriculture	Formation d'initiation aux techniques de production de soumbala	Apprentissage courte durée	Commune de Nandiala	Gertrude OUEDRAOGO	1 175 870	0	31	31
72	Centre-Ouest	Sanguié	Artisanat	Formation en technique de fabrication de pommade corporelle à la base de beurre de karité	Apprentissage courte durée	Commune de Didyr	Martine SAWADOGO/ SAWADOGO	1 065 776	0	15	15
73	Centre-Ouest	Boulkiemdé	Agroalimentaire	Formation aux techniques de production de soumbala	Apprentissage courte durée	Association Basnéré de Koudougou	Gertrude OUEDRAOGO	1 028 370	0	20	20
74	Centre-Ouest	Boulkiemdé	Agroalimentaire	Formation technique de production de soumbala	Apprentissage courte durée	Association wend SONGDA	Gertrude OUEDRAOGO	1 031 910	0	30	30

N°	Région	Province	Secteur d'activités	Thème de formation	Type de la formation	Promoteur	Opérateur	Coût en FCFA	Nbre de bénéficiaires		
									H	F	Total
75	Centre-Ouest	Boulkiemdé	BTP	Formation en maçonnerie: "lecture de plans, implantation d'un bâtiment, dosage des agrégats, coulage de béton, établissement d'un devis"	Perfectionnement des artisans	Mairie de la Commune de Poa	Michel T. ZAGRE	2 306 192	24	0	24
76	Centre-Ouest	Boulkiemdé	Agriculture	Formation en technique d'irrigation goutte à goutte	Apprentissage courte durée	Groupement Mixte TikWend-N-Paam-Panga	Centre de formation LaafiZiiga	2 996 020	11	16	27
77	Est	Gourma	Agroalimentaire	Formation en technique de transformation de Manioc en attiéké gari	Apprentissage courte durée	Association TIN TUA	Mariam OUEDRAOGO	1 103 999	0	19	19
78	Centre-Ouest	Boulkiemdé	Agriculture	Formation en technique d'irrigation goutte à goutte	Apprentissage courte durée	Association sougri-Nooma	Centre de formation LaafiZiiga	3 325 240	5	25	30
79	Centre-Ouest	Boulkiemdé	Elevage	Formation en embouche porcine	Perfectionnement des artisans	Groupement mixte des éleveurs de porc de Koudougou	Centre de formation LaafiZiiga	1 476 770	1	19	20
80	Hauts-Bassins	Tuy	Artisanat	Formation en initiation à la fabrique de pommades corporelles	Apprentissage courte durée	Mairie de la Commune de Béréba	Martine SAWADOGO/ SAWADOGO	1 146 842	0	15	15
TOTAUX								**189 065 680**	**808**	**971**	**1 779**

Annexe 5 : Feuille de route pour la mise en œuvre des recommandations issues de la mission de supervision financière et de l'audit comptable et financier du PAPS/EFTP année 2013 (Composantes 1, 2 et 3).

N°	Rappel des insuffisances	Recommandations	Structures concernées	Actions correctives proposées	Moyens de vérification	Etat de réalisation des actions		Echéance
						Réalisée	En cours	
1	**SUPERVISION FINANCIERE**							
1-1	Outil de gestion inapproprié pour la gestion du carburant	Améliorer l'outil de gestion du carburant (registre au lieu de cahier)	Coordination	Amélioration de l'outil de gestion avec l'appui de la supervision (un registre coté et paraphé par le coordonnateur au lieu d'un cahier simple)	Le registre coté et paraphé existe et est tenu par le service de la comptabilité	X		
1-2	Non prise en compte des immobilisations acquises par lux-dév dans la comptabilité du PAPS/EFTP	intégrer les immobilisations acquises par lux-dév dans la comptabilité du PAPS/EFTP	Coordination, FAFPA et LuxDev	transmission des copies des Pièces comptables par lux dev et en tenir compte dans la comptabilisation consolidée du Programme.	Pièces comptables disponibles et toute autre preuve d'activités menées au niveau de LuDev classée au sein de la Coordination		X	DECEMBRE 2014
1-3	Préfinancement faite au ministère sur les fonds du	Rembourser le préfinancement	Coordination	Des mesures sont prises pour le remboursement du préfinancement. la DAF a été approchée et	Pièces justificatives relatives au		X	Fin novembre

N°	Rappel des insuffisances	Recommandations	Structures concernées	Actions correctives proposées	Moyens de vérification	Etat de réalisation des actions		Echéance
						Réalisée	En cours	
	PAPS/EFTP			engagement a été pris pour le remboursement diligent dudit préfinancement	remboursement			2014
1-4	Non existence de coffre fort pour la caisse	Acheter des coffres forts pour la sécurisation des fonds	Coordination	Coffres forts achetés pour le comptable et pour le SAF	Existence des coffres forts au niveau des deux services	X		
2	**AUDIT DES COMPTES 2013**							
2-1	Utilisation par le programme d'un guide de gestion. Ce guide de gestion ne traite ni de procédures de gestion comptable ni des procédures spécifiques (gestion budgétaire, gestion des Immobilisations, gestion des stocks, etc.) en sus les attributions et tâches par poste de travail n'y sont pas définies	Elaborer un manuel de procédures administrative, financière et comptable au profit du PAPS/EFTP qui mettra en exergue le descriptif de toutes les procédures de gestion du programme et les fiches de postes (responsabilité, attribution, tâches, liens)	Coordination	La coordination s'engage à élaborer dans les meilleurs délais ledit manuel ou à mettre en appliquer un manuel de gestion général applicable aux structures de même statut	Le manuel de procédures élaboré ou acquis auprès du MEF		X	Avril 2015 (Prévision budgétaire faite dans le PAA 2015 pour le recrutement d'un cabinet pour l'élaboration du manuel)
			FAFPA	Les activités de la composante 1 sont exécutées selon les	Sans objet	X		

N°	Rappel des insuffisances	Recommandations	Structures concernées	Actions correctives proposées	Moyens de vérification	Etat de réalisation des actions		Echéance
						Réalisée	En cours	
				procédures du FAFPA qui est en train de relire son manuel de procédures en vue de le faire adopter très prochainement par son Conseil de Gestion				
2-2	Structuration inadéquate de certains comptes du plan comptable à savoir : le compte de tiers 401150 « Fournisseurs étrangers » qui n'a pas été scindé en deux pour différencier les "fournisseurs étrangers" du PAPS/EFTP (composantes II et III) des "fournisseurs étrangers" FAFPA (composante I). Il en est de même du compte 408 « Fournisseurs, factures non parvenues » et du compte 421300 « Frais avances et fournitures au personnel » ; l'absence du compte 4812 « Fournisseurs d'investissement »	Procéder à une relecture et à une restructuration du plan comptable afin de l'adapter aux opérations pour un meilleur suivi comptable	Coordination et FAFPA	certains comptes ont été restructurés « 401150 fournisseurs étrangers », 408 « fournisseurs, facture non parvenues » et 421300 « frais avances et fournitures au personnel » Les comptes 444 « Etat, TVA due » et 4812 « fournisseurs d'investissement » sont créés	Comptes existants au niveau du plan comptable	X		
2-3	Enregistrement de certaines dépenses dans des rubriques	Procéder à la relecture et à la restructuration du plan budgétaire afin de l'adapter	Coordination et FAFPA	Les recommandations sont pertinentes et cette restructuration sera faite en collaboration avec les	Répartition par catégorie au niveau du		X	Décembre 2014

N°	Rappel des insuffisances	Recommandations	Structures concernées	Actions correctives proposées	Moyens de vérification	Etat de réalisation des actions		Echéance
						Réalisée	En cours	
	inappropriées	pour un meilleur enregistrement des dépenses		PTF	document du programme (Pro doc) à revoir			
2-4	Non systématisation de la mise en concurrence des fournisseurs	Systématiser la mise en concurrence des fournisseurs	Coordination	Systématisation de la mise en concurrence des fournisseurs faite pour l'année 2014 ou établissement d'un contrat offrant des avantages comparatifs en cas de récurrence du service concerné	Lettres de cotations et fiches synthétiques de dépouillement disponibles à l'exception de certaines dépenses relatives aux locations de salle et de pauses dans les hôtels			
2-5	Non application de la retenue à la source sur les prestations de services	Veiller au respect des dispositions fiscales en matière de retenue à la source	Coordination et FAFPA	Dispositions prises pour l'application de ladite retenue à la source	Difficultés décelées pour les retenues à la source. Réflexions en cours pour envisager des solutions		X	Janvier 2015
2-6	Archivage insuffisant des pièces justificatives	Veiller au bon archivage des pièces comptables et assurer une meilleure conservation des pièces	Coordination et FAFPA	Les dispositions seront prises pour un meilleur archivage des pièces comptables	L'archivage effectif des pièces justificatives dans les chronos et par rubrique budgétaire			continue

N°	Rappel des insuffisances	Recommandations	Structures concernées	Actions correctives proposées	Moyens de vérification	Etat de réalisation des actions		Echéance
						Réalisée	En cours	
2-7	Absence d'outils et de supports de gestion des immobilisations (dossier Permanent, système de codification, fichier des immobilisations, registre des immobilisations...).	Mettre en place et utiliser les outils et supports de gestion des immobilisations (tels, le registre des immobilisations, le fichier des immobilisations, le dossier Permanent et la codification) pour assurer un processus diligent d'arrêté des comptes d'immobilisation en fin d'exercice ;	Coordination et FAFPA	Un registre des immobilisations sera mis en place et en collaboration avec la coordination du PAPS/EFTP, les dispositions seront prises pour la codification des immobilisations	Disponibilité des registres des immobilisations.	X		
2-8	la non systématisation de l'annexion de la copie de la quittance de paiement à la liasse de pièces justificatives	annexer systématiquement une copie de la quittance à la liasse des pièces comptables	FAFPA	les copies de quittances sont annexées aux liasses des pièces comptables		X		
2-9	Les dettes fiscales au 31/12/2013 se chiffrent à FCFA 266.074.	Le reversement des IUTS dans le délai	FAFPA	Les IUTS ont été reversé en janvier 2015	Quittance de versement disponible	X		
2-10	Absence d'outils et supports de gestion des fournitures de bureau et d'un support approprié pour la gestion du carburant	Mettre en place et utiliser les outils et supports de gestion des fournitures de bureau et du carburant	Coordination	Des registres ont été mis en place pour la gestion des fournitures de bureau et du carburant	Registres de fournitures de bureau et du carburant disponibles	X		

N°	Rappel des insuffisances	Recommandations	Structures concernées	Actions correctives proposées	Moyens de vérification	Etat de réalisation des actions		Echéance
						Réalisée	En cours	
2-11	Absence d'un inventaire des stocks de bons de carburant et de fournitures de bureau	Effectuer un rapprochement entre les données d'inventaire et données comptables des comptes de stocks	Coordination	Des inventaires physiques semestriels seront faits par le service Administratif et financier et le service comptabilité afin de faire les rapprochements			x	semestriellement

Annexe 6 : Points de succès tangibles du PAPS-EFTP au titre de l'année 2014

Points de succès et de satisfaction	Eléments de preuves/Justifications	Rapport avec la PN/EFTP et la SGFP	Rapport avec le Prodoc
Appui efficace à la structuration de l'EFTP	- Description d'une vision globale, extraite en grande partie de la PN/EFTP et focalisée sur la formation professionnelle, par l'entremise de l'adoption de la **Stratégie de Généralisation de la Formation Professionnelle (SGFP)** financée par le PAPS-EFTP ; - Elaboration et adoption du Cahier des charges applicable aux centres de formation professionnelle privés et de ses textes connexes d'application, publiés par arrêté ; - Elaboration d'un document cadre pour l'autonomisation des centres de formation professionnelle publics, pouvant être exploité aussi par les centres privés ; - Elaboration de statuts type des centres de formation professionnelle publics ; - Projection d'une charte de la formation professionnelle, dégageant les droits, devoirs et responsabilités des différentes parties prenantes.	4.2 développement de l'ingénierie de la formation (PN/EFTP) 5.2 b : adoption d'un statut adéquat pour les établissements et centres de formation (PN/EFTP) Axe 1 : amélioration du cadre juridique, de la réglementation et du pilotage de la formation professionnelle (SGFP)	Volet 5 : Renforcement des capacités de gestion et d'ingénierie de la formation des promoteurs et opérateurs de formation.
Mise en œuvre d'activités d'ordre systémique ne se limitant pas au seul cadre du MJFPE	- Les actions de structuration plus haut décrites valent ici également ; - Financement de la formulation des procédures et processus d'élaboration et de mise en œuvre des projets d'établissements sous l'égide du MESS ; - Elaboration en cours de finalisation de deux projets d'établissement ; - Formation de 30 formateurs CFPNF et 45 de formateurs et directeurs CEBNF ; - Elaboration en cours par le FAFPA d'une stratégie renforcement des capacités des promoteurs et opérateurs de formation professionnelle (par le canal d'une étude en cours) ; - Tour d'entretien et de rencontres avec les acteurs de la formation professionnelle pour des échanges ;	4.2 formation de pré qualification aux métiers (PN/EFTP)	Volet 5 : Renforcement des capacités de gestion et d'ingénierie de la formation des promoteurs et opérateurs de formation.
	- Lancement du second appel à projets de formation ; - Formation de 7 452 bénéficiaires aux métiers prioritaires ;		Volet 1 : Contribution au financement de la formation professionnelle

Points de succès et de satisfaction	Eléments de preuves/Justifications	Rapport avec la PN/EFTP et la SGFP	Rapport avec le Prodoc
Contribution importante à l'accroissement du nombre des formés	- Pour le compte de l'appel à projets, 6647 jeunes ont été formés en apprentissage pour le niveau de certification « Formation Modulaire Qualifiante (FMQ) » et 805 jeunes formés en apprentissage pour le niveau de certification « Certificat de Qualification Professionnelle (CQP) ; - A ce jour 44 projets ont été accordés pour le compte de l'appel à projets N°2. Cela a permis de former 5 958 apprenants pour un montant de 1 197 842 740 FCFA ; - Au titre des PCF, 69 dossiers ont été agréés ayant permis de former 1 494 bénéficiaires pour un montant de 165 908 100 FCFA;	4.3 l'accroissement de l'accès à la formation (PN/EFTP) Axe 2 de la SGFP : accroissement de l'accès à toutes les couches sociales ;	Volet 1 : Contribution au financement de la formation professionnelle
	- Renforcement des capacités de 100 réparateurs d'appareils de téléphone mobile ; - Formation de 15 filles au métier de la photographie ; - Formation de 120 jeunes filles et garçons du secteur informel (serveurs de bar et buvettes, bouchers, grilleurs de viande, etc.) en collaboration ;	4.6 l'accroissement de l'insertion des formés (PN/EFTP	Volet 5 : Renforcement des capacités de gestion et d'ingénierie de la formation des promoteurs et opérateurs de formation.
Contribution à la mise en place d'outils/mesures favorisant l'amélioration de la qualité de la formation professionnelle	- Appuis à la certification : appui régulier à l'organisation de la session 2014 du CQP pour près de 104 millions de francs CFA ; organisation d'un atelier bilan sur le processus de certification ; - Formation de 56 spécialistes pour l'encadrement de l'élaboration des supports de formation professionnelle ; - Début de réflexion sur la conceptualisation du dispositif de production didactique/pédagogique de la formation professionnelle (supports de formation) ;	4.4 amélioration de la qualité de la formation (PN/EFTP) ; 4.5 certification des formations professionnelles (PN/EFTP) 4.2 développer ou actualiser les programmes de formation Axe 4 de la SGFP : accroissement de la qualité des formations	Volet 7 élaboration CQP pour anciens et nouveaux métiers Volet 5 formation à l'élaboration ds programmes de formation
	- Le répertoire, la lecture croisée et l'analyse de l'ensemble des projets et programmes d'appui à la formation professionnelle, y compris ceux mis en œuvre par les ONG ; - Elaboration d'un projet de plan d'actions unique des projets et programmes en appui à l'EFTP ;	4.1 pilotage du système global (PN/EFTP)	Volet 9 étude sur les changements institutionnels et la coordination sectorielle
Contribution au renforcement des	- Formation de 56 spécialistes pour l'encadrement de l'élaboration des supports de formation professionnelle ;	4.2 développer ou actualiser les programmes de formation	Volet 5 formation à l'élaboration des programmes

Points de succès et de satisfaction	Eléments de preuves/Justifications	Rapport avec la PN/EFTP et la SGFP	Rapport avec le Prodoc
capacités des acteurs	- Renforcement des capacités de 100 réparateurs d'appareils de téléphone mobile ; - Formation/imprégnation de 44 nouveaux conseillers en emploi et en formation professionnelle sur l'ingénierie de la formation professionnelle ;	Volet 6.2 de la SGFP sur les mesures techniques d'accompagnement	de formation.
Cheminement vers l'institutionnalisation du mécanisme de financement de la formation professionnelle	- Etude sur la TPA et confection d'un dossier sur le sujet à l'endroit du Gouvernement et du Conseil des ministres, proposant un mécanisme pérenne de financement de la formation professionnelle ; - Réalisation d'une étude sur le développement institutionnel du FAFPA, ayant abouti à un Plan de développement Institutionnel (PDI) du FAFPA ; - Expérimentation/adoption du système d'appels à projets de formation professionnelle pour responsabiliser davantage les opérateurs et promoteurs de la formation professionnelle et pour l'élargissement des modes d'intervention du FAFPA ; - Renforcement des capacités de financement du FAFPA par l'allocation d'importantes subventions, via le PAPS-EFTP (2144 346 176 F CFA révisé à 1 997 317 801 F CFA) ; - Renforcement des capacités opérationnelles du FAFPA par l'apport de nouvelles ressources humaines, l'appui à sa décentralisation/déconcentration (4 Bureaux régionaux en perspective d'ouverture consacrés par le PDI) ;	3.4.7 la mise en place de mécanismes de financement soutenables et pérennes (PN/EFTP) ; 4.3 l'éligibilité des projets élaborés par le privé aux projets et programmes de développement négociés par le Gouvernement (PN/EFTP) ; 4.7.1 les sources de financement (PN/EFTP) ; 4.7.2 les modes de financement (PN/EFTP) Axe 5 de la SGFP : élargissement et renforcement des mécanismes de financement de la formation professionnelle ; 6.2 mesures techniques de la SGFP	4.2.1 page 26 paragraphe 3 « … le FAFPA élaborera un plan de développement pluriannuel … » et page 27 Volet 1 financement de la formation professionnelle Volet 2 décentralisation du FAFPA
Anticipation à l'exercice par les régions des compétences en matière de formation professionnelle, en les y préparant	- Elaboration du document cadre pour l'autonomisation des centres de formation de sorte qu'ils ne constituent pas une trop grande charge pour les régions, le moment venu ; - Elaboration des statuts type des centres de formation professionnelle publics pour harmoniser et garantir l'unicité du système, même après le transfert des centres aux Régions ;	4.2 adopter un statut particulier pour les établissement et centres de formation de l'EFTP (PN/EFTP) Axe 2 de la SGFP : accroissement de l'accès à toutes les couches de la population	Volet 5 appui à l'autonomisation et à la mise à niveau des établissements publics de formation partenaires du FAFPA ; Volet 12 : Appui au transfert

Points de succès et de satisfaction	Eléments de preuves/Justifications	Rapport avec la PN/EFTP et la SGFP	Rapport avec le Prodoc
	- Formation/sensibilisation/mobilisation et organisation des acteurs de la formation professionnelle au niveau des régions : forums régionaux de la formation professionnelle ; mise en place de 3 cadres régionaux de concertation des acteurs de la formation professionnelle (Est, HB, Cascades), 2 en cours, (CE, SO) ; processus d'élaboration de plans de développement de la formation professionnelle entamé dans 2 régions (HB, Cascades) ; - Elaboration d'un tableau des responsabilités et d'un tableau des mesures à prendre dans le cadre de l'autonomisation des centres de formation, en prélude à leur transfert aux Régions ; - Elaboration d'une stratégie pour le transfert des compétences en matière de formation professionnelle aux régions, à la demande du Premier Ministre ; - Prise en compte de la « donne » transfert des compétences aux régions dans le document de Stratégie de Généralisation de la Formation Professionnelle.		des compétences et des ressources de l'EFTP aux Conseils régionaux
Suscitation de l'intérêt manifeste des autorités pour le PAPS-EFTP et, de manière générale, pour le domaine de la formation professionnelle	- Ouverture de la 4ème édition du Salon des Métiers du Burkina présidée effectivement par le Premier Ministre, accompagné de son homologue de Côte d'Ivoire ; - Adoption diligente de la SGFP par le Gouvernement le 21 mai 2014 ; - Signature diligente de l'arrêté portant cahier des charges applicables aux centres de formation professionnelle et de ses textes connexes le 21 mai 2014 ;	Volet 4 de la SGFP sur les hypothèses insistant sur le maintien de la volonté politique de développer la formation professionnelle ;	Volet 8 : définition et mise en œuvre d'une stratégie de communication pour l'EFTP.
Communication persuasive et interactive à l'endroit des acteurs de la formation professionnelle	- Organisation de rencontres/séminaires de présentation, d'échanges et de recueil des besoins/attentes des acteurs de la formation professionnelle : PCR ; DR/MJFPE ; patronat ; FENABF ; CMABF ; centres de formation professionnelle ; ministères ; - Communications-rencontres avec les ministères de mise en œuvre : MESS ; MENA ; MJFPE. Particulièrement avec le MJFPE, il y a eu la présentation du Programme au cours d'un CASEM et d'une réunion de cabinet ; - Confection de dépliants de présentation grand public, lors d'événements organisés par le programme ou pour présenter spécifiquement le Programme ;	6.1 mesures stratégiques (informations et communication) dans la SGFP ;	Volet 8 : définition et mise en œuvre d'une stratégie de communication pour l'EFTP.

Points de succès et de satisfaction	Eléments de preuves/Justifications	Rapport avec la PN/EFTP et la SGFP	Rapport avec le Prodoc
	- Edition/diffusion de document (SGFP) ; Manifestation grand public de sensibilisation/mobilisation autour de la formation professionnelle, par le truchement de la 4ème édition du Salon des Métiers du Burkina (SMB) qui a connu les éléments impactants suivants : présence impressionnante de 2 Premiers Ministres à l'ouverture et de 4 Ministres à la clôture ; 50 000 élèves visiteurs ; bonne appréciation du clin d'œil fait au privé en abritant l'événement dans un établissement privé ; signal fort adressé aux acteurs de la formation professionnelle dont certains pensent toujours qu'il y a des querelles entre le MESS et le MJFPE au sujet du leadership en matière de formation professionnelle, en organisant la manifestation dans un établissement relevant formellement de la tutelle du MESS. Quelques citations sont évocatrices du succès de l'événement : « J'ai vu beaucoup de choses dans les stands. Je suis très content. Je ne connaissais pas certains métiers et je les ai découverts à ce Salon. Je veux être technicien en bâtiment. Vraiment, j'ai beaucoup appris ». Abdoulaye OUEDRAOGO, élève. ; « Je suis en 2ème année de couture. Je suis venue pour voir les possibilités qui s'offrent dans mon métier. J'ai vu beaucoupde choses intéressantes, surtout les belles coupes des grands stylistes de notre pays. Je suis très contente et je remercie notre ministre qui a pensé à nous ». Aïda SANOU ; « Je suis élève en 1ère année de comptabilité, mais comme j'ai entendu parler du Salon des Métiers, j'ai suivi mes copines pour le découvrir avec elles. Je ne regrette pas et je pense que je vais virer dans l'apprentissage d'un métier comme la technique photovoltaïque. Je vais d'abord en parler à mes parents ». Fanta KOURAOGO ; « Cette exposition est une très bonne chose pour nous les élèves. Elle nous permet de mieux nous orienter. Je vais tout fairepour que mon père lui aussi vienne voir ». Soumaïla KAFANDO. (Propos extraits du journal Horoya l'Intégrité, n° 110, du 1er au 15 juin 2014. -		

Difficultés rencontrées et solutions préconisées dans la gestion du PAPS-EFTP :

Nature de la difficulté ou du problème.	Manifestation de la difficulté ou du problème.	Proposition ou suggestion pour le/le résoudre.
Montage lourd du Programme et sa classification en catégorie A ne covenant pas totalement	- Ampleur des tâches et missions du Programme très vastes ne facilitant pas sa « compression » dans une simple direction générale, ce qui entraîne le problème de niveau d'interlocuteur avec les autres partenaires, notamment les ministères. - Attributions éclectiques, potentielle source de conflits relationnels et de compétences ;	Il est souhaitable d'avoir un montage permettant une réelle responsabilisation des intervenants, tout en ayant un centre de capitalisation et d'orientation.
Complexité de la chaîne et de la gestion financière.	- Indisponibilité du DAF pour un suivi rapproché vu le volume des opérations. - Lien entre DAF et SAF non perceptible. - Cumul des fonctions exécution et contrôle. - Relations fonctionnelles quotidiennes s'exerçant à travers des bordereaux d'envoi comme s'il s'agissait de deux entités sans lien. - Processus des marchés affecté par l'absence d'une unité spécifique au PAPS-EFTP pour s'en charger.	Le recrutement d'un gestionnaire ayant la « haute main » sur l'ensemble des opérations financières est indispensable. Il devrait être en relation avec un contrôleur interne et la DAF dans sa fonction de supervision ;
Complexité du dialogue à plusieurs	L'esprit de la Déclaration de Paris qui sous-tend le Programme n'est pas encore une grande réalité : faiblesse du rôle du Chef de file. **Le Programme commun et les Programmes spécifiques ne s'imbriquent pas, même si les responsables collaborent.**	Rendre la responsabilité de Chef de file des PTF plus engageante avec le statut de principal interlocuteur de la partie nationale. Eviter la remise en cause des consensus dégagés
Malaise avec l'assistance technique internationale	La fonction d'Assistant Technique Internationale est mal perçue de part et d'autre : elle n'est pas gérée par la partie nationale, donc elle estime ne pas devoir rendre compte ; elle s'est transformée en mission de contrôle « longues oreilles » ; elle s'est laissée emballée dans les susceptibilités inter structures en voulant jouer les uns contre les autres.	Revoir le mode de contractualisation et de gestion de l'ATI
Difficultés spécifiques et conjoncturelles.	- Retard d'un an accusé dans le démarrage effectif intervenu en juillet 2013 au lieu de juillet 2012. - Absence de contrôleur interne handicapante. - Adoption tardive des programmes d'activités et des budgets du fait des périodes de tenue de sessions du Comité de Pilotage. Dates de tenue de session des comités de pilotage (COPIL) en décalage avec l'agenda budgétaire (différences entre les dates recommandées dans les textes nationaux et celles contenues dans le Protocole de Financement Commun). - Absence de lettre de mission du Coordonnateur comme le	Envisager la prolongation d'un an à la fin prévue du Programme. Mettre en cohérence les sessions du Comité de Pilotage avec le cycle du budget de l'Etat. Prévoir expressément la nomination d'un contrôleur interne ou le recrutement d'un auditeur permanent ;

Nature de la difficulté ou du problème.	Manifestation de la difficulté ou du problème.	Proposition ou suggestion pour le/le résoudre.
	recommandent les textes. Par conséquent, il n'y a pas de répercussion au niveau des autres membres de la chaîne. - La multiplicité des organes et instances : COPIL, Missions conjointes, CTCMO, CRT.	Prévoir expressément la nomination d'un contrôleur interne ou le recrutement d'un auditeur permanent.